



## La gauche a mal au cœur

par X. Y. Z (\*)

La gauche a mal au cœur, et il est temps que quelqu'un l'affirme. Les mauvais indices, les impôts qui n'ont pas d'être exceptionnels, la croissance 0, soit, nous acceptons cette fatalité. Notre portefeuille, qui est à droite, comme chacun sait, soulageons-le puisqu'il le faut. Qu'un ne se croie pas obligé de nous prendre, en prime, pour des enfants un peu débiles.

Assez de clignotants au vert, de reprise assurée pour 1984, puis pour 1985. Qui vivra verra. Nous vivrons et nous verrons. Bref, le mot austerité ne nous fait pas peur. C'est plutôt une certaine rigueur - *rigor mortis* - qui nous effraie.

Nous n'avons pas été portés au pouvoir pour gérer la crise. C'est là la plus petite part de notre devoir d'Etat qu'il convient d'accomplir du mieux qu'il se peut. Mais il y a en ce domaine l'art puis la maîtrise.

Est-ce une bonne manière que d'afficher à l'envi devant les difficultés de l'heure une sorte de déconcentration morale qui, franchement, a de quoi réfrigérer ? Nous n'avons pas tous été élevés dans le christianisme social, et la confession comme la pénitence ne font pas forcément partie de notre folklore. Loin de nous le sentiment d'avoir beaucoup péché, sauf, il est vrai - j'y reviendrai - par omission. Offrez-nous l'austérité s'il le faut, mais rendez-nous l'allégresse.

On croit entendre murmurer : tâche impossible. Elle est possible puisqu'elle est nécessaire, et c'est même la seule chose possible. Est-ce à François Mitterrand, lui qui a su trouver quand il le fallait les mots qui réchauffaient l'ardeur, qu'on doit rappeler aujourd'hui que rien ne se fait sans enthousiasme ?

L'avons-nous assez proclamé que la gauche, calomniée, ridiculisée, divisée, était malhabile à prendre le pouvoir, mais que, lorsqu'elle y accédait, l'élan de ses réformes, la justice sociale, la foi en l'avenir, mettaient un terme à cette division en deux blocs électoraux égaux qui laisse à 3 % des centristes le soin d'arbitrer nos débats nationaux.

Deux années ont passé, et nous voilà réduits à espérer, sans trop y croire, qu'en 1986 un petit 49,2 % nous permettrait de limiter les dégâts, qu'un Stira par-ci, un Edgar Faure par-là auraient l'obligeance de faire l'appoint. La gauche fut majoritaire de peu à l'approche de l'été 1981. C'est une massive adhésion populaire qui doit, qui devrait lui permettre d'être désormais solidement installée, en tête, détachée de ceux qui courent pour la revanche de leurs idéaux mesquins et malins, qui courent pour la défense de leur flic. Qu'on me pardonne ce zeste de vulgarité : lorsqu'on pense à certains, la colère n'est pas loin.

Mais l'adhésion populaire se fait réticente. La gauche a mal au cœur, même si nous comptons bien pouvoir ensemble nous redonner le goût de vivre. Il y en a d'ailleurs des choses à écrire sur les occasions manquées.

Les tentatives avortées, les réformes sabotées. On peut facilement jouer à coup de « n'y a qu'à » ou de « n'y avait qu'à » les prophètes ou les redresseurs de tort. Je laisse ce soin à d'autres.

Pour contribuer, ne serait-ce qu'un peu, au sursaut nécessaire, il me faut faire appel à mon expérience personnelle et - ce qui est fâcheux sous certains aspects - porter le masque de l'anonymat. Chargé avec d'autres d'une entreprise nationale, je n'ai nulle envie de mêler cette tâche à la politique générale qui n'est pas de mon domaine et, s'il faut déceler certaines vérités, ce n'est pas pour engager la polémique mais afin de porter témoignage sans être contraint à trop de diplomatie.

## La revanche

On nous dit que la France est toujours, en fin de compte, gouvernée au centre. A la limite peu importante les élections puisque la nouvelle majorité, victime de forces centrifuges, pratiquera peu ou prou la même politique, une fois passée l'euphorie. Fariboles que tout cela, car la vérité, la voici : en France, le pouvoir politique appartient en priorité à la haute administration. Les deux années qui viennent de s'écouler l'ont suffisamment démontré. Après le premier moment de stupeur - ce fut aussi le nôtre, avouons-le - la technocratie contempera les politiques et, dans certains cas, prêt à laisser s'enfermer tant les dossiers étaient mal préparés par ceux-là mêmes dont c'était le devoir. La revanche fut vite à portée de la main : la politique étant chose trop sérieuse pour être confiée aux politiques, il fallut la rendre aux quelques dizaines d'énarques qui se sont autoproclamés seuls compétents pour gouverner.

Écoutons le chœur des protestations : « Saboteurs, nous, quelle insulte et quelle injustice ! » Dont acte, Messieurs. Vous avez le sens de l'Etat, que dis-je, vous êtes l'Etat. Vos bonnes intentions ne sont pas en cause, si, si vous vous abstenez, si vous freinez, c'est dans l'intérêt supérieur de l'Etat. C'est là, bien sûr, que le bât blesse. Qui vous a élus sinon le mérite aidé par la naissance ? Or la méritocratie, l'élitocratie, il faut l'appeler par son nom : c'est la droite.

J'ai entendu, en janvier dernier, le président de la République s'adresser aux corps constitués et rappeler à la haute administration qu'elle était au service du pouvoir politique. Le rappel était sans doute nécessaire. Qui décria avec la plume qu'il y faudrait l'angoisse d'un homme de cabinet, éblouissant comme s'il s'agissait d'une confidence honteuse : « Le mi-

(\*) L'auteur expose, en cours de cet article, les raisons de son anonymat.

ministre voudrait bien mais... Il y a tout un monde derrière ce mais, un monde auquel la gauche fera entendre raison sous peine de disparaître encore une fois pour une génération. Après des décennies d'habitudes droitières, il est fallu appliquer le bon vieux « spoil system » en vigueur outre Atlantique.

## La gauche, mais pas les travailleurs

Qu'on s'entende bien. La gauche rassemblée par François Mitterrand en 1981 ne peut être confondue avec la molle social-démocratie. C'est pourtant là que nos jeunes et moins jeunes messieurs des directions publiques seraient heureux de la rencontrer. La gauche, qui, mais non les travailleurs. Le vocabulaire vous fait sourire ? Il fait « rétro », c'est un signe. Oserai-je alors écrire que les propos les plus réactionnaires, c'est depuis deux ans que je les ai entendus, au sein de ces cercles restreints où s'élaborent les décisions, et la satisfaction rentrée n'est jamais aussi grande que lorsque apparaissent les difficultés sociales ? Oserai-je écrire qu'on ne s'attend pas forcément à voir en priorité « casser du syndicat » quand on s'approche du pouvoir ? Ni M. Chirac ni M. Barre n'ont le front de dire tout bant qu'après tout, c'est bien fait : vous avez voulu les trente-neuf heures, la cinquième semaine, la retraite à la soixante ans, il faut maintenant payer.

Eh oui ! les réformes, nous les avons voulues et beaucoup d'autres encore qui tardent, qui sont à naître, aujourd'hui menacées d'avortement. C'est ce que voudrait dire le premier ministre en rappelant la primauté du politique, et le président de la République lorsqu'il demande que chaque mesure de contrainte soit accompagnée d'une action sociale. La reconquête de l'espoir à un coût, elle n'a pas de prix.

## Prenons-nous par la main

J'avais pensé réserver au chef de l'Etat l'exclusivité de ces sombres réflexions. Mais il y a quelques raisons de croire que ce n'est pas lui qu'il faut convaincre. Nous ne sommes pas sous le régime du pouvoir personnel, et il est indigne de la démocratie que de s'écrier : « Allô, François, bobo ! »

Prenons-nous par la main et continuons d'avancer. Il n'y aura pourtant pas au 14 juillet ce grand défilé populaire d'enthousiasme et de combat que nos aînés de 36 évoquent avec nostalgie. Tant pis. Nous, nous tablons sur la durée. Tant mieux.

La gauche a un cœur gros comme ça, mais voilà, elle a mal au cœur. C'est, de toute urgence, l'affaire de chacun des siens que d'y porter remède.

## Le risque de pulvérisation

par MAURICE LE LANNOU

Le « prière d'insérer » d'un ouvrage édité par le C.N.R.S. contient ces mots étonnants : « En géographie, la question du bonheur est posée. » Heureuse nouveauté ! Le géographe dérangé de scientisme... et de jargon restait singulièrement étranger à l'humain. L'« appliqué » n'avait pas le pouvoir d'appliquer quoi que ce fût. Voici donc qu'il nous fait de nouveaux spécialistes qui auront un souci plus exact, non seulement de nos crises, mais de nos désastres (1).

Leur champ de recherche est plus l'espace vécu. Leurs préoccupations de ce choix sont partagées par bien d'autres. Les historiens donnent du prix à des études sur « la vie quotidienne » de telle ou telle société, à telle ou telle époque. Les urbanistes posent l'accent sur l'image des villes et leur signification aux yeux du citoyen. Les sociologues se portent résolument sur l'examen des différences entre groupes d'une même famille de civilisation, distingués par des nuances de traditions et de comportements, que l'Etat s'efforçait de gommer, et qui sont devenues essentielles comme arguments de liberté.

## Des limites à dessiner

On nous assure que l'espace vécu est un tout chargé de nature, d'histoire et d'aspirations, qui tend à s'affirmer, à se circonscrire, parfois à s'insurger contre des forces contraires, lesquelles ont pour noms déracinement, aliénation, déstabilisation, pollution... Il peut se faire qu'un tel espace se confonde avec un territoire sévèrement borné, mais le bouillonnement actuel a quelque peu brouillé les cartes et institué de nouveaux espaces vécus qui ne sont point toujours en harmonie avec les espaces traditionnels survivants.

Il appartient au géographe de caractériser ces ensembles, tranquilles ou tumultueux, et de dessiner leurs limites. La mission dépasse de beaucoup le propos des vieilles monographies, qui faisaient peu de cas de la relation avec un monde infiniment plus complexe que l'actuel. Elle dépasse plus encore un aménagement du territoire qui tient ses commandements de coercitions extérieures. L'espace vécu est à la paroisse ou à la province traditionnelle ce que le groupe d'aujourd'hui, rural ou urbain, est à la communauté fortement encadrée de nature. Il combine la particularité et la participation, l'individualité et l'appartenance, la référence à l'histoire et l'aspiration à un devenir point trop déphasé par rapport aux valeurs reconnues de notre temps.

Ce retour à l'homme quotidien et à ses inquiétudes les plus subtiles pourrait donc signifier la fin des géographies conceptuelles et mécaniques qui visaient à préparer des « horizons » plutôt qu'à rendre

acceptable le présent. On comprend en outre qu'il préoccupe, avec le géographe, le politique et l'administrateur : l'espace vécu est fait, non seulement d'un conditionnement par des données de nature et d'histoire, mais aussi d'une appréciation des rapports que la collectivité territoriale entretient avec l'Etat.

## Une rencontre essentielle

L'Institut français des sciences administratives, en invitant des géographes à son colloque « Administration et société », nous cette année à Paris, a opportunément reconnu cette rencontre essentielle (2). Aussi bien la réforme régionale rend-elle particulièrement étonnantes la recherche des pratiques à mettre en œuvre pour une vraie décentralisation et la définition des cadres organiques les plus adaptés à la démocratisation. Voici donc posées, en vue de nouvelles approches, les questions de la commune, du canton, de l'arrondissement, du département, toutes entités qui correspondent à une hiérarchie longtemps reconnue d'espaces vécus. Et voici plus clairement dénoté le caractère arbitraire des regroupements en « régions de programme », puis en circonscriptions d'action régionale », à finalité aménagement. Le dosage nécessaire entre une simple déconcentration et le transfert sans réticence à des autorités administratives locales ou régionales élies implique une reconnaissance aussi précise que possible de ces espaces nouveaux.

On devine les dangers à quoi conduirait, si elle était inefficace, une telle redéfinition de la République. C'est d'une pulvérisation, impliquant la déchéance de l'Etat. On pourrait craindre aussi l'exploitation de cette anarchie par un clientélisme qui ruinerait toute démocratie. Le géographe ne poussera pas lui-même à ces excès, ses travaux lui ayant enseigné qu'il y a toute une pyramide - si l'on ose dire - d'espaces vécus, de la paroisse à l'Etat, et que les plus élémentaires n'ont rien à attendre d'un affaiblissement inconsidéré des autres.

(1) *Espaces vécus et civilisation*, Mémoires et documents de géographie, éditions du C.N.R.S., 1982. Le maître d'œuvre de cette publication a été Armand Frémont, auteur d'un ouvrage bien suggestif intitulé *La Région, espace vécu*, paru aux Presses universitaires de France, Collection « SUP » (section « Le géographe », dirigée par F. George) en 1976.

(2) Les éditions du C.N.R.S. ont publié en 1982, sous le titre *Administration en milieu local*, les actes d'un colloque tenu à Bordeaux en juin 1978, sous les auspices de l'Institut français de sciences administratives, section Aquitaine.

## La République

Le 14 juillet est chaque année pour la France une occasion de réfléchir sur elle-même. Un responsable de société nationale, qui garde l'anonymat, constate que l'enthousiasme fera défaut au défilé populaire. Il adjure le pouvoir de faire le nécessaire pour rendre l'espoir à la nation. Maurice Le Lannou, étendant son regard sur l'espace vécu et la décentralisation, se demande si la République ne se trouve pas menacée de « pulvérisation ». Enfin, Pierre Birnbaum, analysant un ouvrage récemment publié, montre le caractère fondamentalement fluctuant des choix politiques des classes moyennes, dont l'appui est si nécessaire à la gauche.

## Viviane Forrester

### Van Gogh ou l'enterrement dans les blés

### Prix Femina Vacaresco



On n'a jamais poussé aussi loin l'exploration de ce que fut Van Gogh. Georges Duby / Libération

Seuil 79 F

## « L'UNIVERS POLITIQUE DES CLASSES MOYENNES »

## Un électorat fluctuant

En mai 1981, les classes moyennes salariées assurent, en rejoignant la classe ouvrière, le succès longtemps inespéré de la gauche : la majorité politique coïncide enfin avec la majorité sociologique. Comme le soulignent Gérard Grunberg et Etienne Schelsky, elles ont décidé de mettre en pratique leur idéologie anti-autoritaire. Si elles votent de cette manière, c'est, à l'instar d'une partie des cadres, non par simple défiance à l'égard de Valéry Giscard d'Estaing, mais en raison d'un réel engagement à gauche. En 1983, cette interprétation n'est plus de mise : ce sont ces mêmes groupes sociaux qui tendent à abandonner le vote de gauche, provoquant son échec au premier tour des élections municipales. Ces revirements révèlent la nature incertaine et fluctuante de ces catégories intermédiaires.

Sous le III<sup>e</sup> République, on a assisté à la réconciliation des libéraux économiques et politiques : Gambetta avait pour but l'instauration d'un consensus entre la grande bourgeoisie et la petite. Par la suite, ce consensus se trouve compromis, les grands magasins menaçant la boutique. Tentée par le boulangisme, celle-ci reste fidèle au radicalisme, qui ne la ménagea pourtant pas toujours. A la fin du

siècle, les liens de la boutique et de la classe ouvrière vont pourtant se relâcher, la solidarité de « classe » l'emportant sur le sentiment d'appartenance au « peuple » (Francis Demier, Jeanne Gallard). A cette époque coexistent, au sein du parti radical, les classes moyennes indépendantes (artisans et petits commerçants) et les nouvelles classes moyennes salariées, ces dernières contrôlant presque à elles seules tout l'appareil que le groupe parlementaire.

## Un ensemble hétérogène

Si toutes vont se rallier au Front populaire, les occupations d'usines provoquent l'inquiétude des petits patrons, puis le recensement à droite du parti radical et, enfin, la désagrégation de la coalition des partis de gauche (Serge Bernstein). Au même moment, pris entre « l'enclume de la ploutocratie et le marteau du prolétariat » et face à la violence des conflits sociaux, le nouveau groupe des « cadres », qui témoigne de la croissance du secteur tertiaire, s'organise autour des ingénieurs, pour se distinguer

tant des patrons que des ouvriers. Plus tard, la charte du travail de Vichy officialise le terme de « cadre », conformément à l'idéologie de la « troisième voie » (Luc Boltanski).

Ensemble formidablement hétérogène, les classes moyennes sont traversées par de multiples contradictions : celles qui opposent les catégories indépendantes (commerçants et artisans) aux catégories salariées, choc d'intérêts entre les cadres supérieurs et les cadres moyens, dont le nombre connaît une croissance très rapide. Les grandes formations politiques s'efforcent d'influencer ces bataillons d'électeurs aux intérêts contradictoires : par son nationalisme anti-communiste, le R.P.F. s'attire la sympathie de nombre de petits commerçants et d'artisans ; le giscardisme part en guerre contre le collectivisme pour recueillir le vote des petits commerçants, tout en se dotant, pour conserver l'appui des cadres, d'une symbolique moderniste.

Le parti socialiste « réussit son O.P.A. » (Hugues Portelli) sur les classes moyennes en les intégrant pour un temps dans un « front de classe » aussi vague et hétérogène qu'est l'union du peuple de France

dans le cadre de laquelle le parti communiste s'efforce vainement à attirer les cadres (Georges Laval et René Mouriaux).

Ces diverses stratégies de rassemblement demeurent fragiles, car elles ignorent la « tentation activiste » (François Gressle) des petits commerçants qui, de Pierre Poujade à Gérard Nicoud et aux récentes manifestations dans les rues de Paris, entendent maintenir une forte distance sociale à l'égard des plus petits qui eux, sortent les ouvriers : s'ils souhaitent aussi se distinguer des gros dont ils redoutent le voracité, ils n'en votent pas moins le plus souvent avec eux, leur « ancrage à droite » (Monica Mayer) étant quasi permanent. Entre ces diverses classes moyennes, « la moyenne est donc introuvable ». « Les couches moyennes salariées » apportent certes leurs suffrages à la gauche, mais elles se réservent néanmoins la possibilité de lui retirer leur appui.

PIERRE BIRNBAUM.

\* *L'Univers politique des classes moyennes*. Sous la direction de Georges Laval, Gérard Grunberg, Monica Mayer. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1983.



Le Monde

étranger

AFRIQUE

LA GUERRE AU TCHAD

Les forces gouvernementales assurent avoir repris la ville d'Abéché

N'Djaména. - L'annonce, mardi 12 juillet, que le Zaïre « prêtait » trois Mirage au gouvernement tchadien est venue renforcer la confiance qu'on sentait à N'Djaména. Les appareils attendus « incessamment » (nos dernières éditions du 13 juillet) ont un rayon d'action qui leur permet d'atteindre la zone des combats. Jusqu'ici, M. Hissène Habré ne disposait que d'un avion de transport Hercules et trois Aérospaci de conception italienne, appareils de reconnaissance et d'appui tactique aux possibilités limitées, eux aussi « prêtés » par le président Mobutu.

L'arrivée des trois Mirage, tout en assurant enfin une capacité de couverture aérienne aux forces gouvernementales, présente cependant un risque dans la mesure où la Libye, qui fournit déjà tout l'équipement des rebelles de l'ancien président Goukouni Oueddei, pourra être tentée de faire intervenir son aviation au sud des positions que ses protégés occupent déjà.

Kinshasa a également décidé d'ajouter mille sept cent cinquante soldats aux deux cent cinquante déjà en place à N'Djaména. Parmi les nouveaux venus, mille ont été formés par des instructeurs chinois. Ces effectifs, qui doivent pour l'instant rester cantonnés dans la capitale, ne devraient pas être engagés dans les combats. Ceux-ci se déroulent en effet à plus de 700 kilomètres à l'est de N'Djaména.

**« Si la France veut sauvegarder ses relations avec notre pays elle doit intervenir maintenant »**  
déclare le ministre des affaires étrangères

M. Idress Miskine, ministre des affaires étrangères du Tchad, a réitéré la demande de son gouvernement d'une intervention militaire française, mardi 12 juillet, à Paris, où il a fait escale avant de se rendre à Pékin ce mercredi.

« Cette intervention s'avère nécessaire, nous avons besoin d'experts, d'aviation et d'un appui en artillerie lourde », a-t-il dit. Le ministre a qualifié la situation au Tchad comme étant « d'une gravité sans précédent, en raison du social-impérialisme russe » qui se trouve « derrière l'expansionnisme libyen ». Tout en « appréciant hautement l'aide logistique française », M. Miskine a jugé celle-ci insuffisante. « Le Tchad vit une heure dramatique, et la France doit se tenir debout à ses côtés », a-t-il affirmé avant d'ajouter : « Si la France veut sauvegarder ses amis et ses relations au Tchad, elle doit intervenir en ce moment précis, car l'histoire la jugera ».

En dénoçant le « social-impérialisme russe », M. Miskine faisait référence à la « déclaration autorisée » publiée mardi par l'agence Tass, dans laquelle l'URSS « exige la cessation immédiate » des interventions étrangères au Tchad.

Tass met indirectement la France en garde contre l'« aggravation sérieuse » de la situation au Tchad et

soixante-dix heures, la situation a évolué en faveur des troupes gouvernementales, sans qu'il soit possible d'affirmer que ce retournement sera durable. La radio nationale n'a diffusé, mardi soir, un communiqué du commandement militaire, selon lequel la ville d'Abéché, à 762 kilomètres à l'est de N'Djaména, avait été reconquise en début de soirée. Ce communiqué mettait fin à une journée d'incertitude.

Le ministre de l'information, M. Soumaila, avait indiqué dans la matinée que les troupes régulières occupaient le « périmètre urbain » d'Abéché et son « périmètre rural ». La notion plutôt floue de « périmètre urbain » ne permettait pas de savoir qui tenait l'aéroport situé en lisière de la ville. Des sources gouvernementales faisaient même état du retour à Abéché — le second en quelques jours — des forces de M. Goukouni Oueddei. Radio-Bardet, la station des rebelles, tout en dénonçant mardi soir « la présence d'un corps expéditionnaire étranger dans un conflit exclusivement tchadien », cette allusion visant les Zaïrois, était muette sur le sort d'Abéché.

Désormais, les troupes régulières contrôlent en effet, avec Oum-Chalouba et Kalat, reprises lundi, une position-clé sur la piste qui conduit vers la Libye, tandis que des

De notre envoyé spécial

éléments rebelles se battent au nord d'Abéché, coupés de leur base de départ.

La manœuvre qui a permis aux forces gouvernementales de reconquérir Oum-Chalouba et Kalat vise à reprendre en tenaille les rebelles qui se trouvent dans la région d'Abéché. Si ce mouvement se confirme, il s'agit d'un succès important pour l'armée du président Hissène Habré. Non seulement la progression des éléments favorables à l'ancien président Goukouni Oueddei, qui paraissent inexorable jusqu'à ces derniers jours, aurait été stoppée, mais une partie d'entre eux seraient désormais isolés sans possibilité d'être réapprovisionnés.

Les problèmes de logistique sont d'ailleurs fondamentaux dans ce type de combat. Si la puissance colonisée équipée par la Libye, disposant d'engins blindés et d'artillerie lourde, s'est repliée, comme tout le monde à penser, au nord d'Oum-Chalouba, c'est faute de munitions. L'équipement lourd libyen, qui n'a permis aux rebelles de l'ex-président Goukouni d'avancer méthodiquement vers le sud, est tributaire de lignes de réapprovisionnement sûres. Les rebelles, qui, dans cette guerre paradoxale, sont mieux armés que les forces gouvernementales, ne peuvent se permettre des opérations trop ardues. Ce sont plutôt les troupes régulières, conformément à l'usage de la tradition des Forces armées du Nord (FAN) de M. Hissène Habré, qui seraient le plus susceptibles de se livrer à la guérilla avec ses raids éclairés et ses actions de harcèlement.

Le ministre de l'information a indiqué, mardi 12 juillet, que trois cent soixante-dix prisonniers au total avaient été faits dimanche et lundi à Abéché et à Oum-Chalouba, parmi lesquels « plusieurs Libyens ». Ces derniers devraient être prochainement présentés publiquement à N'Djaména, a affirmé M. Soumaila.

ses conséquences pour la paix en Afrique et dans le monde. « Entre Paris et la capitale du Tchad, N'Djaména, un pont aérien a été établi dont on se sert pour transporter des quantités croissantes d'armes modernes, de techniques de combat et d'armements militaires », écrit Tass. Selon l'agence soviétique, cette situation est d'autant plus dangereuse que « les puissances occidentales cherchent à attirer dans le conflit certains pays africains, recourant pour y parvenir à tous les moyens de pression dont ils disposent ». Pour Tass, les objectifs de l'ingérence étrangère « sont évidents » : « On veut imposer au peuple du Tchad un ordre néocolonialiste, on veut transformer le territoire de cet Etat souverain en une nouvelle place d'armes pour la lutte contre la liberté et l'indépendance des peuples africains ». L'Union soviétique dénonce résolument l'escalade de l'intervention impérialiste dans les affaires intérieures de la République du Tchad, souligne Tass.

A Abidjan, le ministre zairois des affaires étrangères, M. Kamanda Wa Kamanda, a souhaité lundi que les Etats africains « se ressaisissent » et « à l'égard du Tchad, ce apportant leur aide au « gouvernement légitime » du président Hissène Habré.

LE CONFLIT SAHARIEN

Un avertissement d'Alger à Rabat

Lorsque l'Algérie veut adresser ses messages arabes et à leurs dirigeants un message officiel, elle recourt de préférence au quotidien Ech Chaab, qu'elle a acquis à la fin de l'année 1979. L'agence A.P.S. et le journal El Moujahid relayent ensuite l'information. C'est ce qu'elle vient de faire pour adresser une mise en garde au Maroc qui vient d'adopter un plan d'austérité confirmant les difficultés dans lesquelles il se trouve, et à l'Arabie Saoudite qui le soutient politiquement et financièrement.

Commentant les récentes déclarations de Hassan II refusant, contrairement aux décisions du dernier sommet de l'O.U.A., de poursuivre les négociations directes avec le Front Polisario, et l'attaque lancée par ce dernier contre la localité de Lemseyed, dans le sud marocain (Le Monde du 13 juillet), Ech Chaab écrit : « Les résolutions de l'O.U.A. sont on ne peut plus claires et leur interprétation et mise en application sont du ressort de l'organisation qui les a prises. Ainsi, nul n'est fondé, par quelque allégation que ce soit, à accepter ces résolutions pour ensuite les réviser ».

Le roi avait parlé d'un « réarmement de mercenaires », Ech Chaab, retrouve un langage qui avait été abandonné depuis la

rencontre Chadli-Hassan II le 28 février, pour souligner que les « déclarations pour le moins déplorables du souverain » ne contribuent pas à « renforcer le cessez-le-feu déclaré unilatéralement depuis plus d'un an et demi par le Front Polisario ».

Il est d'ailleurs douteux que la récente attaque de Lemseyed (Le Monde du 13 juillet) n'ait pas eu le feu vert d'Alger, et le bilan donné par les Sahraouis — « trois cent vingt-six tués marocains, cent neuf blessés, véhicules blindés, transporteurs de troupes, jeeps, camions détruits » — entend prouver qu'il ne s'agit pas d'une simple opération de harcèlement comme il y en a périodiquement depuis l'acalmie qui a suivi la chute de Gualta Zemmour en octobre 1981.

Manifestement, le Polisario a voulu montrer qu'il n'a pas perdu la capacité de se battre efficacement. Pour sa part, l'Algérie rappelle à Hassan II et au colonel Kadafi qu'elle est, en mesure, aussi bien d'autoriser la relance de la guerre, que de favoriser un accord négocié pour faciliter l'édification du Maghreb. Mais elle souligne que cela suppose que le Maroc et le Polisario « œuvrent sérieusement et avec responsabilité » à instaurer « un dialogue constructif ». — P. B.

EUROPE

Pologne

Plusieurs membres de l'ancienne équipe Gierk sont déferés devant le tribunal constitutionnel

La commission parlementaire de responsabilité constitutionnelle, qui était chargée d'étudier les cas de plusieurs hauts dirigeants de l'ancienne équipe Gierk, accusés par le gouvernement du général Jaruzelski d'avoir conduit le pays à la crise, a rendu ses conclusions, mardi 12 juillet à Varsovie. Elle siègeait depuis neuf mois. L'ancien premier ministre, Piotr Jaroszewicz, ainsi que l'ancien vice-premier ministre chargé de l'économie, Tadeusz Wrzesniewski, devront être déferés devant le tribunal constitutionnel, mis en place par la Diète en juillet 1981. Ils sont accusés de « mauvaise gestion » de l'économie du pays, qui, affirme la commission, s'est traduite par le non-respect du plan de production et un endettement exagéré vis-à-vis de l'Occident.

M. Gierk, ex-premier secrétaire du parti ouvrier unifié polonais, ainsi que M. Babuch, ancien premier ministre, exodent, selon les termes de la commission, des « res-

ponsabilités politiques », cependant exemptes de poursuites judiciaires. La commission a, d'autre part, indiqué que les activités de M. Jan Szydlak et Tadeusz Pyka, tous deux ex-vice-premiers ministres, ne tombaient pas sous le coup de la loi pénale, bico qu'ils aient fait preuve de laxisme dans la gestion. Les conclusions de la commission devraient être approuvées par la Diète jeudi, au cours de sa séance plénière.

L'assemblée polonaise devrait également adopter prochainement la proposition du Mouvement patriotique de renaissance nationale (PRON), de lever l'état de siège en Pologne à l'occasion de la fête nationale du 22 juillet (Le Monde du 13 juillet), que le bureau du parti unifié polonais, réuni mardi à Varsovie, a fait siémer. « Des travaux intensifs visant à la levée de l'état de siège » sont actuellement en cours, a déclaré le porte-parole du gouvernement, M. Jerzy Urban. — (A.F.P.)

Italie

La présence de Toni Negri à la Chambre suscite de vives protestations

Rome. — La présence de Toni Negri à la séance inaugurale de la Chambre italienne a déclenché, le 12 juillet, une levée de bouilliers. Le groupe M.S.I. (extrême droite) a retardé l'ouverture de la séance aux cris de : « Dekors l'assassin ! ».

Mais les groupes parlementaires démocrate-chrétien et républicain ont demandé à Mme Nilde Iotti, la présidente réélue, d'interdire à Toni Negri de siéger. M. Giovanni Spadolini, ancien chef du gouvernement, a estimé que « l'immunité parlementaire n'a de valeur que pour les délits d'opinion ».

Le procès du Toni Negri a été renvoyé au 28 septembre. Il a annoncé qu'il demanderait lui-même la levée de son immunité parlementaire. Le

seul soutien qu'il ait reçu lui a été donné par un nouveau député social-démocrate, M. Salvatore Genova, polier poursuivi pour avoir tourné un membre des Brigades rouges.

D'autre part, selon l'hebdomadaire l'Europeo, le juge Calogero, de Padoue, a dressé un mémoire contenant de nouvelles accusations sur les activités réelles de Toni Negri comme inspirateur de l'Autonomie ouvrière, notamment sur la mise en place d'une double organisation en septembre 1973, l'une légale et publique, l'autre clandestine et destinée aux coups de main et à la violence. De nouvelles charges auraient été formulées contre l'école de langue hypérion, située à Paris. — (A.F.P.)

AMÉRIQUES

Chili

La troisième « journée de protestation nationale » a pris un tour nettement politique

De notre envoyé spécial

Alors que les deux premières « journées de protestation nationale », les 11 mai et 14 juin, avaient été les syndicats chiliens pour éléments moteurs, le mouvement du 12 juillet a pris l'allure d'une réputation du régime de force du général Pinochet.

L'arrestation, le 9 juillet, de M. Valdés, président de la dé-mocratie chrétienne, a nettement contribué à donner cette inflexion politique au mouvement. Pourtant, aux approches du dixième anniversaire de son coup d'Etat, le 11 septembre prochain, le chef de l'Etat chilien ne paraît pas immédiatement menacé dans son pouvoir.

Santiago. — Paradoxalement, c'est sans doute, en grande partie grâce au gouvernement que la troisième « journée de protestation nationale », le mardi 12 juillet, n'est pas soldée par un échec. L'arrestation, trois jours plus tôt, du principal chef de l'opposition, le président du parti démocrate chrétien, M. Gabriel Valdés, lui a, tout d'abord, conféré un caractère nettement politique. Les 11 mai et 14 juin, c'étaient les syndicats qui avaient appelé les Chiliens à protester pacifiquement. Jusqu'à l'arrestation de M. Valdés, la journée du 12 juillet avait, officiellement, d'autre promoteur que « le peuple lui-même », même s'il était évident que l'initiative venait, cette fois, des partis politiques avec, à leur tête, le démocrate chrétien.

Lundi 11, la situation s'était clarifiée. M. Carlos Dupré, responsable du PRODEM (un vaste mouvement qui sont représentés presque tous les partis d'opposition, ainsi que les syndicats et un certain nombre d'organisations professionnelles), avait en effet déclaré : « Nous assumons la direction de la journée de protestation ». M. Dupré avait, ce outre, présenté un plan en quatre points demandant la démission des autorités, la formation d'un gouvernement provisoire incluant les forces armées, l'élection d'une Assemblée constituante et la conclusion d'un pacte économique et social.

Qu'il s'agisse des étudiants en droit qui ont manifesté devant les portes de la faculté, des étudiants de l'université catholique qui se sont rassemblés durant quelques minutes presque en face de l'édifice Diego-Portales, siège de la

junte, ou des centaines d'hommes politiques qui ont protesté à l'intérieur du palais de justice, les slogans ont été les mêmes : « Démocratie, maintenant. Libération de Valdés », « Elle va finir, elle va finir, la dictature militaire ».

La manifestation dans l'enceinte des tribunaux n'a donné lieu à un épisode insolite. Le président de la Cour suprême, M. Rafael Retamal, qui jouit d'un grand prestige au sein de l'opposition, s'est adressé aux manifestants et leur a demandé de se retirer dans le calme, afin, a-t-il précisé, « que je n'aie pas à prendre la décision la plus douloureuse de ma vie : demander l'intervention des forces de l'ordre ». Ses prédécesseurs depuis le coup d'Etat agissaient avec moins de ménagements. L'un d'eux, M. Eyzaguirre, se serait même vanté un jour d'avoir un « téléphone rouge » lui permettant d'appeler directement le chef de la police secrète (DINA), le général Manuel Contreras.

L'imposition du couvre-feu entre 20 heures et 24 heures dans la capitale et à Concepcion (1), ville du sud du Chili, où s'étaient produits de violents incidents le 14 juin, d'autre part, donné à la protestation une publicité qu'elle n'aurait sans doute pas eue autrement — même si les médias ont rendu compte des principaux événements de la journée, alors qu'ils étaient restés totalement muets sur la grève générale. La mesure prise par les autorités militaires pour empêcher toute manifestation dans la rue et éviter le concert de klaxons qui avait tant irrité le chef de l'Etat s'apparente en réalité à l'état de siège. Les déplacements de personnes et de véhicules étaient, en effet, strictement interdits, et les forces armées avaient ordre de tirer sur tout individu qui refuserait d'obtempérer.

Alors qu'un impressionnant silence enveloppait la capitale, les Chiliens, enfermés dans leurs appartements, ont commencé, à partir de 20 heures, à taper sur les casseroles au rythme de « Il va tomber / Il va tomber », ou à faire retentir le klaxon de leur voiture. Comme le 11 mai et le 14 juin, le cacerolazo (concert de casseroles) a retenti dans les populations (banlieues pauvres), mais aussi dans les quartiers aisés de Providencia, Las Condes et Vitacura.

Des barricades ont, par ailleurs, été dressées dans plusieurs quartiers pauvres de Santiago, et des affrontements ont eu lieu avec les carabiniers. Aux premières heures de mercredi, une cinquantaine de manifestants avaient été arrêtés, une jeune fille de dix-neuf ans a été tuée « par des inconnus » et, à Santiago, un jeune homme de dix-sept ans, blessé par des hommes en civil dans une poubelle de Santiago se trouvait dans un état grave.

Le général Pinochet pouvait, mardi soir, être satisfait. L'armée, les carabiniers et les agents de la

police secrète étaient, en effet, maîtres de la capitale. Pourtant, l'ampleur des moyens mis en œuvre pour maintenir l'ordre, dix ans après le coup d'Etat du 11 septembre 1973, constitue une nouvelle preuve de l'échec en profondeur du régime militaire.

JACQUES DESPRES.

(1) Le couvre-feu n'a jamais été levé totalement depuis le 11 septembre 1973. Avant le 14 juin dernier, ce dernier s'appliquait aux véhicules les jours de semaine entre 2 h 30 et 5 h 30. Depuis la deuxième journée de protestation, les restrictions à la circulation des véhicules s'appliquent également durant le week-end.

Pérou

« Sentier lumineux » s'attaque au parti gouvernemental

Le groupe « maoïste » Sentier lumineux a frappé, ce plein cœur de la capitale, le siège du parti gouvernemental Action populaire, faisant, le 11 juillet, trois morts et trente-deux blessés. L'escalade de violence à laquelle se livre, depuis trois ans, une guérilla en lutte contre la société péruvienne tout entière — y compris l'extrême gauche — officielle.

Lima. — (A.F.P., A.P., Reuter). — Un commandement apparemment dirigé par une femme a provoqué la mort de trois personnes et fait trente-deux blessés le 11 juillet à Lima en attaquant à la dynamite et à la mitrailleuse le siège du parti gouvernemental Action populaire (A.P., centriste) alors que dirigeants, militants et sympathisants s'y pressaient pour participer à une réunion. Aucune personnalité de premier plan n'a été atteinte.

L'attentat est attribué par la police au mouvement « maoïste » Sentier lumineux, déjà responsable de nombreuses actions de violence en province et dans la capitale. L'attaque du siège de l'A.P. est l'action la plus sanglante menée par la guérilla à Lima. Au même moment, douze bombes ont éclaté dans divers quartiers de la capitale, endommageant un musée, des magasins et trois usines.

Plus de quinze mille policiers ont aussitôt été mobilisés pour tenter de retrouver les auteurs de l'attentat. Les opérations de ratissage ont conduit à l'arrestation de plus de cinq cents personnes.

Depuis son déclenchement au début de 1980, la guérilla de Sentier lumineux a provoqué, directement ou en réaction, la mort de plus de mille cinq cents personnes. Ces derniers mois, la capitale elle-même n'a pas été épargnée. Le 27 mai, une audacieuse opération des « sendéristes » (1) avait privé la ville entière d'électricité une heure durant. Le gouvernement avait décrété l'état d'urgence pour deux mois. Un autre coup de main avait provoqué la destruction totale, par incendie, de l'usine chimique Bayer. Ce sont, au total, huit cents otages qui ont secouru le pays ces dernières années.

Le mouvement Sentier lumineux, qui ne signe pas ses attentats, a déclaré une guerre totale à la société « bourgeoise », dans l'acceptation la plus large du terme, puisque les partis de gauche, voire d'extrême gauche, représentés au Parlement du Pérou s'échappent pas à la malédiction des « sendéristes ». Il s'est efforcé d'enfermer des villageois indiens des Andes dans ses groupes d'action, à l'origine composés de jeunes gens de la petite bourgeoisie radicalisée.

(1) Sendériste : membre de Sentier lumineux (en espagnol : Sendero luminoso).



# DIPLOMATIE

## Les entretiens de M. Marchais à Moscou : accord sur les « grands objectifs » mais bataille de communiqués

Le différend apparut entre la délégation du P.C.F. que dirigeait M. Marchais, arrivé lundi 11 juillet à Moscou, et ses hôtes soviétiques à l'occasion d'un compte rendu, donné par l'agence Tass mardi en début d'après-midi, de l'entretien que M. Marchais avait eu dans la matinée, aux Krennia, avec M. Andropov.

Cette dépêche de l'agence soviétique affirmait notamment : « Selon Georges Marchais, l'appréciation de la situation internationale actuelle par les communistes français coïncide en général avec l'analyse du P.C. soviétique. » Toujours selon M. Marchais, cité par Tass, « le danger principal est représenté par l'intention de l'impérialisme américain d'installer en Europe ses nouvelles bases ». L'agence ajoutait que les deux dirigeants avaient évoqué « la politique de leurs deux pays » et poursuivaient, à propos des relations franco-soviétiques, que « leur état actuel ne donne pas satisfaction » à M. Andropov. Celui-ci s'était dit « prêt au dialogue », tout en ajoutant que ce dialogue n'est possible « que si les dirigeants français aspirent à la même chose ».

Enfin, Tass citait ces propos du secrétaire général du P.C. soviétique : « Si les missiles américains arrivent en Europe, nous serons contraints de prendre en réponse les mesures défensives nécessaires. Cela, toutefois, ne sera pas de notre plein gré. Notre souhait est que toutes les questions soient décidées par voie de négociation, dans le respect inconditionnel du principe de parité et de sécurité égale pour toutes les parties. » Tass rapportait néanmoins : « La délégation du P.C.F. a rappelé que la France a une force nucléaire suffisante pour assurer sa propre sécurité et son indépendance. L'arsenal nucléaire français ne peut faire l'objet de négociations visant à le réduire. »

### Le « démenti » de M. Marchais

Ce compte rendu soviétique était aussitôt contesté par la délégation du P.C.F., qui annonçait à l'A.F.P. son intention de publier un « démenti » à Tass. Quelques heures plus tard, l'agence soviétique annonçait à son tour un « démenti ».

## Les désaccords gênent le P.C.F.

(Suite de la première page.)

Ils avaient laissé entendre, notamment, une évolution de la situation en Afghanistan et une amélioration des rapports avec la Chine. Ces espoirs paraissent justifiés, à leurs yeux, une conférence générale dans le cours de laquelle la diplomatie soviétique, soucieuse de sécurité et d'équilibre dans toutes les directions et, principalement, en Europe.

Les communistes français ne cachent pas, ces derniers temps, que la suite des événements avait, en partie, déçu leur attente, en révélant les difficultés internes auxquelles se heurtait le « numéro un » soviétique. Parallèlement, leur engagement au gouvernement les amenait à modérer leur soutien aux positions de Moscou sur les étonnantes. M. Charles Fiterman, présent, le 8 juin, qu'il n'était pas question pour le P.C.F. de rompre avec les socialistes à cause du désaccord entre les deux partis sur cette question, et la campagne « pacifiste », contre l'installation des Pershing et des Cruise, étant accompagnée de propositions propres aux communistes français pour une participation de tous les gouvernements européens aux négociations de Genève.

Il faut croire que cette ligne, à son tour, ne répond pas tout à fait à l'attente des Soviétiques, puisque ceux-ci ont choisi, mardi, de mettre les communistes français doublement en difficulté : en les obligeant à démentir des propos de M. Marchais, rapportés officiellement par l'agence Tass, et en faisant savoir qu'une « visite de travail », au cours de laquelle une rencontre avec M. Andreï Gromyko, ministre des affaires étrangères, était prévue, avait été annulée « au dernier mo-

ment », par le ministre des transports, M. Fiterman.

Selon une « source informée », citée par l'A.F.P., cette visite devait avoir lieu du 7 au 11 juillet, ce que l'entourage de M. Fiterman a démenti.

M. François Mitterrand avait reçu à déjeuner, le 6 juillet, MM. Marchais et Fiterman, sans que cela eût été préalablement annoncé. La visite de M. Fiterman en Union soviétique était, alors, annoncée depuis plusieurs jours, décision qui avait été, en partie, à l'origine du déjeuner à l'Élysée.

Il y a lieu de croire que le président de la République et M. Marchais avaient évoqué, dans la perspective de la rencontre du secrétaire général avec M. Andropov, les responsabilités qui incombent, en une telle circonstance, au chef d'un parti associé au gouvernement de la France. M. Marchais ne pouvait pas ne pas être, à Moscou, porteur, à la fois, des positions de son parti et de celles du gouvernement auquel il participe.

L'attitude des Soviétiques a consisté à mettre en évidence, en marge de la déclaration commune signée par les deux partis, le caractère contradictoire des positions officielles françaises, selon lesquelles la politique soviétique rend inévitable l'installation de nouveaux missiles américains à la fin de l'année, et celles du P.C.F., qui estime que cette installation romprait l'équilibre.

Les dirigeants soviétiques refusent manifestement d'admettre que le désaccord des communistes français avec les socialistes, dans cette affaire, puisse être considéré comme secondaire par la direction du P.C.F.

PATRICK JARREAU.

ceptionnel, d'annuler sa dépêche sur la rencontre des délégations du P.C.U.S. et du P.C.F., annonçant qu'en remplacement serait publié un communiqué commun. De fait, la dépêche litigieuse n'a pas trouvé place dans les services de l'agence en français et en anglais.

Parallèlement, M. Marchais faisait publier à Moscou la mise au point suivante reproduite dans l'Humanité de mercredi : « Dans l'après-midi, l'agence Tass a publié puis annulé une dépêche rendant compte de la rencontre entre le P.C.U.S. et le P.C.F., dans laquelle elle prêtait à Georges Marchais des propos qu'il n'a nullement tenus. Dans la discussion que les deux délégations ont eue, Georges Marchais a rappelé que le 24<sup>e</sup> congrès du P.C.F. a défini la lutte pour la paix comme un « axe majeur » du combat des communistes français. Il a souligné l'émotion croissante que suscite la perspective de l'installation sur le sol européen de nouveaux missiles nucléaires par décision de l'O.T.A.N. Il a insisté sur l'urgence des forces pacifiques inébranlables se rassemblant au-delà de l'extrême diversité de leurs opinions et de leurs croyances, pour empêcher l'escalade de la course aux armements, constitue « un fait nouveau, une grande chance pour l'humanité ». Georges Marchais a exposé, de ce point de vue, l'objectif dans lequel les communistes français contribuent le plus largement à ce rassemblement : une réduction équilibrée des armements en tenant compte de tous ceux qui existent à l'Est comme à l'Ouest, dans le respect de la sécurité de chaque peuple et de chaque pays. C'est à partir de ces considérations que la délégation française a soutenu au communiqué commun qu'a été adopté et qui constitue le seul document qui engage le P.C.F. »

Ce communiqué est en fait une « déclaration commune » des deux partis, publiée en fin d'après-midi par l'agence Tass et reproduite par l'Humanité de ce mercredi. Ce texte commence par placer la rencontre « dans le cadre des rapports de solidarité entre les deux partis qui se sont développés sur les bases définies en commun en 1980 » (il s'agit des entretiens Brejnev-Marchais de Moscou en janvier 1980, peu après l'invasion de l'Afghanistan - N.D.L.R.) et « confirme l'appréciation portée alors sur les tendances de l'évolution de la situation internationale ». Il poursuit : « C'est la volonté des milieux les plus agissants de l'impérialisme mondial d'arrêter à tout prix le processus de libération sociale et nationale des peuples qui menace la paix. C'est cette volonté qui les conduit à déclencher dangereusement la course aux armements afin de tenter de changer à leur profit le rapport des forces dans le monde. (...) »

De ce point de vue, l'année 1983 représente une importante échéance. Si l'installation en Europe de nouveaux missiles américains par l'O.T.A.N. était finalement inscrite, la course aux armements connaîtrait une nouvelle et dangereuse escalade. (...) »

« L'un des impératifs brûlants du moment, c'est l'arrêt de l'accumulation des armements nucléaires. Il faut s'engager sur la voie d'une réduction équilibrée des armements, en tenant compte de l'ensemble de ceux qui existent de part et d'autre à l'Est comme à l'Ouest. En Europe (...) non seulement il ne faut pas ajouter de nouvelles armes, mais il faut commencer à réduire celles qui existent. (...) »

Le projet de visite de M. Fiterman : des contradictions

L'Agence France-Presse a diffusé, mardi 12 juillet en milieu d'après-midi, la dépêche suivante : « Moscou. - Une visite de travail en U.R.S.S. du ministre français des transports, M. Charles Fiterman, n'est pas prévue à ce moment, la semaine dernière, a-t-on appris, à Moscou, de source soviétique informée. M. Fiterman devait séjourner en U.R.S.S. du 7 au 11 juillet, selon cette source. Le programme de la visite avait été arrêté par les deux partis et comprenait des discussions à un niveau élevé à Moscou. M. Fiterman devait, notamment, rencontrer M. Gueïdar Aliev, membre du Politburo, premier vice-premier ministre et spécialiste des problèmes de transports, ainsi que le ministre des affaires étrangères d'U.R.S.S., M. Andreï Gromyko. (...) »

Une heure plus tard, l'A.F.P. diffusait la dépêche suivante : « Paris. - Une visite de travail en U.R.S.S. de M. Charles Fiterman, ministre des transports, est prévue, mais aucune date n'a jamais été arrêtée définitivement, précise-on, mardi, à Paris, dans l'entourage du ministre. Cette mise au point intervient après qu'une « source soviétique informée » eut annoncé, à Moscou, que M. Fiterman avait annulé, « au dernier moment », une visite de travail prévue, à Moscou, du 7 au 11 juillet. (...) Au ministère des transports, on l'on précise que la visite de M. Fiterman répondra à une invitation de son homologue soviétique, on fait valoir que la date du 7 au 11 juillet n'était qu'une « hypothèse de travail », et on se refuse à de plus amples commentaires sur « une information non officielle ».

La déclaration énumère ensuite séparément les principales propositions des deux partis : du côté soviétique l'idée d'un « gel simultané par les puissances nucléaires de tous les armements nucléaires en leur possession, et cela sur les plans quantitatif et qualitatif (...) », la proposition d'« entretiens directs pour s'entendre sur le non-accroissement, dès janvier 1984, des dépenses militaires ». Du côté du P.C.F., « une proposition visant à lever les blocages et à favoriser une issue positive aux négociations de Genève, ouvrir ces négociations à tous les gouvernements concernés, c'est-à-dire tous les gouvernements européens. Dans ce cadre, une démarche acceptable par tous pourrait être établie : celle qui s'efforcerait de réduire les armements au niveau le plus bas, en préservant l'équilibre des forces et en garantissant la sécurité de chaque peuple et de chaque État. (...) »

Sur ce dernier point, la délégation du P.C.F. a rappelé que la France possède une force de dissuasion nucléaire, au niveau indispensable, pour lui permettre d'assurer sa sécurité et son indépendance. Cette force ne saurait donc faire l'objet de négociations visant à la réduire. Naturellement, si des mesures concrètes de désarmement progressif étaient appliquées en assurant l'équilibre des forces en Europe et dans le monde, et la sécurité de chaque pays, il arriverait un moment où cette question serait posée. Dans le même temps, le parti communiste français considère que la France, étant membre de l'Alliance atlantique, est tenue à ce titre aux obligations qui en découlent. Sa force de dissuasion nucléaire devrait être prise en considération dans le cadre des négociations de réduction de la force de dissuasion en Europe. (...) »

Condamnation de l'anticommunisme sous toutes ses formes

La déclaration ajoute : « La délégation du parti communiste de l'Union soviétique a exprimé son intérêt, pour les considérations du P.C.F. Elle a confirmé la position soviétique selon laquelle le potentiel nucléaire de la France doit être pris en compte lors de l'établissement de la balance appropriée des armements nucléaires en Europe. L'Union soviétique ne demande pas la réduction de la force de dissuasion française. (...) »

Enfin, la déclaration affirme que « l'anticommunisme sous toutes ses formes contredit les intérêts de la paix universelle » et que « l'entente, l'amitié, la coopération entre les peuples français et soviétique, entre leurs deux pays, servent la paix et la sécurité en Europe et dans le monde. (...) Les deux partis se sont félicités de leurs liens d'amitié, de solidarité internationaliste et ils sont convenus de renforcer une coopération fructueuse en faveur des grands objectifs qui leur sont communs. (...) »

M. Gaston Plissonnier, membre du bureau politique et secrétaire du comité central du P.C. français, a été décoré par le gouvernement soviétique de l'Ordre de la révolution d'octobre « pour ses mérites dans la lutte pour la paix, le renforcement de l'amitié et de la coopération entre les peuples d'Union soviétique et de France, ainsi que pour son rôle dans la célébration du cinquantième anniversaire de la révolution d'octobre », annonce l'agence Tass.

sources soviétiques, interrogées par l'A.F.P., Paris n'a pas donné d'explications à ce contretemps. Côté français à Moscou, on se refuse, mardi, à tout commentaire à ce sujet.

Une heure plus tard, l'A.F.P. diffusait la dépêche suivante : « Paris. - Une visite de travail en U.R.S.S. de M. Charles Fiterman, ministre des transports, est prévue, mais aucune date n'a jamais été arrêtée définitivement, précise-on, mardi, à Paris, dans l'entourage du ministre. Cette mise au point intervient après qu'une « source soviétique informée » eut annoncé, à Moscou, que M. Fiterman avait annulé, « au dernier moment », une visite de travail prévue, à Moscou, du 7 au 11 juillet. (...) Au ministère des transports, on l'on précise que la visite de M. Fiterman répondra à une invitation de son homologue soviétique, on fait valoir que la date du 7 au 11 juillet n'était qu'une « hypothèse de travail », et on se refuse à de plus amples commentaires sur « une information non officielle ».

## LA CONFÉRENCE DE MADRID

### M. Shultz est favorable à l'acceptation du document final

Le secrétaire d'État américain M. Shultz a recommandé au président Reagan, selon de hauts fonctionnaires du département d'État, d'accepter le document final préparé par la conférence Est-Ouest de Madrid sur la sécurité et la coopération en Europe.

M. Reagan devait faire connaître sa décision ce mercredi 13 juillet en recevant le négociateur américain à Madrid, M. Kampelman.

M. Shultz serait disposé à participer lui-même à la session de clôture comme la plupart des ministres des affaires étrangères des trente-cinq pays participants (toute l'Europe

moins l'Albanie, plus les États-Unis et le Canada).

Avec l'acquiescement américain, mais encore, pour obtenir le consensus nécessaire à la clôture de la conférence, celui de Malte. Le gouvernement maltais insiste pour joindre à l'acte final une série de résolutions sur la sécurité en Méditerranée, en y associant des riverains non membres de la C.S.C.E. comme Israël et les États arabes. A la séance plénière de mardi, plusieurs délégations dont celle de la Grèce au nom de l'Europe des dix ont insisté pour que Malte renonce à cette demande.

Le délégué de la Suisse n'estimant que la clôture ne pourrait intervenir qu'en septembre pour des raisons pratiques, un délai de deux semaines étant nécessaire pour préparer la rencontre ministérielle et la plupart des délégués voulant prendre des vacances en août. (A.F.P.-A.P. Reuters).

### La fin de la visite de M. Mauroy en Hongrie

#### UNE « COOPÉRATION EXEMPLAIRE »

M. Pierre Mauroy est rentré à Paris mardi 12 juillet, dans l'après-midi, après avoir eu, à Budapest, un entretien avec le premier secrétaire du parti hongrois, M. Janos Kadar. Le premier ministre français a indiqué aux journalistes qu'il avait accompagné durant sa visite officielle en Hongrie que, au cours de cette conversation, d'une durée d'une heure et vingt minutes, il avait évoqué avec M. Kadar la « coopération exemplaire » entre les deux pays, qui « appartient à des systèmes différents ».

Au souci des Hongrois d'obtenir de la France des crédits commerciaux plus importants, M. Mauroy a répondu favorablement, mais en soulignant que les modalités de ces crédits devaient être semblables à celles qui sont appliquées par la France pour les autres pays. En clair, les Français veulent éviter de prendre des risques vis-à-vis d'un partenaire dont la solvabilité ne leur paraît pas justifier une confiance absolue.

Pour ce qui est des relations Est-Ouest, M. Mauroy a indiqué que M. Kadar lui avait présenté, sur l'équilibre des forces, « un point de vue tout à fait conforme au point de vue soviétique ».

## PROCHE-ORIENT

### L'homme d'affaires israélien mis en cause par « Libération » dément la vente d'armes par Israël à l'Iran

M. Jacob Nimrody, l'homme d'affaires israélien présenté mardi 12 juillet par Libération (le Monde du 13 juillet) comme l'intermédiaire de l'État hébreu dans une transaction d'armes ultra-modernes à l'Iran de l'imam Khomeiny, a catégoriquement démenti ces informations ce même jour à l'Agence France-Presse. M. Nimrody a déclaré que le document publié par le quotidien Libération était « un faux manifeste », établi sur du papier à en-tête d'une compagnie qu'il dirigeait jadis en Iran. « Seuls les Moudjahidin hostiles à Khomeiny et actifs à Paris ont pu monter une affaire aussi lamentable, afin de faire croire qu'Israël et l'Iran sont en relations d'affaires », a-t-il affirmé.

Il est aussi possible que la France vende, par de telles insinuations, à la campagne anti-française que vient de lancer Khomeiny », a-t-il ajouté. M. Nimrody a précisé qu'il comptait intenter un procès en diffamation à Libération.

M. Nimrody, colonel de réserve de l'armée israélienne, qui fut attaché militaire de la délégation israélienne à Téhéran jusqu'à la chute du chah en 1979, a précisé que « l'État hébreu n'a livré aucune arme à l'Iran depuis quatre ans ».

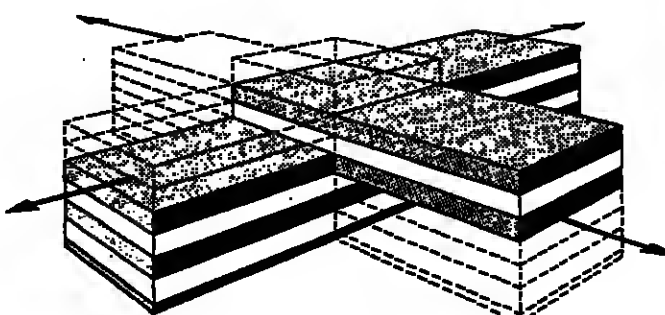
Libération, dans son édition datée 13 juillet, relève que, si la radio is-

raélienne a cité sans commentaires les documents qu'il présentait, les responsables israéliens « se sont abstenus [de tout commentaire] comme chaque fois qu'il s'agit de problèmes concernant les ventes d'armes. A propos du démenti de M. Nimrody, Libération écrit : « Il est pour le moins curieux que Jacob Nimrody affirme que les Israéliens n'ont jamais vendu d'armes à l'Iran alors qu'un certain nombre de révélations ont déjà été faites à ce sujet. » Et le quotidien rappelle le cas de cet « avion argentin qui s'est écrasé en juillet 1981 au-dessus du territoire soviétique [et qui] transportait bel et bien des armes israéliennes destinées à l'Iran ».

« L'ambassadeur de Libye en Jordanie, M. Aziz Omar Chemmib n'a décidé d'abandonner son poste et de se désolidariser du régime de Tripoli a-t-on appris de bonne source à Amman. (...) »

[Né en 1936, le diplomate avait accompli des études militaires à l'académie royale britannique de Sandhurst, puis à Bagdad et au Caire. Ayant atteint le grade de colonel, il a été directeur du centre d'entraînement des forces armées libyennes sous le régime monarchique jusqu'à la révolution de 1969. Alors emprisonné durant quatre ans, il avait été réhabilité en 1977 et nommé ambassadeur en Roumanie. En mai 1980 il avait été nommé ambassadeur à Amman. (A.F.P.)]

## LES HOPITAUX MODULAIRES CONTENUEURSIS «MO-CO SYSTEM» A ÉTAGES INTERSTITIELS



### FLEXIBILITÉ TRIODIMENSIONNELLE TOTALE

C'est la solution au vieillissement technique des hôpitaux permettant :

- Une expansion horizontale infinie;
- Une flexibilité verticale illimitée;
- Une liberté interne complète.

Le financement officiel de ce nouveau type d'hôpitaux a été voté à l'Assemblée de l'Organisation O.S.

FABRIQUÉS PRÊTS À L'EMPLOI POUR L'AFRIQUE ET LE MOYEN-ORIENT

Par : C.I. & C.I. CONSORTIUM - VIA BOCCHERINI, 11/A 36100 VICENZA (ITALIE) - TELEX CASTEL 1481366

مكتبة النجف



# ASIE

## Ouverture à Pékin de la « deuxième phase » des conversations sur l'avenir de Hongkong

De notre correspondant

Pékin. — Les discussions que la Chine et la Grande-Bretagne mènent discrètement depuis l'automne dernier, à propos de l'avenir de Hongkong, ont pris, mardi 12 juillet, un tour plus formel avec l'ouverture à Pékin de ce qui est appelé officiellement la « deuxième phase » des conversations. La première phase de ces entretiens est censée avoir commencé lors de la visite en Chine de M<sup>rs</sup> Thatcher en septembre 1982, des échanges de vues s'étant poursuivis depuis lors par la voie diplomatique.

La délégation chinoise est conduite par M. Yao Guang, premier vice-ministre des affaires étrangères, ancien ambassadeur en France. Celui-ci aura pour interlocuteur, du côté britannique, Sir Percy Cradock, ambassadeur du Royaume-Uni à Pékin, notamment assisté de Sir Edward Youde, gouverneur de Hongkong.

A la veille de l'ouverture des conversations, une passe d'armes, voire une révélation, s'est déroulée entre les deux parties à propos du rôle imparté dans ces pourparlers à Sir Edward. Celui-ci avait déclaré, le 7 juillet, à son retour de Londres, où il était allé mettre au point avec M<sup>rs</sup> Thatcher les derniers détails de la position britannique, qu'il se considérait comme le « représentant de la population de Hongkong ». Le ministre chinois des affaires étrangères a répliqué du tac au tac en déclarant que, prenant part aux conversations en tant que membre de la délégation du gouvernement britannique, Sir Edward « ne pouvait que représenter le gouvernement britannique ».

Cette mise au point de Pékin est conforme à la conception de la Chine, selon laquelle la négociation en cours est une affaire bilatérale mettant en jeu les intérêts chinois et anglais, les milieux de Hongkong pouvant être à l'occasion consultés ou tenus au courant, de façon informelle, mais en aucune manière associés aux pourparlers. Cette doctrine donne la mesure, s'il en était besoin, de la fermeté que Pékin entend observer sur les principes dans cette négociation et de la faible marge de manœuvre laissée par la Chine pour la définition du futur statut de la colonie (le Monde du 11 juin).

Pour Pékin, la souveraineté de la Chine sur Hongkong n'est pas négociable. C'est donc sur la base de l'acceptation de ce fait qu'une solution doit être envisagée pour l'« après-1997 », année où expirera le bail cédant à la Grande-Bretagne 90 % du territoire de Hongkong. Si la deuxième phase des pourparlers démarre effectivement sur cette base — de façon implicite ou explicite —, l'essentiel de la négociation devrait consister d'une part à préciser les modes de manifestation de la souveraineté chinoise sur la colonie — c'est toute la « question du drapeau », et, d'autre part, à mettre au

point les formes futures d'administration du territoire.

Pékin a déjà fait savoir, par divers canaux, que ses préférences allaient à une formule qui ferait de Hongkong une « région administrative spéciale », gérée par des représentants de la population chinoise locale, étant entendu que le système socio-économique actuel ne serait pas modifié — ce qui implique le maintien en circulation du dollar de Hongkong — et que l'essentiel de la législation en vigueur serait maintenue.

L'inconvénient de cette formule est qu'elle est loin d'enthousiasmer l'ensemble de la communauté chinoise locale (95 % de la population totale), où des voix influentes se sont prononcées pour le maintien du statu quo. Les dirigeants de Pékin paraissent avoir pris conscience, dernièrement, de ce manque de confiance, qui s'est déjà traduit par des fuites de capitaux, notamment vers Singapour et Taiwan, et a contribué à affaiblir le dollar de Hongkong. Reste à savoir si le désir de ne pas compromettre « la stabilité et la prospérité » d'une place qui leur rend de précieux services sur le plan commercial et financier sera plus fort que la volonté politique d'effacer les traces d'une présence coloniale et « impérialiste » humiliante pour le nationalisme chinois.

MANUEL LUCBERT.

## Afghanistan

### La question d'un éventuel retour de l'ancien souverain divise la résistance

Peshawar (A.F.P.). — Dix ans après la chute de la monarchie, de nombreux Afghans évoquent avec nostalgie « les quarante ans de paix » du règne de Zahir Shah et voient dans un retour du roi l'élément d'un scénario possible pour la fin des combats et le règlement de la crise afghane. « Si Zahir Shah revient et s'il convainc le peuple que les Russes partiront, la résistance cessera et les réfugiés rentreront », affirme aujourd'hui, de son exil de Peshawar, l'ancien président de la cour d'appel de Kandahar, le juge Mirza Khas Dalili. Cette opinion, empreinte d'un optimisme naïf, est partagée par l'ensemble de la résistance modérée favorable à un compromis, à condition que les Soviétiques s'engagent à retirer leurs troupes et qu'une équipe nationale prenne la relève à Kaboul.

Tel n'est pas l'avis des chefs musulmans fondamentalistes, qui ont violemment réagi à l'appel lancé le mois dernier depuis son exil romain par l'ancien souverain en faveur d'une unification de la résistance (le Monde du 22 juin). « Zahir Shah a vendu son peuple et son pays aux Russes en aidant Moscou à étendre son influence en Afghanistan dans les dernières années de son règne », estime M. A. R. Sayaf, président de l'Alliance fondamentale. « La plus efficace sur le plan militaire, la plus efficace sur le plan politique, le roi n'a pas de troupes, explique un responsable de la résistance de la région de Ghazni. Les

moudjahidins ne se battent pas pour lui, mais, s'il obtient le départ des Russes, les Afghans le suivront, même s'il n'est qu'un drapeau ».

Certains diplomates occidentaux estiment fort possible que les Soviétiques soient entrés en contact avec l'ancien souverain ou son entourage. Si le Kremlin décidait de négocier, estiment-ils, il trouverait dans la personne du roi un interlocuteur « mal-léable », favorable à des « relations d'amitié » avec l'U.R.S.S. et qui ne serait inféodé ni à l'Occident ni aux fondamentalistes.

Les divisions de la résistance et le peu d'empressement que montrerait le Pakistan à voir s'établir sur son territoire un gouvernement en exil dirigé par Zahir Shah ne permettent pas aujourd'hui d'envisager son retour même provisoire et symbolique hors du cadre d'un règlement politique global de la crise afghane, estiment les observateurs.

Des résistants auraient massacré quelque quatre-vingt personnes à Kaboul, le 5 juillet, lors d'un mariage auquel assistaient de nombreux transfuges de la résistance ralliés au gouvernement Karmali a-t-on appris, mardi 12 juillet, de sources diplomatiques occidentales. Les insurgés ont enlevé plusieurs autres personnes, dont un chanteur en renom, vedette de la télévision gouvernementale. — (A.P.)

## Népal

### M. Chand devient premier ministre

Katmandou (Reuter, A.F.P.). — La chambre unique (Panchayat) a élu, mardi 12 juillet, à l'unanimité, M. Lokendra Bahadur Chand, un poste de premier ministre, à la suite de la démission du cabinet Thapa (le Monde du 12 juillet). Le roi Birendra a confirmé peu de temps après cette nomination.

Agé de quarante-quatre ans, M. Chand, qui a fait des études de droit en Inde, exerçait la profession d'avocat avant d'entrer au Panchayat, dont il avait été élu vice-président en 1974, puis président de 1977 à 1979. Depuis les élections générales de 1981, il siégeait parmi l'opposition au gouvernement Thapa, qu'il accusait de « passivité » face à la corruption administrative et à la pénurie alimentaire.

Après son élection, M. Chand a déclaré que le Népal avait besoin d'un « gouvernement intègre et efficace ». Selon les milieux diplomatiques occidentaux à Katmandou, le changement de premier ministre ne devrait pas modifier la politique étrangère du royaume.

(Publicité)

### UN BON CONSEIL

Ne vendez pas vos meubles anciens avant vos meubles et objets récents. Au DEPOT VENTE DE PARIS - le spécialiste des successions - 81, rue de Lagry (20<sup>e</sup>) tél. 372.13.91, vous obtiendrez un très bon prix de vos meubles modernes (bureau, matelas, électro-ménager, vaisselle etc.) à condition de n'avoir pas vendu au préalable votre mobilier ancien ou de valeur.

### Votre BMW : Plus vite chez Zol

Lorsque l'on est concessionnaire BMW, on se doit de pouvoir présenter de façon permanente toute la gamme BMW. De la 315 à la 745i turbo. Ainsi, pour vous, c'est l'assurance de disposer dans les meilleurs délais de la BMW de vos rêves. Et c'est bien agréable.



**ZOL**  
PORTE / GOND

44 av. Ed.-Vaillant 92100 Boulogne, Tél. 808.91.43.

# La tentation



Nous sommes tentés par votre valeur et votre créativité. Vous êtes tentés d'imaginer des logiciels nouveaux. Des logiciels qui donneront la clef d'un monde ouvert où l'idée est mal-

trasse et l'esprit roi. Jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre 1983 c'est l'occasion pour vous de révéler votre savoir et pour nous de le récompenser. Peut-être nos tentatives réciproques vous per-

POMME D'OR  
apple  
DU MEILLEUR LOGICIEL

mettront-elles de croquer la prestigieuse Pomme d'Or APPLE reconnue comme le GONCOURT des auteurs de logiciels. Pour tous ceux qui aiment se pousser encore plus loin les limites du

possible pour créer l'événement, APPLE se fera royal. Chaque lauréat outre la Pomme d'Or recevra le plus beau des lauriers, LISA et sa souris.

Pour obtenir le règlement et votre dossier de participation à la Pomme d'Or du logiciel 1983, découpez et renvoyez ce coupon-réponse ou rendez-vous sur le stand APPLE au SICOB.



l'ordinateur personnel.

Je désire succomber à la tentation Pomme d'Or APPLE du logiciel 1983.

Adressez-moi mon dossier de participation ainsi que le règlement de l'épreuve.

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Profession \_\_\_\_\_ N° de téléphone \_\_\_\_\_

A adresser à : APPLE EDUCATION - A l'attention de Jean-Louis GASSEY Avenue de l'Océanie - Z.I. de Courtabœuf 91944 LES ULIS - BP 131 - Tél. : (6) 928.01.39

## A TRAVERS LE MONDE

### Mozambique

• L'AMBAassade DE FRANCE à Maputo a confirmé, mardi 12 juillet, que le pilote d'un avion de tourisme, M. Alain Leblan, et ses passagers étaient retenus à Nampulo par les autorités mozambicaines (le Monde du 13 juillet). Ils ne sont toutefois pas, selon l'ambassade, considérés comme « en état d'arrestation ». Aucune information complémentaire n'a pu être obtenue sur les raisons qui ont incité les autorités du Mozambique à contraindre l'appareil à l'atterrissage. — (Corresp.)

### Thaïlande

• DES COMMUNISTES PRO-SOVIÉTIQUES se seraient infiltrés dans le nord du pays à partir du Laos, a déclaré mardi 12 juillet le premier ministre thaïlandais, le général Prem Tinsulanond. Ils tenteraient d'occuper d'anciennes bases des communistes pro-chinois du P.C.T. Lundi, le chef d'état-major adjoint, le général Chavalit Yongchaiyuth, avait affirmé que des maquisards prosoviétiques du Mouvement de l'étoile verte avaient été repérés dans l'ancienne base de Phuphan, près du Laos, dans le Nord-Est thaïlandais. — (Reuter.)

### U.R.S.S.

• DEUX SOVIÉTIQUES ARMÉS, dont l'un a été tué et l'autre arrêté, ont tenté, début juillet, de détourner un avion des lignes intérieures soviétiques pour se rendre à l'étranger, a annoncé mardi 12 juillet l'agence Tass. L'appareil assurait la liaison Moscou-Tallin (Estonie). L'incident n'a pas fait de victimes parmi l'équipage et les passagers. — (A.F.P.)

NOT IN MADRID

est favorable du document final

La fin de la visite de M. Mauroy en Hongrie

UNE « COOPÉRATION EXEMPLAIRE »

ORIENT

ne d'affaires israélien cause par « Libération » rite d'armes par Israël à l'

CANADA



LE CONTENTIEUX ÉLECTORAL

L'Association professionnelle des magistrats assigne M. Lalitte en correctionnelle

Les tentatives du R.P.R. de transférer MM. Charles Fiterman et Jack Lalitte en Haute Cour n'ayant pas abouti, l'Association professionnelle des magistrats (A.P.M., droite) a décidé de poursuivre le quotidien *l'Humanité* et le ministre de l'Emploi après l'annulation par les tribunaux administratifs des élections municipales dans certaines communes.

L'audience est fixée le 16 septembre devant la dix-septième chambre correctionnelle du tribunal de Paris. L'A.P.M., qui a comme avocat M. François Sarda, a choisi la voie de la citation directe et de l'article 226 du Code pénal qui réprime celui qui cherche à « jeter le discrédit sur un acte ou une décision judiciaire, dans des conditions de nature à porter atteinte à l'autorité de la justice ou à son indépendance ». L'A.P.M. vise les déclarations de M. Lalitte au *Journal inat-*

tendu» de R.T.L., le 15 juin. Au cours de cette émission, le ministre de l'Emploi avait estimé que les décisions des tribunaux administratifs avaient été rendues sur des motifs « les plus fantaisistes » et à la suite de « pressions ». L'A.P.M. vise aussi plusieurs articles de *l'Humanité* du 14 juin.

[L'Association professionnelle des magistrats est née au lendemain du changement de majorité. Elle affirme compter trois cent soixante-huit adhérents sur cinq mille six cents magistrats environ, dont deux anciens collaborateurs de M. Peyrefitte, MM. Yves Rocco, à l'époque directeur de cabinet, et Raoul Bittelle, alors directeur des affaires criminelles. Bien que n'étant pas visés personnellement par les attaques de parti communiste, les magistrats de l'A.P.M., qui sont des magistrats de l'ordre judiciaire, estiment que l'article 226 du Code pénal est rédigé en termes suffisamment généraux pour leur donner une chance d'obtenir satisfaction devant la dix-septième chambre correctionnelle.]

CORRESPONDANCE

Réponse à M. Gaudin (U.D.F.)

M. Joseph Pinard, député socialiste du Doubs, nous écrit : Dans le contexte des polémiques relatives au contentieux électoral, M. Gaudin vient de soulever la question du gouvernement de préparer une loi électorale qui sera « plus tardive et plus pourrie que ce qu'on a vu jusqu'ici » (*Le Monde* du 12 juin). M. Gaudin a la mémoire courte.

Faut-il rappeler qu'à part de rares exceptions, liées à des modifications de limites départementales, l'existence n'a tenu aucun compte des recensements de 1962, 1968, 1975, pour mettre à jour la carte des circonscriptions électorales ?

Or des promesses formelles avaient été faites. N'est-ce pas M. Messmer, alors premier ministre, qui déclarait devant l'Assemblée nationale le 12 avril 1973 : « Depuis quinze ans, les mouvements de la population ont accusé l'écart entre certaines circonscriptions. Afin de traduire une réalité démographique incontestable, nous fondons les découpages nouveaux sur les résultats du recensement de 1975. »

Fort de cette promesse, un an après ce recensement, M. Schwint, sénateur du Doubs, interrogeait le ministre de l'Intérieur par voie de question écrite. Le 16 août 1976, M. Pompidou, alors ministre du gouvernement Chirac, faisait publier la réponse au *Journal officiel* : « Depuis 1958, des évolutions

démographiques diverses se sont produites qui justifient une réflexion sur le découpage des circonscriptions législatives. Toutefois, les études que le gouvernement n'a pas manqué d'entreprendre n'ont pas encore abouti à la définition d'un ensemble de critères permettant de répondre d'une manière générale aux problèmes que soulève un éventuel remodelage des circonscriptions législatives. »

Depuis, aucun changement, et pour cause. On est arrivé à des écarts inacceptables entre circonscriptions. Il serait facile de multiplier les exemples. On m'excusera de citer le cas de mon département : la circonscription que je représente (Besançon) comptait 113 645 inscrits aux dernières législatives, la circonscription limitrophe, celle de Pontarlier, n'en avait que 87 947. La différence est donc de 45 698 électeurs ; elle est supérieure au nombre d'inscrits enregistrés dans les circonscriptions qui, par exemple, ont élu à Paris M. Couve de Murville (27 388 inscrits) ; à Lyon, M. Noir (37 046 inscrits) ; à Bordeaux, M. Chaban-Delmas (30 039 inscrits).

M. Gaudin ferait bien de réfléchir à la situation incontestablement torpide et pourrie léguée par ses amis à l'actuelle majorité après, plus de vingt ans d'un immobilisme total.

LES NÉGOCIATIONS SUR LE NOUVEAU STATUT DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

Le gouvernement s'engage à « favoriser la démarche vers l'autodétermination du peuple calédonien »

L'opposition exprime des réserves sur la mise en œuvre des conclusions de la « table ronde »

La « table ronde » consacrée depuis le 8 juillet à la préparation du nouveau statut de la Nouvelle-Calédonie (*Le Monde* du 13 juillet) a failli, au dernier moment, mardi 12 juillet, en fin de matinée, se terminer par une rupture entre les principaux partis politiques du territoire. La délégation du « mou- »

vement pour la Calédonie dans la République (R.P.C.R.) a refusé d'approuver l'acte final relevant les convergences importantes qui s'étaient exprimées au cours des travaux et dont le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM avait dressé l'inventaire.

Dans ses « réserves », le R.P.C.R. ne va pas jusqu'à désapprouver l'acte final signé par le F.I. et ses alliés centristes de la Fédération pour une nouvelle société calédonienne (F.N.S.C.). Interrogé sur l'attitude de M. Laffleur et de ses amis, le secrétaire d'Etat a affirmé qu'il fallait sans doute y discerner la nécessité, pour les élus de l'opposition locale, de ménager leur électorat avant les élections sénatoriales du mois de septembre. « J'ai le sentiment que les représentants du R.P.C.R. ne sont pas mécontents de ce texte », a dit M. Lemoine.

M. Laffleur, qui assistait à la conférence de presse du secrétaire d'Etat, n'a pas démenti M. Lemoine. Après avoir rendu hommage à la « générosité » et à « l'habileté » de celui-ci, le député R.P.R. a souligné que ses amis et lui-même s'interrogeaient sur les intentions réelles du gouverne-

ment. Ecarté de la direction du pouvoir local depuis deux ans par le « savoir-faire » de l'ancien haut commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, M. Christian Nucci (qui fut à l'origine de l'alliance de la F.N.S.C. et du F.I.), les élus du R.P.C.R. craignent que la réforme institutionnelle du territoire ne soit accompagnée d'une réforme électorale tendant à les empêcher de tenir localement un rôle proportionnel à leur représentativité. « Le secrétaire d'Etat ne m'a pas répondu sur ce point », a souligné M. Laffleur.

En attendant les nouvelles discussions auxquelles donnera lieu, en novembre, l'examen de l'avant-projet de loi par l'Assemblée territoriale les conclusions de cette « table ronde » arrangent finalement tout le monde.

Que l'acte final n'ait pas l'agrément formel du R.P.C.R. facilitera la tâche des dirigeants de l'U.C., venus à Paris en tant que délégués du F.I. M. Jean-Marie Tjibaou et ses amis risquent, en effet, de se heurter aux surenchères de l'aile extrême du mouvement indépendantiste qui leur reprochera sans doute de ne pas avoir obtenu un calendrier précis pour l'accession du territoire à l'indépendance. Les réserves du R.P.C.R. témoignent, pourtant, des satisfactions qu'ils ont obtenues avec l'appui du gouvernement. Prenant néanmoins les devants, le secrétaire général de l'U.C., M. Eloi Machoro, soulignait, lundi soir, que les résultats des travaux ne correspondent pas complètement à l'attente de la délégation du F.I.

En refusant de signer un texte qui apporte des garanties à la communauté non mélanésienne, le R.P.C.R. conserve sa liberté d'interprétation et une marge de manœuvre face à un électoral généralement peu porté aux compromis, dès que l'appartenance du territoire à la République française paraît aléatoire à terme.

Les rapprochements spectaculaires, intervenus au cours de ces cinq jours sur les principes fondamentaux qui orienteront le futur projet de loi (ce texte doit être soumis au Parlement au cours de la session de printemps 1984), valaient bien que les uns et les autres sacrifient à certaines contingences tactiques.

ALAIN ROLLAT.

UN STATUT « DE TRANSITION »

Voici le texte de l'acte final en trois points adopté par le Groupe indépendantiste et la Fédération pour une nouvelle société calédonienne, le Rassemblement pour la Calédonie dans la République, après avoir formé des réserves sur la mise en œuvre de ces conclusions :

1) Volonté commune des participants de voir confirmer définitivement l'abolition du fait colonial par la reconnaissance à l'égalité de la civilisation mélanésienne et la manifestation de sa représentativité par la coutume des deux institutions à définir.

2) Reconnaissance de la légitimité du peuple kanak, premier occupant du territoire, se voyant reconnaître en tant que tel un droit inné et actif à l'indépendance dont l'exercice doit se faire dans le cadre de l'autodétermination prévue et définie par la Constitution de la République française, autodétermination ouverte également pour des raisons historiques aux autres ethnies dont la légitimité est reconnue par les représentants du peuple kanak.

3) Favoriser l'exercice de l'autodétermination est « une des vocations de la France », qui doit permettre d'aboutir à un choix, y compris celui de l'indépendance. Il faut préparer cette démarche vers l'autodétermination, qui sera le fait du peuple calédonien défini par la logique ci-dessus admise, lorsqu'il en ressentira la nécessité. Pour préparer cette démarche, chacun est conscient qu'il faut élaborer un statut d'autonomie interne qui sera spécifique, qui sera évolutif et qui marquera donc une phase de transition en prenant en compte les données politiques et économiques, car il n'y aura de développement économique qu'avec la stabilité politique.

M. François Mitterrand a participé, mardi soir 12 juillet, à une réception organisée dans les jardins du secrétariat d'Etat aux DOM-TOM à l'occasion de la fête nationale. Au centre d'un dialogue imprévu avec les délégués des formations politiques de Nouvelle-Calédonie qui venaient de participer à la réunion organisée depuis le 8 juillet à Nainville-les-Roches (Essonne), le président de la République a notamment déclaré : « Il est bien difficile de rassembler les Calédoniens. » A cette réception participaient également le premier ministre et plusieurs autres membres du gouvernement.

France Soir daté du 13 juillet publie un sondage réalisé par IPSOS du 29 juin au 5 juillet auprès d'un échantillon représentatif de 1674 personnes, selon lequel 51 % des Français (contre 47 % en juin) se déclarent « plutôt » ou « très mécontents » de M. François Mitterrand. Les personnes interrogées sont aussi nombreuses que le mois dernier (32 %) à émettre une opinion positive. En ce qui concerne l'action du premier ministre, 54 % (contre 49 % en juin) portent un jugement négatif ; 27 % (comme le mois dernier) affirment être « plutôt » ou « très satisfaits » par M. Mauroy.

Reçu par M. Mitterrand

M. DEPAQUIT (P.S.U.) DEMANDE QUE LA FRANCE « PRENNE UNE INITIATIVE DANS LE SENS DU DÉSAIREMENT »

M. Serge Depaquit, qui a succédé à M. Hugues Bouchard au poste de secrétaire national du P.S.U. lors du dernier congrès de ce parti, le 10 juin, a été reçu pendant près d'une heure, le mardi 12 juillet, par M. François Mitterrand. A sa sortie de l'Élysée, M. Depaquit a rappelé que son parti est membre de la majorité et a indiqué que ses propositions constituent « les trois grandes campagnes que le P.S.U. va mener dans les six prochains mois » : lutte contre le chômage, réduction du temps de travail, désarmement. « Le P.S.U. tient absolument à ce que la lutte contre le chômage reste le centre des préoccupations et surtout en avant la réduction massive du temps de travail », a-t-il ajouté. A propos des relations internationales, le secrétaire national du P.S.U. a indiqué qu'il avait insisté auprès de M. Mitterrand « pour que la France prenne une initiative dans le sens du désarmement ».

A Plestin-les-Grèves (Côtes-du-Nord)

BLEU, BLANC, ROUGE AU LIEU DE NOIR ET BLANC

Le drapeau breton ne flottera plus en permanence au sommet de la salle polyvalente de Plestin-les-Grèves (Côtes-du-Nord). Ainsi en a décidé, le 4 juillet - à une voix de majorité - le conseil municipal d'union de la gauche de cette commune de 3 450 habitants.

Aussitôt remplacé par le drapeau tricolore, le « bleu » du noir et blanc cher aux régionalistes sera néanmoins hissé à ses côtés à l'occasion de manifestations « à caractère breton ». « Il s'agit de la maison de tous, estime M. Marcel Hamon, maire communiste de Plestin, donc d'un drapeau public. Il est normal d'y voir l'emblème national. »

Se définissant comme un « breton bretonnant », cet ancien député des Côtes-du-Nord tient à souligner son attachement à l'identité régionale. Il rappelle volontiers que dès... 1947, il avait déposé à l'Assemblée nationale un projet de loi sur l'enseignement de la langue bretonne.

L'affaire s'est corsée, si l'on peut dire, le 10 juillet. Un inconnu a dérobé l'emblème national et l'a remplacé par un rouleau de papier hygiénique. Le maire a porté plainte.

DÉFENSE

Réduction des effectifs de la base aéronavale de Fréjus-Saint-Raphaël

De notre correspondant

Toulon. - Dans une lettre qu'il a adressée le 4 juillet à M. François Léotard, député (U.D.F.) du Var et maire de Fréjus, M. Charles Hernu, ministre de la Défense, fait part de sa « décision de retirer de la base de Fréjus-Saint-Raphaël une partie des moyens qui y sont stationnés. La réduction d'effectifs qui en résultera portera sur environ 30 % des effectifs, ce qui représente de l'ordre de 8 % des effectifs militaires de l'agglomération. »

La base aéronavale emploie environ cent-trente personnes dont cent cinquante civils ; les effectifs de l'agglomération, composés des 4 R.I. Mar. et de l'intendance de la base aéronavale (BAN) représentent près de quatre mille personnes.

Pour M. Hernu, « cette opération conduira à la suppression de certaines activités qui ne sont pas indispensables et permettra des regroupements d'autres activités, générateurs d'économies. » Cette décision, qui est une conséquence des dispositions de la loi de programmation militaire 1984-1988, suscite de vives réactions de la part de M. Léotard. « Une suppression de trois cents emplois se traduira par un retrait de l'économie locale de 3 millions de francs par an. De plus, nous risquons de nous retrouver avec un nombre accru de chômeurs. Enfin cette loi de programmation que j'ai combattue à la Chambre aura pour conséquence immédiate une perte de crédibilité de notre dispositif de défense. »

Estimant que ces mesures pourraient viser à terme à la disparition pure et simple de la base - la seule du sud-est de la France jusqu'en

Italie », M. Léotard « remarque que les villes touchées jusqu'à présent par des suppressions pour l'armée de terre sont toutes gérées, à deux exceptions près, par des municipalités d'opposition. »

JOSÉ LENZINI.

LA PREMIÈRE TÊTE NUCLÉAIRE DE MISSILE M-4 DU SOUS-MARIN « L'INFLEXIBLE » EST REMISE À LA MARINE

La première tête nucléaire destinée aux missiles stratégiques M-4 qui équipent le sous-marin nucléaire lanceur d'engins (S.N.L.E.) *l'Inflexible* a été remise, mardi 12 juillet, à la disposition de la marine nationale par le ministre de la Défense, M. Charles Hernu.

Au cours de la cérémonie qui a suivi dans les installations de l'Île-Longue, M. Hernu a rappelé que cet événement constituait « une étape majeure dans l'effort entrepris par notre pays pour moderniser sa force océanique stratégique ». « L'existence d'une tête nucléaire assez petite et assez puissante pour permettre à la France d'accéder à la technologie des missiles à têtes multiples (...) a été tenue au-delà des espérances. »

Il est d'ailleurs prévu que le deuxième lot de missiles M-4 qui, outre *l'Inflexible*, équipent aussi quatre autres S.N.L.E. seront plus légers encore que ceux qui viennent d'être remis aux armées.



Soutenez le Défi Français pour la Coupe de l'America

Pour la première fois une association, reconnue d'utilité publique, a engagé un bateau dans la Coupe de l'America. Plus de quatre mille Français, une quarantaine d'entreprises, des villes, des régions, des ministères ont apporté leur soutien, mais la hausse du dollar a compromis les chances de réunir tout le budget.

\* Vos dons sont totalement déductibles jusqu'à 30 % de vos revenus imposables.

Vous aussi, vous pouvez aider l'Association, le DÉFI FRANÇAIS POUR LA COUPE DE L'AMERICA, à relever victorieusement le 28 août qui se déroule à Newport. Pour cela cocher la case qui correspond à votre soutien :

Prière d'insérer au montant de votre contribution 15 F, pour les frais de port.

- ☐ 50 F Contribution de soutien.
- ☐ 70 F En témoignage de votre soutien, vous recevrez un tee-shirt blanc (3 tailles Medium, Large, Extra-Large).
- ☐ 100 F En témoignage de votre soutien, vous recevrez une reproduction de l'aquarelle de Folon.
- ☐ 150 F En témoignage de votre soutien, vous recevrez une maquette demi-coque "France 3" (18 cm).
- ☐ 240 F En témoignage de votre soutien, vous recevrez un livre richement illustré sur l'America's Cup.

☐ 350 F En témoignage de votre soutien, vous recevrez un grand sac "France 3" Sansonite.

☐ 2000 F En témoignage de votre soutien, vous recevrez une magnifique maquette demi-coque "France 3" (80 cm). Édition numérotée.

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_ Age \_\_\_\_\_

N° \_\_\_\_\_ Rue \_\_\_\_\_

Code Postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Profession \_\_\_\_\_

Êtes-vous déjà membre ☐ oui ☐ non

Découpez ce bon et glissez-le accompagné de votre règlement dans une enveloppe adressée à : LE DÉFI FRANÇAIS POUR LA COUPE DE L'AMERICA 42, avenue Sainte-Foy 92200 Neuilly-sur-Seine

Merci de libeller votre chèque au nom de l'Association LE DÉFI FRANÇAIS POUR LA COUPE DE L'AMERICA

مكتبة الأمان



# société

## Musulmans en France

### III. — Marseille : mosquées sans minaret

De notre envoyé spécial JEAN-PIERRE PERONCEL-HUGOZ

Diverse et parcourue de courants complexes (le Monde des 12 et 13 juillet), comment vit, prie et s'interroge la communauté musulmane de France. Jean-Pierre Peroncel-Hugoz a choisi de l'observer à Marseille dont près de 10 % de la population est musulmane.

Marseille. — Le premier port de France est une encyclopédie vivante des religions méditerranéennes : aux côtés du culte romain dominant, chineuse y a pignon sur rue, des maronites du Liban à leurs cousins melchites en passant par les juifs séfarades ou les Arméniens de diverses obédiences. Mais pas un seul minaret visible à l'horizon des sept collines marseillaises ! Lorsque l'archevêque de la ville, il y a quelques années, fit mine d'installer une « salle œcuménique » à Notre-Dame-de-la Garde, notamment pour les musulmans qui « montent à la Vierge », il faillit être écharpé par les « partisans » — nom local des dames de la halle — et dut renoncer à son généreux projet.

Pourtant, selon des recherches universitaires, la communauté marseillaise ne comptait pas moins, en 1982, de quatre-vingt-sept « mosquées ». Environ 10 % du million d'habitants du chef-lieu des Bouches-du-Rhône sont musulmans, pour plus d'une moitié d'ailleurs dévoués de la nationalité française : harkis et leurs familles, enfants d'immigrés nord-africains.

Leur nombre est en augmentation : 16 % des naissances à Marseille ont eu lieu en 1982 dans les foyers musulmans. Quant aux étrangers de confession islamique résidant dans la ville ce sont, en majorité, des salariés maghrébins. Leur nombre paraît s'être stabilisé au cours des dernières années. Il y a en moyenne aussi à Marseille toujours, environ vingt-mille Maghrébins en transit ; travailleurs regagnant d'autres régions de France après un congé au pays ou simples touristes, et vrais, car le temps des faux vacanciers semble révolu.

Marseille n'est pas devenue La Mecque de l'Europe mais, pour des raisons tenant souvent plus à la religiosité qu'à la religion, elle exerce, aujourd'hui, son attraction sur les musulmans vivant dans tout

le Midi, ouvriers agricoles du comtat Venaissin, manoeuvres des usines de l'étang de Berre, étudiants d'Aix-en-Provence ou fils des harkis de Rians (Var). La ville ou sa périphérie ont leurs marabouts, saints hommes ou femmes aux talents de guérisseurs auxquels le service psychiatrique de tel grand hôpital marseillais a recours « avec profit ». Leurs marchands de livres et objets pieux, leurs boucheries *halal* (équivalent du *cashé* juif) sans parler de bijoutiers, musiciens ou prostituées revendiquant le label « oriental ».

Mais, nous dit un élu local qui, comme toutes les personnes interrogées sur l'islam dans le département, exigera de ne pas être nommé, Marseille n'aura jamais de minaret. Il serait aussitôt dynamité, ce qui risquerait de nous faire entrer dans un cycle de violence... Les musulmans, eux, aimeraient bien voir se dresser dans le ciel de leur ville d'adoption (si l'on ose dire) « au moins un minaret ». Leur demande est légitime et l'argument de la réciprocité, selon lequel les chrétiens éprouvent des difficultés à construire des églises dans nombre de pays islamiques, n'est pas recevable en France où la liberté religieuse doit être la même pour tous.

#### Paternalisme sélectif

La France, grâce à Dieu, est aussi un Etat laïque et les citoyens y sont égaux devant la loi, mais par une sorte de racisme à l'envers (ou très subtil) ou par paternalisme sélectif on voit ces principes remis en cause dans les régions comme la Provence, où vivent des communautés arabes : l'économie d'un lycée satisfait la demande des écoliers musulmans en remplaçant par des crûs la tranche de jambon hebdomadaire de la cantine, mais envoie promener les parents catholiques réclamant un menu maigre pour leurs enfants une fois par an, le vendredi saint. Tel conseil de révision dispense systématiquement du service militaire les appelés musulmans qui, certes, ne demandent pas mieux mais retent une occasion de s'incorporer à une nation qu'ils accusent de les rejeter.

Les patrons d'usines ne se comptent plus qui ont amenagé à Marseille ou ailleurs, des aires de prière pour leurs ouvriers maghrébins mais qui trouveraient incongru un atelier placé sous la protection d'un crucifix.

Un entrepreneur sort de sa poche la page d'une revue historique lui permettant de justifier sa « politique islamique » par la fameuse citation de 1946 de l'Egyptien Hassan El-Banna, fondateur en 1929 de l'association des Frères musulmans : « Les ouvriers doivent toujours se rappeler de leurs devoirs envers Dieu, leur âme et leur patron. » L'innocent marseillais ignorait, bien entendu, que le père du mouvement islamiste pensait évidemment aux patrons mahométans.

« La constitution d'un masjid (mosquée) sur un lieu de travail quelconque, à l'université ou dans une administration contient des germes d'une cellule politique », estime l'arabologue aixois Bruno Etienne (1). Même si les dévots ouvriers sont, dans la plupart des cas, bien loin de s'en douter, la création d'un « coin-prière » dans une entreprise est considérée par les membres des confréries intégristes comme leur « première victoire ». Ensuite, nous dit un diplomate arabe en poste à Marseille, « la mosquée de fortune devient peu à peu une cellule politique où des agitateurs islamistes venus souvent du Proche-Orient sous couvert d'études, de bienfaisance ou d'astile politique, bourrent le crâne des immigrés afin qu'à leur retour au pays ils répandent à leur tour les mots d'ordre intégristes contre les régimes soi-disant athées en place au Maghreb ».

Une minorité seulement des oratoires musulmans de Marseille paraît actuellement sous la coupe intégriste, mais la plupart reçoivent leurs visites. « Au début, les Frères sont tout sucre tout miel, ils se rendent indispensables par mille petits services puis, peu à peu, ils mettent la main sur la mosquée et en font une tribune au service d'un panislamisme violent aussi dangereux pour la France que pour l'islam », nous confiait, tout à trac, après une heure

d'esquive, un Algérien musulman pratiquant et moderniste, littéralement chassé par des islamistes de la salle de prière qu'il avait créée.

Alors que les polices politiques des Etats arabes traquent les Frères musulmans et consorts, ceux-ci viennent à Marseille s'approvisionner en toute quiétude en slogans ou en casquettes. Pour citer encore le perspicace Bruno Etienne, « la casquette est à l'intégrisme ce que l'imprimé est au catholicisme ». On peut trouver sans difficultés près du Vieux-Port toute une littérature enregistrée ou imprimée qui va des incantations secto-confessionnelles du cheikh Kiekh — que Sadate embastilla (mais Mubarak l'a libéré) — aux vies édifiantes des « Frères martyrisés par Nasser », en passant par un texte célèbre du dixième siècle dû au théologien El Karawani et qui donne placidement le mode d'emploi de la guerre sainte : « Il est préférable de ne pas commencer les hostilités avec l'infidèle avant de l'avoir invité à se convertir à la religion d'Allah... »

#### De nouveaux missionnaires

Enhardis par ce climat, des pères de famille ont réclamé en toute bonne conscience une « dispense de mixité » à l'école pour leurs filles... Dans le quatorzième arrondissement marseillais, dans ces blocs à majorité musulmane qui ne sont pas tout loin de là, aussi sordides que dans telles descriptions par trop misérabilistes — la municipalité a presque totalement achevé un vaste programme de « débidonvilisation » et de remplacement des cités d'urgence par des pavillons individuels tout à fait honnêtes, — des « missionnaires » d'un nouveau genre, venus de l'Est, mais celui de l'islam, font maintenant du porte-à-porte, vivant des dons et de l'hospitalité de leurs corréligionnaires. Ils s'intéressent particulièrement aux jeunes de la « deuxième génération » : « N'oubliez jamais que vous n'êtes pas français ! ». « Priez cinq fois par jour ! ». « Ne portez plus de vêtements moulants ! ». « Ne laissez pas vos sœurs aller à la plage ! ».

Les pérégrins préteurs donnent aussi des consultations coraniques, réconcilient les familles, facilitent les pèlerinages à La Mecque, se rendent nécessaires de cent façons. Comme le dit un hadith de la tradition de Mahomet, l'agne, à défaut de créer un état ecclésiastique comparable à celui des prêtres catholiques, a bel et bien fondé un clergé et un cléricalisme islamiques : « Celui qui possède la religion a pouvoir sur son ami ».

#### Trois sœurs kabyles

Ce pouvoir est pourtant contesté par une partie non négligeable des jeunes Arabes de Marseille : « Musulmans, oui ; Frères musulmans, jamais ! », nous lançait comme un seul homme une classe d'adolescents, enfants d'immigrés des quartiers nord de Marseille. Les filles sont les plus décidées : « Assez de supercroissants ! Ils accrochent tout le monde avec la religion. Avec eux, tout est défendu : on ne peut même plus sortir en pantalon ! », énonce une écolière qui, pourtant, jeûne en ramadan. Son voisin fait un autre reproche aux Frères : « Ils vivent sur notre dos et veulent nous empêcher de sortir avec des filles ». La classe se déclare unanime pour la mixité, sous les yeux d'une maîtresse pied-noir fière de ses élèves. Ils ont quand même quelque progrès à accomplir encore puisque, en toute candeur, ils justifient « par la religion » leur refus de voir une musulmane épouser un chrétien et taxent de « racisme » le père français qui refuserait sa fille à un Arabe. A cela près, il y a, dans la jeunesse immigrée de Marseille, une disponibilité pour la modernité dans la fidélité à l'essentiel de la foi musulmane qui rend moins pessimiste pour l'avenir.

Mais les intégristes veillent : le 5 juin, au théâtre du Merlan, ils ont interrompu par la violence l'innocent spectacle du groupe Djurdjura, trois sœurs kabyles qui ont le triple tort d'être jolies femmes, de se produire en public et de chanter en berbère... C'est en terrorisant la majorité modérée par des « descentes » dans les soirées mixtes que les islamistes, sous Sadate, commencèrent

à prendre le contrôle de l'Université égyptienne.

L'acceptation — nous ne parlons pas de l'intégration, qui signifie la disparition de toutes les différences culturelles — des musulmans par le reste des Marseillais passe sans aucun doute par le rejet des intégristes. Un minaret en échange d'un minimum de laïcité ! Il ne serait plus utopique alors d'imaginer Marseille plus accueillante à « ses » Arabes.

« Les babbis, mieux que personne (...), savent qu'un Marseillais (...) veut, au bas mot, cent babbis. Comme certains appellent « bougnoule », aujourd'hui, un Arabe, d'autres nomment « babbis », il y a cinquante ans, et avec autant de mépris, les immigrés italiens.

Dans *Marsika*, au début des années 30 (2) l'écrivain André Suarès ne semblait guère croire à leur incorporation parmi les Marseillais. Idem pour le grand Albert Londres et les Arméniens, dans *Marseille, porte du Sud* (3), à la même époque. « Des Arméniens, toujours des Arméniens, encore des Arméniens (...), ils s'emparèrent des squares, des allées, des places publiques et des manières d'escalier (...). Oh là là, Marseille (...), tu les as oubliés, mais il seront le double bientôt si tu les laisses faire. »

Aujourd'hui, Italiens, Arméniens et autres « étrangers » sont des Marseillais à part entière. En 1983, à Marseille, un habitant sur dix seulement est de souche française. Si les Arabes échappent à la déviation extrême de leur religion, gageons que demain ils seront aussi à l'aise dans le creuset marseillais que les autres immigrés, l'islamisme seul ne pouvant pas l'empêcher. Sinon Marseille risque d'en voir de toutes les couleurs...

(1) « La vague islamiste », in *Revue Tiers-Monde*, PUF, octobre-décembre 1982.

(2) et (3) Repris par les Editions Jeanne Lafitte, Marseille.

#### Prochain article :

#### DES CHRÉTIENS VIENNENT A L'ISLAM

par HENRI FESQUET.

"33" Extra Light.  
Extra bonne. Extra légère.





# SOCIÉTÉ JUSTICE

## Les difficultés de l'immigration

M. CHIRAC :

« ni laxisme ni racisme »

Dans une interview publiée par Paris-Match datée du 22 juillet, M. Jacques Chirac, répondant aux questions de Jean Cau, déclare à propos des questions de l'immigration : « Depuis quelques mois, une immigration supplémentaire arrive par vagues successives des Indonésiens, des Vietnamiens, des Africains en grand nombre (Ghanéens, Zaïrois, Angolais) et des Chinois de Hongkong. Ces immigrants clandestins se réclament du statut de réfugiés politiques. Ils sont de plus en plus anglophones et transitent par Londres qui les expulse sur la France, dernier pays « accueillant et ouvert » d'Europe occidentale, pays où, en outre, les prestations sociales sont distribuées très largement.

« Le nombre de demandes de « certificats d'hébergement » ouverts des maires annexes a augmenté entre 1981 et 1982 de près de 100 %. Le nombre global de certificats est passé en situation cumulée de 2 941 au 15 septembre 1982 à 32 000 fin janvier 1983. Sont concernés particulièrement les 2<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> arrondissements.

« Dans le domaine scolaire, le nombre d'élèves étrangers inscrits dans l'enseignement primaire et élémentaire à Paris augmente année après année pour se situer actuellement à 30 % en moyenne, chiffre considérable qui traduit des situations plus aiguës encore dans certains arrondissements : 52 % d'étrangers dans les écoles du 2<sup>e</sup> arrondissement, 42 % dans le 3<sup>e</sup>, 38 % dans les 1<sup>er</sup>, 10<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup> arrondissements.

M. Chirac estime qu'il ne faut faire preuve à l'égard de ce phénomène « ni de laxisme ni de racisme ». Il demande un meilleur contrôle aux frontières, une politique « nette » à l'égard des « faux étudiants », une lutte efficace contre les trafics de faux papiers, un contrôle des regroupements familiaux et des demandes d'asile, l'encouragement au retour, etc.

## AU TRIBUNAL DE PARIS

### Le médiocre chantage d'un « pessimiste existentiel »

Pauvre affaire, et plus médiocre encore ce prévenu de cinquante-cinq ans, M. Michel Pellé, qui, devant la 11<sup>e</sup> chambre du tribunal de Paris, présidée par M. Pierre Culié, répondait, mardi 12 juillet, d'une tentative de chantage qui visait M. Robert Mitterrand, frère aîné du président de la République et, à l'époque, président du conseil d'administration d'une entreprise d'équipements téléphoniques, la société C.I.T.-Alcatel.

A cette société, M. Pellé occupa longtemps un emploi et il en fut même un ingénieur apprécié. Mais la crise n'épargne pas les meilleurs. Lorsqu'on lui signifia, au printemps de 1981, son licenciement, M. Pellé fut ulcéré. Une douleur passionnelle peut engendrer la rancune. La sienne le conduisit à vouloir l'assomoir. Comme venait d'avoir lieu l'élection présidentielle du 10 mai 1981, M. Pellé imagina qu'il serait bon de mettre en cause celui qui était alors son patron et qui se trouvait être, désormais, le frère du nouveau président de la République.

Alors commença de sa part une série d'appels téléphoniques à n'en plus finir, qui allaient durer jusqu'en décembre. Pendant ces sept mois, il eut ainsi de longues conversations avec les dirigeants d'Alcatel : M. Mitterrand d'abord, puis, lorsque celui-ci prit sa retraite, avec son successeur, M. Baybars. Eux ne savaient pas qu'il était le correspondant qui, contrairement à ses dires, avait en sa possession la preuve de « malversations considérables » commises chez Alcatel à l'occasion de passations de marchés. Il disait surtout qu'il représentait un groupe de cadres licenciés et que, si on ne leur versait pas 500 000 F, les « malversations » seraient dénon-

cées publiquement. Ces 500 000 F, il fallait les remettre en Suisse parce que « c'est très courant ».

On ne les versa pas, mais on prévint la police. Il fallut à celui-ci beaucoup de temps et des moyens très élaborés pour finalement « piéger » par le téléphone ce spécialiste du téléphone.

Alors, le voilà à l'audience tout penaud, tout confus et tellement triste. Il explique que tout cela n'était en réalité qu'un « feu », qu'il ne pensa jamais sérieusement se faire verser l'argent réclamé. Non, il voulait seulement « les embêter » et se venger ainsi d'un licenciement tellement injuste et immérité. « Pour moi, c'était une obsession ». Assurément, les écoutes enregistrées de ses propos montrent qu'on ne peut guère croire à l'un de ces canulars téléphoniques dans lesquels se complaisait un Francis Blanche. Au reste, par nature, M. Pellé n'a rien d'un joyeux drille. Les psychiatres ont même été à deux doigts de le considérer comme irresponsable. Ils ont vu en lui un homme plein de « rigueur » et de « raideur » : ils ont parlé de son « intolérance à l'imprévu », de son « obsession d'un désir de revanche », et, pour tout dire, de ce qu'ils appellent son « pessimisme existentiel ».

M. Mitterrand d'abord, puis, lorsque celui-ci prit sa retraite, avec son successeur, M. Baybars. Eux ne savaient pas qu'il était le correspondant qui, contrairement à ses dires, avait en sa possession la preuve de « malversations considérables » commises chez Alcatel à l'occasion de passations de marchés. Il disait surtout qu'il représentait un groupe de cadres licenciés et que, si on ne leur versait pas 500 000 F, les « malversations » seraient dénon-

Alors, parce qu'il y a ces circonstances atténuantes, le représentant du ministère public a admis la possibilité d'une peine avec sursis. Ainsi en est-il allé : dix mois de prison avec sursis, mais 35 000 francs d'amende.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

## A LA COUR DE CASSATION

### Serge Coutel ne jouera pas les filles de l'air

Aujourd'hui détenu à la Santé, Serge Coutel va d'aventure en mésaventure. C'est lui le « carreau » de la spectaculaire évasion en hélicoptère de Fleury-Mérogis en février 1981. Pour arracher deux malheureux des mains de la justice, il avait, avec un complice, contraint sous la menace d'une arme, un pilote de la société Hélicap à atterrir sur le terrain de football de la prison. Tous les quatre avaient ensuite joué les filles de l'air.

Arrêté en Espagne, extradé, Serge Coutel, qui attend aujourd'hui d'être jugé, est inculpé de détournement d'aéronef, prise d'otage, connivence d'évasion et de fuite, etc. Après les frissons de la grande aventure, il se débat aujourd'hui dans une mésaventure judiciaire, elle aussi peu banale.

Le juge d'instruction chargé de l'affaire a refusé de le mettre en liberté et Serge Coutel n'a fait appel par écrit. Enregistré au départ du courrier à la maison d'arrêt de la Santé, sa lettre n'est jamais parvenue au tribunal d'Évry. Cette bavure postale n'aurait pas de conséquence si le code de procédure pénale n'envoignait à la chambre d'accusation de se prononcer dans les trente jours lorsqu'un détenu fait appel d'une ordonnance retenant sa mise en liberté. Faute de quoi l'inculpé doit être libéré d'office. Une disposition dont son avocat, M. Georges Klejman, a vu aussitôt le parti qu'il pouvait tirer.

Il existe des précédents à ce genre de situation. Avant d'être lourdement condamnés, deux des inculpés de l'affaire Empain avaient été remis en liberté, la chambre d'accusation ne s'étant pas plus prononcée dans les délais. Et au début de cette année, quatre malfaiteurs avaient dû être relâchés parce qu'un juge d'instruction de Créteil avait omis de renouveler à temps le mandat de révoquer la détention provisoire. Pour paraître formelles, ces prescriptions du code sont essentielles pour le respect des libertés.

Dans le cas de Serge Coutel, la chambre d'accusation de Paris, appuyée par le parquet général, a refusé de se laisser fléchir. Le délai de trente jours existe bien, n'est-ce pas, et elle a expliqué en invoquant une autre disposition du code de procédure, « si des circonstances imprévisibles et insurmontables mettent obstacle au jugement de l'affaire dans le délai prévu ».

Le non-acheminement de la lettre de Serge Coutel constitue-t-elle une circonstance « insurmontable » et « imprévisible » ? C'est l'opinion de la chambre d'accusation, qui, dans le même temps, a admis que la raison de ce non-acheminement demeurait « inconnue ». Il y a là une contradiction, selon M. Klejman, car si cette raison est inconnue, comment peut-on affirmer qu'elle est « insurmontable » ?

Serge Coutel doit-il pâtir des défaillances des P.T.T. ? N'est-ce pas plutôt au ministère de la Justice de s'assurer de la bonne transmission de ce genre de lettre, par porteur le cas échéant ? Cette argumentation, développée par son avocat, n'a pas convaincu la chambre d'accusation. Au parquet général comme à la chancellerie, on souhaitait visiblement éviter, après une évasion par hélicoptère, une évasion par la procédure. Et l'on a craint que cette nouvelle bavure judiciaire ne fasse, après celle de Créteil, fâcheuse impression.

L'avocat de Serge Coutel n'a pas voulu en rester là. Il a fait une question de principe, celui du respect du code de procédure pénale. A quoi servirait celui-ci si la justice et usait comme bon lui semble pour remédier à ses propres défaillances ? Serge Coutel s'est pourvu en Cassation. Son affaire a été examinée, mardi 12 juillet, par la chambre criminelle où il était défendu par M. Arnaud Lyon-Caen. Hélas pour lui, la Cour de cassation a rejeté son pourvoi. Cette fois, Serge Coutel ne jouera pas les filles de l'air.

BERTRAND LE GENDRE.

## La Courneuve

### LE MEURTRIER DE TOUFFR QUANNÈS INCULPÉ D'HOMICIDE VOLONTAIRE

« Je ne pensais pas que cette arme (une carabine à air comprimé) pouvait faire une chose pareille », a déclaré à la police le meurtrier de Touffr Quannès, dix ans, tué samedi 9 juillet, à la cité des 4000 de La Courneuve (Seine-Saint-Denis), alors qu'il jouait avec des amis à faire éclater des pétards (le Monde du 13 juillet). Quarante-buit ans, père d'un garçon de quinze ans (propriétaire de la carabine), M. René Aigueperse, surveillant à la R.A.T.P., serait cardiaque et nerveusement fragile. Agacé par le bruit, il a été tué par le groupe d'enfants. Il a été inculpé, mardi 12 juillet, d'homicide volontaire et écroué peu après dix-huit heures.

Même genre de cité-dortoir, même voisins bruyants, mêmes jeunes gens exubérants : à Pont-Evêque près de Vienne (Isère), un autre homme, M. Mario Proetti, ouvrier du textile, cinquante ans, d'origine italienne, a tiré, lundi 11 juillet, avec son fusil de chasse sur un groupe de personnes qui n'en finissaient pas de discuter sous ses fenêtres. Les quatre personnes ont été blessées dont Youssef Ben Ali, dix-neuf ans, assez grièvement.

M<sup>me</sup> Georgina Dufoux, secrétaire d'État à la famille, à la population et à l'immigration, a souhaité, le 12 juillet au cours d'une conférence de presse, l'accomplissement de la procédure qui devrait permettre la « dévolution » (vente symbolique) des immeubles de la cité des 4000 de l'Office public d'H.L.M. de la Ville de Paris à la municipalité de La Courneuve. Mais il faudra, après, réhabiliter la cité. Dès cet été, des projets d'animation sociale seront mis sur pied à La Courneuve dans le cadre « Loisirs-Jeunes ». Il s'agit essentiellement d'activités sportives.

# SPORTS

## LA ONZIÈME ÉTAPE DU TOUR DE FRANCE CYCLISTE

### Simon blessé, Zoetemelk dopé

Victime d'une chute mardi 12 juillet au cours de la onzième étape, Luchon - Fleurance, remportée par Régis Clère, Pascal Simon, le porteur du maillot jaune, souffre d'une fracture de l'omoplate gauche. Il a néanmoins conservé la première place du classement général et a pris, contre l'avis des médecins du Tour de France, le départ de la douzième étape, Fleurance - Roquefort-sur-Soulzon. Trois coureurs sont sanctionnés pour dopage : Joop Zoetemelk, Pierre Bazzo et Jean-François Rodriguez.

De notre envoyé spécial

Fleurance. — Nous aurions aimé consacrer l'essentiel de cette chronique à l'acte de courage de Pascal Simon, sérieusement blessé au quatorzième kilomètre d'une étape qui en comportait 176. Un acte de courage d'autant plus admirable qu'il semble inutile. Le porteur du maillot jaune a préservé son avance en dépit d'un accident survenu dans des circonstances qui laissent supposer la mauvaise ambiance du peloton. Toutefois Simon n'a que peu d'espoir de terminer le Tour, alors que la veille il faisait figure de vainqueur probable. La leçon de volonté qu'il donne ainsi honore la profession de coureur cycliste.

Il nous faut aussi parler malheureusement d'une nouvelle affaire de dopage qui concerne trois coureurs dont un champion de grande notoriété, Joop Zoetemelk. Le Néerlandais a fait l'objet d'un examen, qui s'est révélé positif, dans le cadre du contrôle médical effectué le 3 juillet, au soir de l'étape contre la montre par équipes Soissons - Fontaine-au-Pire. Il est frappé d'une pénalité de dix minutes qui le rétrograde dans les profondeurs du classement général.

Selon le résultat de l'analyse, confirmé par une contre-expertise, Joop Zoetemelk aurait absorbé une hormone figurant sur la liste des produits interdits, la Nandrolone. Il se défend pourtant d'avoir « triché ». « Je savais, dit-il pour tenter d'établir sa bonne foi, que les deux premiers coureurs devaient se présenter au contrôle après l'arrivée de l'étape contre la montre que nous avons gagnée, mes équipiers et moi-même. Or j'ai franchi la ligne en deuxième position. C'est bien la preuve qu'il n'entrerait pas dans mes intentions de me dérober à la visite médicale. »

#### Un cas sans précédent

L'argument est troublant et le système de défense habile. Toutefois Zoetemelk avait déjà été sanctionné pour dopage dans le Tour de France, en 1977 et en 1980. En outre, Pierre Bazzo, qui est également convaincu de dopage, appartient lui aussi au

groupe Mercier, les cas de récidive ayant un caractère aggravant. L'affaire Zoetemelk pose par ailleurs un problème nouveau dans la mesure où le coureur néerlandais a été pénalisé à l'issue d'une course contre la montre collective. Solidaire de l'équipe dont il fait partie, il a naturellement participé à la victoire qui permit à Jean-Louis Gauthier, on s'en souvient, de s'emparer du maillot jaune, et à tous les coureurs de la formation Mercier de s'attribuer des bonifications.

D'une certaine façon, la sanction infligée à Zoetemelk remet donc en question le classement établi à Fontaine-au-Pire. On peut imaginer que les responsables de l'équipe Peugeot, classée deuxième de cette étape contre la montre, ne laisseront pas passer l'incident sans réagir, fût-ce pour la forme. Cette affaire sans précédent démontre en fin de compte que si la lutte antidopage est nécessaire elle repose sur une réglementation confuse et sur de redoutables improvisations.

JACQUES AUGENDRE.

#### ONZIÈME ÉTAPE

Bagnères-de-Luchon - Fleurance (177 km)  
1. Régis Clère, les 177 km en 4 h 27 min 6 sec. (moy. 39,760 km/h) ; 2. Jourdan à 5 sec. ; 3. Pirard à 5 sec. ; 4. Wijmans L. à 25 sec. ; 5. Laurent à 28 sec. ; 6. Van der Poel à 33 sec. ; 7. Demierre à 33 sec. ; 8. Lubberding à 33 sec. ; 9. Bazzo à 33 sec. ; 10. Delgado à 33 sec. ; 11. Ph. Anderson à 2 min. 3 sec. ; 12. K. Andersen à 2 min. 6 sec. ; 13. Edouard à 2 min. 6 sec. ; 14. Kelly à 2 min. 6 sec. ; 15. Vallot à 2 min. 6 sec., etc.

#### CLASSEMENT GÉNÉRAL

1. Pascal Simon, 53 h 3 min. 15 sec. ; 2. Fignon à 4 min. 22 sec. ; 3. Bernard à 5 min. 34 sec. ; 4. Kelly à 5 min. 57 sec. ; 5. Zoetemelk à 6 min. 21 sec. ; 6. Michaud à 7 min. 16 sec. ; 7. Delgado à 7 min. 32 sec. ; 8. Magion à 7 min. 36 sec. ; 9. Alban à 9 min. 9 sec. ; 10. Anderson à 9 min. 19 sec. ; 11. Agostinho à 9 min. 21 sec. ; 12. Arroyo à 9 min. 34 sec. ; 13. Bazzo à 9 min. 58 sec. ; 14. Van Der Velde à 9 min. 59 sec. ; 15. Winnen à 10 min. 18 sec. ; 16. J. Boyer à 10 min. 34 sec., etc.

## UN ACCIDENT MORTEL AU DÉPART DU GRAND PRIX DE FRANCE

### D'avantage de rigueur pour les U.L.M.

Un accident mortel a endeuillé le Grand Prix de France d'U.L.M. (Ultra-Léger motorisé) dès le départ de la première étape à Epernay, mardi 12 juillet. Ancien vice-champion d'Europe de vol à voile et ancien pilote militaire, Pascal Dargent, âgé de vingt-quatre ans, est décédé peu après son admission au Centre hospitalier de Reims. Son engin, un biplace pseudolaire (aile volante) muni par deux moteurs, s'est écrasé dans un champ. Le copilote, Marc Pinaud, âgé de seize ans, souffre d'une traumatisme crânien et d'une fracture à une jambe.

Dangereux, l'U.L.M. ? Certainement pas davantage que le trial ou que l'alpinisme. Mais l'accident survenu au départ du Grand Prix de France, à Epernay, le 12 juillet, vient rappeler que tous les sports quelque peu « pointus » présentent une part irréductible de risques même pour des pratiquants chevronnés.

En 1982, la direction générale de l'aviation civile a relevé treize et un accidents d'U.L.M., lesquels ont causé huit morts et quinze blessés. Dans plus de la moitié des cas, l'expérience du pilote s'est révélée être un facteur décisif, sinon unique, de la chute. Six accidents étaient dus à la météorologie, c'est-à-dire en fait aux effets du vent sur des machines à très faible charge : un U.L.M. pèse moins de 150 kilos à vide.

La défaillance de la structure de l'U.L.M. est intervenue dans dix accidents, celle du groupe motopropulseur dans cinq.

Bon nombre des accidents d'ultra-légers motorisés trouvent donc leur origine dans le manque de formation et l'excessive témérité des pratiquants.

#### Un brevet de pilote

L'administration française, contrairement à d'autres, s'était montrée très permissive dans un premier temps. L'U.L.M. n'a pas besoin d'un « certificat de navigabilité » exigé pour les autres machines volantes. Bien des « ulmistes » se sont ainsi affranchis du laissez-passer du service de la formation aérienne et du contrôle technique qui devrait permettre d'identifier les appareils, et, par la même occasion, du certificat d'aptitude théorique au brevet de pilote privé (avion, hélicoptère ou planeur) requis comme qualification minimum pour prétendre conduire un tel engin.

Enfin, la possibilité d'utiliser n'importe quelle pâture comme terrain de décollage n'a pas facilité la surveillance de cette activité. Beaucoup de pratiquants de la première génération ont donc appris à piloter d'une manière souvent empirique, parfois dans des écoles — pas toutes

sérieuses — et sans critères de formation précis.

Tolérable à l'époque héroïque où une poignée de fanatiques se balançaient au bout de leurs fragiles trapèzes, sans autre laxisme confinant à l'incertitude que le rapide développement de l'U.L.M. Or la première course Paris-Londres, en septembre 1982, a soudainement répandu la vogue de l'ultra-léger motorisé. Le nombre des pratiquants a fait bouillir de neige — on en compte aujourd'hui plus de cinq mille, et plusieurs milliers de machines. L'administration enregistrée en ce moment une vingtaine de demandes de laissez-passer chaque jour. Du coup, un marché de la construction a pris le pas sur celui des importations — essentiellement d'Amérique, qui, jusque-là, alimentait les besoins. En novembre 1982, la première « usine » (cinq ouvriers) de fabrication d'U.L.M. entièrement français ouvrait ses portes près de Segré, dans le Maine-et-Loire. D'autres se sont installés en région parisienne. Banquier converti à l'ultra-léger, M. Antoine Modica annonce un chiffre d'affaires de trois cents commandes pour sa société, C.M.V. (Construction de machines volantes), de Sarcelles. Le « Léopard volant », lui aussi entièrement français, est distribué chez les concessionnaires Citroën.

Ainsi, le mouvement paraît-il bien lancé en dépit du coût des appareils — 40 000 à 50 000 F en moyenne — et des méfaits de quelques aigrifrons qui, avec des baptêmes de l'air à 300 F et des heures de vol à 200 F, détourneraient plutôt les amateurs. Il était donc opportun pour les pouvoirs publics, sans vouloir tempérer l'enthousiasme des « ulmistes », de dresser quelques garde-fous. Le conseil des ministres du 1<sup>er</sup> juin dernier a ainsi décidé la création d'un brevet de pilote d'U.L.M. sanctionnant les connaissances techniques et réglementaires des amateurs. Les textes d'application paraîtront dans les prochains semaines. Ils préconiseront, notamment, d'ajouter à la formation théorique américaine une attestation de capacité délivrée par un instructeur.

JAMES SARAZIN.

## FAITS ET JUGEMENTS

### A Nice : M. Roger Mai est écroué pour usage de faux

(De notre correspondant régional.)

Nice. — M. Roger Mai, cinquante-neuf ans, président du conseil d'administration de la caisse d'assurance-maladie des Alpes-Maritimes (C.P.A.M.), a été inculpé, mardi 12 juillet, de faux et usage de faux et placé sous mandat de dépôt par M. Gérard Marnet, juge d'instruction au tribunal de Nice. Cette inculpation est la dixième prononcée par le magistrat instructeur dans l'affaire des marchés truqués de la C.P.A.M. Elle intervient après celle, le 8 juillet, du directeur de l'établissement, M. Jean-Claude Thisse (le Monde du 12 juillet), et celles du sous-directeur, M. Jean-Louis Pisano, de l'ancien chef, retraité, de la division technique, M. Raymond Pierini, et de son successeur, M. Jeanne Elissalt, de l'architecte-conseil, M. Michel Clermont, et de cinq entrepreneurs, MM. Gilbert Genietti — le seul laissé en liberté — Louis Bruscatto, Richard Benni, Guy Martin et Joël Lacaille.

M. Mai, qui est secrétaire de l'union départementale des syndicats F.O. des Alpes-Maritimes depuis 1957, présidait également les assemblées de la commission des locaux, des marchés, et la commission d'ouverture des plis de l'établissement.

L'inculpation du président du conseil d'administration de la C.P.A.M. n'en a, d'autre part, pour effet d'attiser les rivalités syndicales dans la perspective des prochaines élections à la Sécurité sociale.

G. P.

● Bernard Pesquet sera relâché. — La chambre criminelle de la Cour de cassation, présidée par M. André Brunneberg, a annulé, mardi 12 juillet, l'arrêt de la cour d'assises du Val-d'Oise qui avait condamné, le 25 juin 1982, Bernard Pesquet à la réclusion criminelle à perpétuité. Tousjours accusé de quatre assassinats et d'un meurtre commis en 1974 et 1976 (le Monde daté 27-28 juin 1982), Bernard Pesquet sera relâché par la cour d'assises de Paris.

● L'affaire de Paribas. — La onzième chambre du tribunal de Paris a fixé au 5 décembre l'ouverture du procès des inculpés impliqués dans l'affaire d'évasion de capitaux en Suisse, dite « affaire Paribas ». Les débats, que présidera M. Pierre Culié, s'achèveront le 15 février 1984 à raison de trois jours d'audience par semaine.

### UNE DÉMISSION AU CABINET DE M. BADINTER

Le directeur-adjoint du cabinet de M. Badinter, M. Régis de Gouttes, est démissionnaire. Il avait été nommé à ce poste à la suite d'une réorganisation du cabinet qui remonte à moins de trois mois (le Monde du 13 avril). M. de Gouttes était chargé de l'action publique, c'est-à-dire d'orienter l'intervention du parquet dans les affaires délicates, notamment.

La démission de M. de Gouttes, qui devrait prendre effet au mois d'août, ne résulte pas d'un désaccord avec M. Badinter, mais de la volonté de l'intéressé d'être chargé de fonctions trop « sensibles » à son goût. Cette démission ajoute aux difficultés que M. Badinter a rencontrées dans l'organisation de son cabinet. Celui-ci a connu quatre directeurs en deux ans et pendant toute cette période l'action publique n'a jamais donné le sentiment d'être tenue dans des mains très fermes. — R. L. G.

### Les irrégularités de procédure dans l'affaire des Irlandais

M. Jean Libouan, avocat général près la cour d'appel de Paris, a procédé, mardi 12 juillet, à l'audition du commandant Jean-Michel Beau, commandant la section de recherche de gendarmerie de Paris-Minimes, impliqué dans les irrégularités de procédures commises au cours de l'enquête préliminaire qui avait abouti à l'arrestation à Vincennes de trois Irlandais soupçonnés d'actes de terrorisme. Cette audition s'inscrit dans le cadre de la procédure de retrait d'habilitation territoriale de la qualité d'officier de police judiciaire. Cette habilitation a déjà été retirée temporairement à six autres gendarmes impliqués dans l'affaire.

## ÉDUCATION

### ADMISSIONS À L'AGREGATION

(par ordre alphabétique)

● SCIENCES SOCIALES.  
M<sup>me</sup> et MM. Pierre Antoine (4<sup>e</sup> ex.) ; Nicolas Boveret (2<sup>e</sup>) ; Jean-Pierre Briet (12<sup>e</sup>) ; Denis Buhoi (1<sup>er</sup>) ; Claude Dargent (11<sup>e</sup>) ; Alain Desbrières (13<sup>e</sup>) ; Catherine Fret (9<sup>e</sup>) ; Arcangelo Figliuzzi (7<sup>e</sup>) ; Philippe Guyard (19<sup>e</sup> ex.) ; Sylviane Laidis (14<sup>e</sup> ex.) ; Jean Le Gourrière (17<sup>e</sup> ex.) ; Hélène Levier (16<sup>e</sup>) ; Sophie Maurin (4<sup>e</sup> ex.) ; Dominique Pinaud (8<sup>e</sup>) ; Michel Pinet (3<sup>e</sup>) ; Henri Plagnol (6<sup>e</sup>) ; Pierre Poret (14<sup>e</sup> ex.) ; Philippe Pradon (17<sup>e</sup> ex.) ; Michel Rozé (19<sup>e</sup> ex.) ; Philippe Szymczak (10<sup>e</sup>) ;

محاضرات الأستاذ



# Le Monde

## ARTS ET SPECTACLES

« NAPOLEON », D'ABEL GANCE, A PARIS

### L'épopée des épopées



Lieu : Palais des Congrès (équipé d'un écran de 36 mètres sur 9).

Dates : 22, 23 et 24 juillet. De 16 h à 23 h (donc prévoir de se libérer un peu tôt). Trois entractes, comme si c'était Beyreuth.

Prix des places : 100 francs minimum ; mais après tout c'est un « Ring » du ciné avec triptyque et plateau de quarante-huit musiciens (l'Orchestre Colonne en chœur et en orchestre sous la direction de Carl Davis, le compositeur de la partition peut-être « définitive », un anglais pas triste).

Durée du film : cinq heures et quart.

CINQ heures et quart, bien plus qu'à l'Opéra de Paris en avril 1927, date de la toute première où se trouvait au pupitre Arthur Honegger. Un peu d'avantage aussi qu'au Radio City Hall de New-York, ces grands soirs de janvier 1931 où Carmine Coppola (le père du cinéaste) à la tête de soixante musiciens et suivant de près sa propre partition faisait respirer en grand (un triomphe à l'Américaine) les images muettes d'Abel Gance : images découvertes, chinées, glanées, recherchées, retrouvées, récoltées, rassemblées, restaurées, préparées, re-et remontées, resynchronisées par Kevin Brownlow. Ceux qui ont assisté au Havre, lors de l'ouverture de la nouvelle maison de la culture, à l'avant-première de l'événement « Napoléon vu par Abel Gance cinquante-cinq ans après », ont entendu parler de Kevin Brownlow (le Monde du 16 novembre 1982). Les historiens du cinéma et les critiques connaissent eux très bien ce champion mondial de la reconstitution cinématographique... habitués qu'ils sont à compiler ou piller son livre *The Parade's gone by*, une mine d'or concernant les grands du muet et dédiée, en 1968, à... Abel Gance.

Savent peut-être aussi qui est Brownlow les téléspectateurs ayant récemment suivi la fameuse série de treize émissions consacrées à Hollywood : ils ne manquent pas cette semaine et les semaines qui viennent les inédits de Charlie Chaplin (1) proposés par le même Kevin Brownlow, et le même David Gil, compères, compagnons, plus : amis en archéologie du cinéma pour le compte de la Thames Television. Cette société de production, de même que le British Film Institute, ne compte pas pour le moins dans la résurrection du *Napoléon* aujourd'hui proposé sous les auspices de la Cinémathèque française qui a assuré le sous-titrage.

Les Britanniques à plusieurs re-

prises, dès 1980 puis au Barbican Center l'automne passé, les Américains dans seize villes au moins via Coppola, les Italiens en septembre 1981 au Forum du Colisée, ont eu l'occasion de voir en musique la fresque historique recomposée avec sa dernière partie en triple projection sur non-moins triple écran. Alors faut-il reparrer du *Napoléon* quand un peu partout l'affaire a déjà fait sensation et donné lieu à émerveillements développés ? Ou attendre que sa présentation à Pékin ou - pourquoi pas - en Egypte constitue à nouveau un événement ?

Les Français arrivent souvent les derniers. En l'occurrence ça fait sourire les Britanniques et plaisanter les moins charvins, ou les plus anti-bourgeois : de nos compatriotes, Gauloiserie : « Ne m'emmenez ni à Waterloo Station ni à Trafalgar Square » demandait en 1972 Albert Dieudonné, l'interprète de Napoléon arrivant avec Gance pour assister à la présentation à Londres de *Bonaparte et la Révolution*. C'était un nouveau titre pour une version... raccourcie (pas de triptyque), sonorisée (introduction de dialogues dits par les acteurs de l'époque, voir vidéos évidemment).

Les Britanniques avaient agi les premiers. Reste à savoir pourquoi la projection solennelle en France de *Napoléon*, initialement prévue le 14 juillet 1981 à Ajaccio, paraît-il (les tenants de la décentralisation

culturelle ont parfois des idées provocatrices...), puis annoncée par une campagne d'affiches dans Paris à l'automne 1982 (c'était alors pour « bientôt... »), pourquoi cette première a lieu en plein mois de juillet 1983 ? Même si la crise retient, dit-on, bien des Parisiens à leur domicile habituel, les enfants et les étudiants sont au vert, les cinéphiles et les mélomanes courent peut-être les festivals méridionaux. Encore heureux (il en était question) que cela ne se passe pas le 14 juillet.

Le directeur de la Cinémathèque, M. Delcroix-Foucaud, s'est expliqué de tout cela. Difficile, a-t-il dit, de réunir les éléments indispensables à cette opération sans précédent : une salle adaptée, un orchestre libre, un moment qui convienne au compositeur pour venir diriger, etc. Dont acte... Et comme l'organisation de la manifestation a été confiée à M. Georges Cravenne, un spécialiste, et comme Europe 1 « assure » spots-annonces sur les ondes et pages dans la presse quotidienne, il n'y a pas à s'inquiéter. Les 3 700 places du Palais des congrès ne sauraient être vides.

Ne craignant pas de frôler ce que les gens du milieu et attachés de presse appellent « pub rédactionnelle », on dira donc : « Rendez-vous au Palais des Congrès », « Ne manquez pas *Napoléon* », éventuellement « payez-vous un billet de train pour Paris, même si vous êtes loin ». Parce que « *Napoléon*, c'est beau », et qu'ainsi présenté dans de bonnes conditions, à une vitesse de projection correcte, le film devient en effet

un grand spectacle. Un présage de ce que pourraient faire les maisons de la culture en mal de création théâtrale, ou ayant du mal à attirer leur public pour des concerts de forme traditionnelle... On sauverait du même coup quelques-uns des kilomètres de pellicule en train de se dégrader dans les archives du cinéma muet. Car les films nitrate ne se conservent guère plus de cinquante ans, mais les producteurs de cinéma ont autre chose à faire que d'établir, avant décomposition, des copies des originaux.

Combat perdu d'avance ? C'est en tout cas celui que mène à sa manière persévérante, acharnée, presque opiniâtre, Kevin Brownlow. Dans toute cette histoire, la reconstruction du *Napoléon* vu par Abel Gance - dont il reste toujours quarante minutes à retrouver - le héros n'est en effet Brownlow. Et comme on n'est jamais si bien servi que par soi-même, il a écrit cette histoire, longue et belle, de sa passion pour Gance. Et avec elle toute l'épopée, loquace et triste finalement, d'un film où le Griffith français inventait à la fois la polyvision, le gros plan, le montage rythmique, la caméra libre - pour ne pas parler de son art de la superposition des images, et du « paroxysme ». C'est devenu un livre (2), *Napoléon*. Il y a là une leçon d'histoire du cinéma, mais aussi de modestie. Avec cet art très britannique de mêler aux comptes rendus sérieux des anecdotes personnelles, trois souvenirs par-ci, deux images par-là, d'atténuer d'une pincée d'humour presque innocent cer-

tains jugements sans remission. Sans crainte de laisser place à l'émotion un peu grandiloquente et à ces sentiments vieillots que l'on appelait « fleur bleue ».

Nous avons rencontré Kevin Brownlow à Londres, absorbé par la finition du mixage de la version télévisée de son *Napoléon* qui sera diffusée bientôt sur la quatrième chaîne anglaise. « Ça va être bien de montrer le film à Paris », a-t-il dit simplement. Gance ayant fait jouer plus de quarante acteurs et quelque six mille figurants, il y aura sûrement dans la salle des tas de gens qui auront connu l'aventure, a-t-il ajouté. « Vous savez, Gina Manès, celle qui interprétait Joséphine de Beauharnais, est toujours vivante. Elle a quatre-vingt-dix ans et elle habite Toulouse... » Il a raconté la première au Radio City Hall, et comment il avait tenu à appeler Gance qui, avec ses quatre-vingt-onze ans, n'avait pu se déplacer. Vu le décalage horaire, minuit à New York, cela faisait six heures du matin à Paris. On réveillait Abel Gance mais il fallait qu'il entende... « J'avais repéré un poste téléphonique dans les couloirs, alors le deuxième soir, à l'instant où l'orchestre entonnait la Marseillaise finale, j'ai amené le récepteur sur la scène. A l'autre bout du fil, d'une voix un peu endormie et triste, il a d'abord répondu : « C'est trop tard... Puis il s'est repris : « Non, il n'est jamais trop tard pour bien faire... L'instant d'après, le tonnerre éclatant, une tempête d'applaudissements. Six mille spectateurs, debout, acclamaient le film, les musiciens, le chef, en un ban interminable, réclamant un bis. Au bout du fil, Abel Gance pleurait... »

Puis Kevin Brownlow s'est replongé dans son travail méticuleux de synchronisation image-musique. Cela nous a valu de revoir des dizaines de fois quelques séquences sublimes : cette scène de la Convention où Rouget de Lisle entonne la Marseillaise, ces images d'Antonin Artaud, Marat plus révolutionnaire et habité que le plus illuminé des poètes, le retour de Napoléon chez sa mère, en Corse : Napoléon enfant, triste de la disparition de son aïeul bien aimé, puis souriant de son retour. Du grandiose à chaque image et, à la vitesse de vingt images par seconde, pas du tout gigotant, comme souvent les films

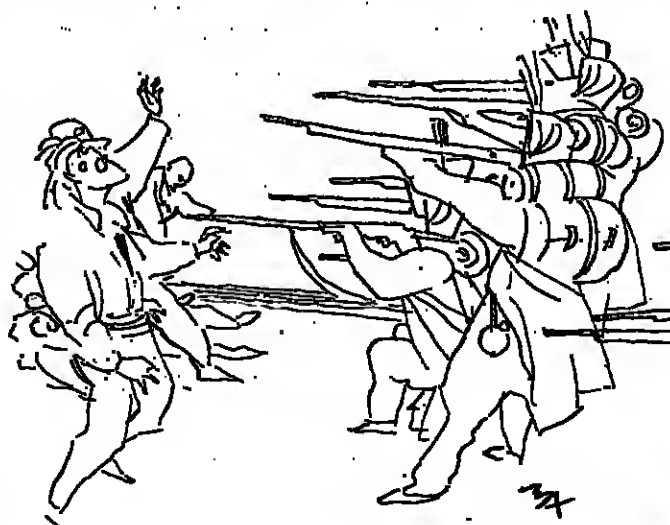
muets mal projetés. Incroyablement télévisuel. Plus une excellente définition.

Et là-dessus, là-dedans, collés à chaque fraction de seconde, les thèmes musicaux choisis ou inventés par Carl Davis. Sa partition est composée pour un tiers de musiques du dix-huitième siècle, un peu hiératiques et en correspondance avec la « gravité » d'un sujet : pour un tiers d'arrangements de chants traditionnels ou patriotiques (dances corses, *Carmagnole*, *Marseillaise*, *Chant du départ*, etc.) ; et pour le dernier tiers de compositions à lui, avec le motif de l'Aigle en leitmotiv. « J'ai utilisé la Symphonie héroïque, de Beethoven, parce qu'il la dédiait à Napoléon », dit Carl Davis. En 1803, il voyait encore celui-ci comme un libérateur. Qu'il ait ensuite effacé la dédicace, détesté l'Empereur, n'a pas d'importance puisque Gance a dû s'arrêter en 1797. Il n'y a pas de trahison, et la musique de Beethoven est très théâtrale... J'ai composé moi-même dans les moments où le film est le plus romantique ou subjectif. Pour les images symboliques je n'ai pas cherché à accentuer les effets. Voir Danton dans une forge ne demande pas de l'orchestre un bruit d'enclume renforcé, en revanche, pour les tableaux réalistes comme la bataille de Toulon, il fallait renforcer davantage, synchroniser canons et percussions... »

Carl Davis, qui a déjà écrit les musiques intégrales de quatre grands films muets, a une science exacte des cadences, des styles. Il passe du symphonique grandiloquent au quatuor ou au solo de piano. Il cherche à ne rien « manquer ». C'est avec d'ailleurs qu'il raconte les difficultés de diriger un orchestre face à des images qui - à la différence des chanteurs à l'Opéra - ne prêtent pas attention, et pour cause, à la batte du chef. Il confesse, Davis, que durant ces cinq heures et quart de musique ininterrompue, les instrumentistes à vent et le pupitre des cuivres n'ont pas la part facile. A bons souffleurs, salut.

MATHILDE LA BARDONNIE.

- (1) Chaplin inconnu (n° 1), Antenne 2.  
(2) Napoléon Abel Gance's classic film, éditions Jonathan Cape, Londres.



### UN MUSÉE, UNE ÉTAPE

#### Villeurbanne est-il branché ?

Cheque semaine pendant l'été, nous nous errerons dans un musée français, grand ou petit, neuf ou rénové, riche ou pauvre, marginal ou consacré, public ou même privé comme l'est en partie celui de Villeurbanne, le Nouveau Musée, notre première étape.

VILLEURBANNE n'est peut-être pas le lieu rêvé pour un séjour d'été. Mais c'est à peine un crochet sur le vole du soleil, et pour qui s'intéresse aux choses de l'art contemporain, aux questions qui le traversent tant sur le plan de la création que sur celui des institutions, c'est une étape presque obligée, depuis que s'y est installé le Nouveau Musée de Jean-Louis Maubant : un musée hors les normes françaises (1), plus proche de ce qu'on appelle aux États-Unis un lieu alternatif, qui s'assure l'indépendance en multipliant ses sources de financement. C'est un musée « branché », comme on dit (ou comme on ne dit peut-être déjà plus), qui travaille avec des artistes

bien placés dans l'actualité internationale.

Le Nouveau Musée habite au n° 11 d'une rue au nom étrange. Docteur-Dolard (c'est drôle, mais il n'y a pas lieu de trop insister, l'argent n'étant pas ce qui motive les protagonistes de l'initiative), dans une très vieille école, d'avant Jules Ferry ; pas triste, coquette même depuis qu'elle a été restaurée, avec ses murs peints en jaune et la dentelle rouge qui borde le toit à double pente : on hésite en la voyant ainsi entre la maison de garde-barrière et le décor de dessin animé. Au-dedans quelque 1 100 mètres carrés de salles aménagées pour les expositions, des bureaux, et l'espoir de gagner du terrain par derrière, sur des entrepôts et plusieurs petites courtes. L'espace est correct, bien revu, simplement, sans fioritures.

Le mode de financement est intéressant, multiple, on l'a dit. La ville donne les locaux, des mécènes (entreprises privées et personnes physiques) interviennent ponctuellement (travaux d'aména-

gement, éditions, expositions...). L'Etat a permis la création des emplois nécessaires au fonctionnement du musée : six permanents (deux conservateurs, une personne chargée des relations publiques, une secrétaire, une bibliothécaire, autour du directeur Jean-Louis Maubant).

Pour en arriver là, il a fallu se battre et convaincre. Le projet remonte à 1978. Il était prévu pour Lyon, où il n'a pas pu se faire. A suivi une période de flottement, de réflexion, marquée aussi par des manifestations de préfiguration, dans différents lieux : Calais d'épargne de Lyon, Club de la presse, notamment.

L'habitude a été alors prise d'inviter chaque année un artiste à venir travailler pour une période déterminée : en 1980 Daniel Buren, en 1981 Tony Cragg, en 1982 Giulio Paolini, artistes qui, depuis, ont fait l'objet de publications et d'expositions, parmi d'autres créateurs relevant volontiers de l'art pauvre et de l'art conceptuel ; et avec une volonté d'ouverture internationale et le souci d'être « pro-

fessionnel ». A l'étranger, en Suisse, en Italie, notamment, c'est un musée que l'on connaît. Il est cité parmi les trois ou quatre institutions qui s'activent à relever l'image de marque de l'art d'aujourd'hui en France.

L'exposition de l'été : Salvo, de son vrai nom Salvatore Mangione, un Italien, né au cœur de la Sicile en 1947, qui intègre les milieux d'avant-garde pour sa traversée de la peinture en solitaire. Il a été conceptuel de 1969 à 1973, puis s'est mis à peindre des autoritracts à la manière de... en saint Michel, en saint Georges ou saint Martin, des paysages, des rues, des arbres, des intérieurs de bar, des usines, d'une facture qui fait hésiter entre la naïveté et l'ironie. L'exposition est coproduite avec le musée de Lucerne.

GENEVIÈVE BREERETTE.

\* Le Nouveau Musée, 11, rue du Docteur-Dolard, Villeurbanne, exposition Salvo, jusqu'au 25 septembre.

(1) Le Monde du 23 janvier 1980.

## CAHIERS DU CINEMA 350

### SOMMAIRE

GODARD-BEAUVALIA :  
Le cinéma français a-t-il besoin d'une nouvelle caméra ?

LUDWIG :  
Une sortie pour l'été

Nouvelles de Hollywood :  
En attendant Jedi

Jim Mc Bride  
(A BOUT DE SOUFFLE - MADE IN U.S.A.)  
ou l'itinéraire tortueux d'un indépendant à Hollywood

Chez votre marchand de journaux. 23 F



## LES JEUNES AVEUGLES ET LA CULTURE

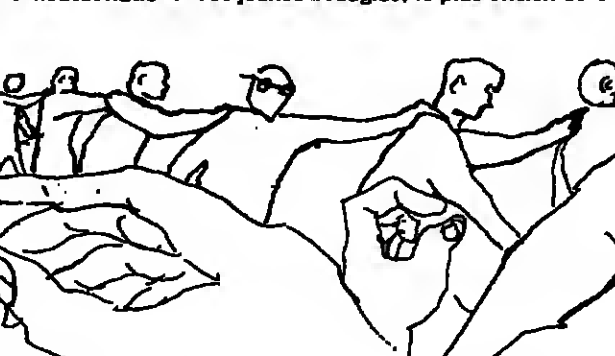
## Topographie d'un enseignement général

Il y a actuellement soixante mille déficients visuels en France, dont 25 % seulement d'évauglés complets. Leur nombre est en diminution : grâce aux progrès médicaux, les aveuglés de naissance sont de plus en plus rares. La plupart des cécités sont maintenant provoquées par des séquelles de tumeurs cérébrales, ou par des accidents. Le cancer de la rétine, spontané la première fois, devient héréditaire à 50 %.

Ils étaient autrefois organistes, accordeurs, vanniers, broyeurs, fabricants de couronne de perles, ou mendiants. Ils sont encore musiciens, parfois, mais surtout, et de plus en plus, standardistes ou sténodactylos dans les ministères, kinésithérapeutes ou développeurs de plaques radiologiques dans les hôpitaux, ouvriers à la chaîne, ingénieurs, programmeurs I.B.M., professeurs à l'éducation nationale, chômeurs. Ou seulement niais : à partir de vingt ans, les aveuglés touchent des indemnités compensatoires d'environ 4 500 F par mois.

Mais quelle est leur formation, où en est actuellement l'état de l'éducation, et spécialement de l'enseignement artistique, dans les écoles d'aveuglés ? Créé en 1781, en même temps que l'Institut des jeunes sourds, l'Institut national des jeunes aveuglés, le plus ancien et le

plus important au monde (il y en a d'autres en province, à Villeurbanne, à Toulouse, à Lille, et une vingtaine d'établissements privés), est un établissement public qui dépend du ministère de la Solidarité. Une moyenne de cent soixante-dix élèves, parmi lesquels cent trente internes, dont le coût de prise en charge est de 15 000 F, quarante professeurs, dont dix de musique (par tradition, l'enseignement musical resta le plus important), cent pianos, un budget annuel de 28 millions, de nombreux legs, et des bâtiments qui datent de 1845. L'Institut se donna pour but de développer l'enseignement général et de préparer les élèves au baccalauréat. En 1930, un ancien élève, Pierre Villay, devenu professeur à la faculté de lettres de Caen, réclamait, dans son traité *Pédagogie des aveuglés*, que l'Institut, qui était alors fédéré aux Services de l'assistance et de l'hygiène, soit anobli en passant sous la dépendance de l'instruction publique. Que peut-on espérer aujourd'hui ?



## Le droit au toucher

Depuis la loi du 30 juin 1975, dite de la réorientation des handicapés, certaines instances du ministère de l'éducation semblent critiquer le fonctionnement même du pensionnat. Le problème, politique, est devenu poétique. Faut-il intégrer les jeunes aveuglés dans des écoles ordinaires ? Ou la sécurité sociale doit-elle prendre en charge les enfants à domicile ? L'enseignement par le toucher ne sera-t-il pas toujours essentiellement différent de l'enseignement visuel ? — H. G.

fort difficile. Ils s'amuse à même d'ordinaire bien.

Comment faire manger à l'autre une tige de feuille de platane ? Pardi, en la lui mettant de force dans la bouche et en lui pinçant le nez. Comment grimper à un arbre ? En se faisant la courte échelle, bien sûr, mais auparavant en cherchant l'arbre le plus lisse et le plus rond, pour que ce soit le plus difficile possible. Ils ne disent plus : « Ça va être marrant ». Ils disent : « Ça va être éreintant ». Et ils s'écroulent de rire. Puis le professeur vient les chercher, et ils rentrent sagement dans la classe en se tenant par la main ou par l'épaule. Derrière les vitres du gymnase, de grands trampoline bien tendus les attendent pour de nouveaux jeux fous.

Les petits n'ont pas droit aux castors. Les petits doivent apprendre le Braille intégral. Les petits ne peuvent pas sortir. Les petits sont par chambre de six, au deuxième étage. Au-dessus : les grands. Par chambre de trois ou un, tiens donc. Et encore au-dessus la lingerie, et les salles de torture : les portes marquées dentiste, psychiatre ou ophtalmologiste, on ne peut pas lire mais ça fait peur. Dans l'aile gauche les

filles, dans l'aile droite les garçons. Entre les deux les couloirs d'assistance sociale, de surveillance. Les grands dorment avec leurs tables de marbre ont été brisées dans les années 60, quand ont été remis les uniformes à col monté et à boutons d'argent : « Je me souviens, dit le censeur, Serge Guillemont, les dorsoirs avaient quarante lits, et on sortait le samedi après les veilles. Il y avait les petits, les pions, et la consigne : « Pas de bruit, pas d'agitation ». Le dorsoir manquait d'intimité, nous n'avions pas de lieux à nous.

Le réfectoire aussi a été démantelé en petites salles à manger qui ont chacune son frigo, son réchaud ; maintenant on peut faire brûler tout seul les gâteaux les jours d'anniversaire. Dans un sous-sol, autrefois, sous des arcades gothiques, étaient plantées d'immenses baignoires de cuivre : dans les années 70, elles ont été emportées pour laisser place aux étagères d'une bi-

bliothèque pédagogique. Seule a été préservée la pièce centrale de l'établissement, son joyau aussi, la salle de musique monumentale avec ses colonnades de marbre ivoire, ses vitraux, ses balcons, son orgue, son Bösendorfer noir asiatique. « Il n'y en a que deux en France », dit à chaque visite la directrice, M<sup>me</sup> Petit, et ses banquises de velours rouge convertibles en prie-Dieu. On y donne des concerts d'orgue, on y transplante la chorale d'un autocar berlinois, on y écoute un chanteur de l'Opéra de Pékin ramené par le prof de géo de son voyage en Chine, on y marche en équilibre sur la rambarde du premier étage pour toucher les tuyaux de l'orgue et prouver au visiteur voyant que les aveuglés n'ont pas tous le vertige.

Que faire quand on ne peut plus s'adonner aux glissades savonneuses dans l'événement de la salle de douches, quand on ne peut plus du tout glisser du poil à gratter dans le lit du surveillant ? Choisir une couleur aigre, par exemple, un bon orange bien vif et acide, à peine regardable, puisqu'on ne voit plus qu'à peine, ou pas du tout, pour les murs de la chambre, et l'infirmerie à la femme

de ménage, qui elle voit trop bien, et vous rattrape dans le couloir parce que vous avez mal bordé votre lit.

Aujourd'hui encore, les sciences naturelles s'apprennent par le toucher. Dans les caves de l'Institut, réaménagées, que la directrice s'évertue à appeler « sous-sol » ou « locaux techniques », toutes sortes d'objets étonnants sont à la disposition des pensionnaires : des cervelles en plastique, des dents géantes, des verrières, des fleurs en plâtre, des ailes d'oiseaux, des pulpes, des yeux, des animaux préhistoriques, des escaliers miniatures. On élève des tourterelles. A côté, le professeur de géographie se plaint du « bombardement » des volatiles. « Méfiez-vous, s'écrit la directrice, la tourterelle est dans vos jambes.

— Chic, on va manger de la tourterelle à midi », dit le censeur.

Des globes noirs percés de fers s'alignent dans la classe de géographie entre une pyramide azéque reconstruite en Lego et le modèle réduit d'une charrette. Toutes les cartes

liées en résomant trop fort, ou alors les corps sont accolés deux par deux, tendrement.

C'est la tendresse ici qui est la plus visible, la plus spectaculaire. Tendresse d'une main qui se pose à plat sur un torse, dans un couloir, alors que la voix dit : « Tu me feras ma rédaction ». Tendresse de deux mains qui se quittent, alors que la voix dit : « Tu me promets que tu m'embrasseras bien ? »

L'exploration tactile est à la base de l'apprentissage. Un centre d'aide aux familles vient d'être mis en place : une éducatrice vient à domicile une fois par semaine, entre 13 heures et 14 heures, pour apprendre à l'enfant à se déplacer, et aux parents les trucs qui pourront le stimuler. L'usage de jouets adaptés à la cécité.

Au début du siècle la photographie, par manque de lumière, fait sortir les élèves dans la cour de l'Institut : les filles doivent poser autour d'un orgue, ou devant des travaux de couture ; les garçons doivent se regrouper en tableau naturaliste : l'un porte une maison, l'autre un train ; l'un tient un bateau, l'autre une pince de crabe, la botte d'épis est

en relief ne sont pas lisibles pour les aveuglés : un fleuve en creux lui en donnera difficilement l'indication, il faudra qu'il soit ciblé par un fil de fer. Les élèves ne seront sensibles à la réalité des reliefs que par les différences de toucher, les passages du lisse au rugueux. C'est encore un simple bac à sable qui fait le mieux l'affaire : le professeur le moule, y dessine un pays, le fait palper par l'élève, puis le défait pour qu'il puisse le reconstruire.

Au sortir des caves, montrant un escalier, le censeur, aveuglé, dit : « Pour aller au musée, c'est la route la plus claire ». On peut y voir la première encyclopédie de Diderot ouverte à l'article « Aveugle », un extrait en Braille de l'évangile selon saint Marc gravé en 1833 par des étudiants de Pennsylvanie, des bouillottes, des appareils à dessin sur feutrine ou sur cuir. La directrice et le censeur viennent de faire visiter l'établissement à un groupe d'élèves de l'ENA qui, l'année prochaine, entront au ministère des affaires sociales. « En tant qu'administrateurs civils, dit la directrice, vous serez amenés à vous prononcer pour ou contre l'intégration. »

HERVÉ GUBERT.

## EXPOSITIONS

## Centre Pompidou

Entrée principale rue Saint-Martin (277-11-12). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h à 20 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche et le mercredi.

Animation gratuite, sauf mardi et dimanche, à 16 h et 19 h ; le samedi, à 11 h, entrée du musée (règlement étagé) ; lundi et jeudi, 17 h, galerie contemporaine.

BONJOUR MONSIEUR MANET. Jusqu'au 3 octobre.

PRÉSENCES POLONAISES. L'art vivant autour du musée de Lodz. Jusqu'au 26 septembre.

BOYD WEBER. Jusqu'au 11 septembre.

PHOTOGRAPHES TCHÉQUES. 1928-1998. Jusqu'au 4 septembre.

TOUS LES JOURS : LA DANSE. Photographies de Marc Tulane. Jusqu'au 15 août.

DESSINS D'EXPRESSION FIGURATIVE. Jusqu'au 12 septembre.

LIVRES POUR LES VACANCES. Bibliothèque des enfants, pièces. Jusqu'au 5 septembre.

LA FORÊT RETROUVÉE. Carrefour des régions. Jusqu'au 4 septembre.

CCL. AU TEMPS DE L'ESPACE. Jusqu'au 17 septembre.

NE COUPEZ PAS ! Nouveaux médias et communications. Jusqu'au 26 septembre.

R.F.I. LE BRÉSIL DES BRÉSILIENS. Jusqu'au 19 septembre.

LA COULEUR OPTIQUE. Jusqu'au 5 septembre.

Musées

MANET, 1832-1883. — Grand Palais, entrée avenue Winston-Churchill (261-54-10). Sauf mardi de 10 h à 20 h ; mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 15 F ; le samedi : 12 F. Jusqu'au 1<sup>er</sup> août.

## LA PEINTURE NAPOLITAINE, du

Caravage à Giordano. Grand Palais, entrée place Clemenceau (voir ci-dessus). Jusqu'au 29 août.

REGARD SUR BRESSAIRE ET SON CANTON. Grand Palais, espace 404 (voir ci-dessus). Entrée libre. Jusqu'au 3 octobre.

FERDINAND HODLER, 1853-1918. Petit Palais, avenue Winston-Churchill (265-59-21). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 14 F. Jusqu'au 24 juillet.

PASTELS DES XIX<sup>e</sup> ET XX<sup>e</sup> SIÈCLES, des collections de Petit Palais. Petit Palais (voir ci-dessus). Entrée : 9 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 15 septembre.

UTRILLO. Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (562-39-94). Sauf mardi, de 11 h à 17 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 14 août. — Musée de Montmartre, 12, rue Cortot (606-61-11). De 14 h 30 à 17 h 30 ; dim. de 11 h à 17 h 30. Entrée : 3 F. Jusqu'au 30 septembre.

MURILLO DANS LES MUSÉES FRANÇAIS. Jusqu'au 24 octobre. — L'AQUARÈLE EN FRANCE AU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE. Jusqu'au 19 septembre. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Jaquard (260-39-26). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 heures. Entrée : 12 F (gratuite le dimanche et le mercredi).

GEORGES ROUAULT, dans les collections permanentes du Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi, jusqu'à 20 h 30. Jusqu'à fin septembre.

JEAN-PIERRE CHARBONNIER, 300 photographies : 1944-1982. Jusqu'au 28 août. HERBERT LIST : 150 photographies 1930-1968. Jusqu'au 19 septembre. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus).

AUTOUR DE LA FONTAINE STRAVINSKY, de Niki de Saint-Phalle et Jean Tinguely. Musée d'art moderne de la ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 25 septembre.

JAMES LEE BYARS - CASIOBOWSKI. Peintures. Arc au Musée d'art

moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 8 septembre.

LES MYTHES DE NOS NIFFES. La scène des Hittites, les adolescents 1983-2003. Musée des enfants, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 31 décembre.

PRÉSENTATION TEMPORAIRE D'ŒUVRES APPARTENANT AUX COLLECTIONS NATIONALES.

Expos : un royaume sur l'Égypte au temps des Hittites. — La peinture française au XVIII<sup>e</sup> siècle. — La scène morte et l'objet de Delacroix à Picasso. — Le fonds Effet au musée d'Orsay. Musée d'art et d'essai, palais de Tokyo, 15, avenue du Président-Wilson (723-36-53). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 7 F ; le dimanche, 3,50 F. Jusqu'au octobre.

LAPRADE ET BOURDELLE, vers 1908. Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (548-67-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 2 octobre.

L'EXPO DES EXPOS. Expositions universelles, Londres 1881-Paris 1889. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (260-32-14). Sauf mardi, de 13 h à 19 h ; sam. et dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 12 décembre.

MAGRITTE ET LES PUBLICITAIRES. Jusqu'au 12 septembre. A LA BELLE ENSEIGNE. Jusqu'au 19 octobre. Musée de la publicité, 16, rue de Paradis (246-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h.

GUS BOFA et les illustrateurs de l'entre-deux-guerres. Musée-galerie de la Seine, 12, rue Surcouf (555-91-50). Sauf dim. (et jours fériés), de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 10 septembre.

HOMMAGE À ODETTE CAMP. Paris disparaît 1950-1978. Jusqu'au 28 août. HENRI LEHMANN (1814-1882). Portraits et décors parisiens. Jusqu'au 4 septembre. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (272-21-19). Sauf lundi, de 10 h à 19 h. Entrée : 9 F, gratuite le dimanche.

THÉRÈSE D'AVILA ET L'ART CONTEMPORAIN. Musée de Luxem-

bourg, 19, rue de Valenciennes (354-95-00). Sauf lundi, de 10 h à 19 h. Jusqu'au 31 juillet.

J. RAINE. Peintures, aquarelles et dessins. BRUNO POISSIER. Les jardins de Luxembourg. Orangerie du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes. Tous les jours, de 10 h à 19 h. Du 15 au 28 juillet.

CHINE : LES FRESQUES DU DESERT DE GÖBI. La route de la soie. Muséum d'histoire naturelle, 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire (338-14-41). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 17 août.

CHATEAUBRIAND, BREST ET LA MER, 1783-1893. Musée de la Marine, palais de Chaillot (553-31-70). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 28 août.

POUPÉE-JOUEUR, POUPÉE RE-TELE. Musée de l'Homme, palais de Chaillot (553-70-60). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 11 F. Jusqu'au 16 septembre.

LA POSTE ET L'AVIATION. Musée de la poste, 34, boulevard de Valenciennes (320-15-30). Sauf dim. (et jours fériés), de 10 h à 17 h. Jusqu'au 3 septembre.

L'ÉLÉPHANT ET LA PLUME. Musée du jardin d'acclimatation, boulevard des Sablons (747-47-64). Jusqu'au 31 décembre.

Centres culturels

NEUDES ET LIGATURES. — Fondation nationale des arts graphiques et plastiques, 11, rue Berryer (563-90-55). Sauf mardi, de 12 h à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 28 août.

LA PLACE ROYALE DU PEYROU A MONTPELLIER. — Orangerie de l'hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (274-22-22). De 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 4 septembre.

LE PAYSAGE NAPOLITAINE, dans les séquences de G. Gignoux. Orangerie du parc de Bagatelle, bois de Boulogne. Sauf lundi, de 11 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 31 juillet.

TROIS GRANDS PROJETS A PARIS : l'effort du monde arabe, l'effort des Russes, l'effort de Robert Dela-

Institut français d'architecture, 6, rue de Tournon. Sauf dim. et lundi, de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 17 septembre.

L'ARCHITECTURE DANOISE. Traditions et formations. Maison du Danemark, 142, avenue des Champs-Élysées. De 13 h à 19 h ; de 15 h à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 28 septembre.

CLAUDE MONET AU TEMPS DE CIVERNY - TRANSPARENTS. — Photographies. Centre culturel du Marais, 28, rue des Francs-Bourgeois (272-73-52). Sauf mardi, de 11 h à 19 h. Entrée : 19 F. Jusqu'au 17 juillet.

FAUNE ET FLORE EXOTIQUES DANS L'ART. — Le Louvre des antiquaires, 2, place du Palais-Royal (297-27-00). Sauf dim. et lundi, de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 25 septembre.

A PIERRE ET MARIE. Une exposition de travaux. Institut Curie, 26, rue d'Ulm (229-68-61). Ven. sam. et dim. de 11 h à 19 h. Troisième partie. (Fermée en août).

ARTISTES DE LA SASKATCHEWAN : Bernstien, Fafard, Koverlin, Linder, Rogers. — PORTRAIT D'UN STUDIO D'ANIMATION. Centre culturel canadien, 5, rue de Constantin (351-35-73). De 10 h à 19 h. Jusqu'au 18 septembre.

J.I.E. — Centre culturel Wallonie-Bruxelles, 127, rue Saint-Martin (271-26-10). De 11 h à 19 h. Jusqu'au 11 septembre.

UNE JOURNÉE À LA CAMPAGNE. — Pavillon des arts, 101, rue Rambuteau (232-52-50). Sauf lundi (et jours fériés), de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 31 août.

LA PLACE DES VICTOIRES ET SES ABORDS. Mairie du 1<sup>er</sup> arrondissement, 4, place du Louvre. Sauf lundi, de 11 h 30 à 18 h. Jusqu'au 25 septembre.

MURAILLES ET JARDINS. Maison du Nord-Pas-de-Calais, 18, boulevard Haussmann (770-59-62). Sauf sam. et dim., de 9 h 30 à 19 h. Jusqu'au 30 septembre.

MEXIQUE PEINTRES CONTEMPORAINS. Collections parisiennes. — Centre culturel de Mexico, 47bis, avenue

Bouquet (555-79-15). Sauf dim., de 10 h à 18 h ; sam., de 12 h à 18 h. Jusqu'au 26 juillet.

XAVIER ZEVAK. — Hôtel de Saint-Aignan, 75, rue du Temple. Jusqu'au 23 juillet.

Galleries

L'AVANT-GARDE AU FÉMININ. — Dessins. Galerie de la maison des beaux-arts, Paris, 1907-1930. CHADWICK. Viaggi am de sculpture, 1903-1983. — Artcurial, 9, avenue Matignon (256-32-90). Jusqu'au 31 juillet.

DOMINIQUE MARQUET-LAUSCH. Dessins. Galerie de la maison des beaux-arts. CROUS, 11, rue des Beaux-Arts. Jusqu'au 22 juillet.

QUATRE AMÉRICAINS : Johnson, Katz, Koolhaas, Woodman. Galerie Zabrizkie, 37, rue Quincampoix. Jusqu'au 10 septembre.

COPONE, DEGOTTIX, GREAT-BOUSS. etc. Galerie M. Gudel, 22, rue de Poitou (271-60-06). Jusqu'au 31 juillet.

ESQUISSES ACCOMPLIES. Œuvres d'Arac, Bontoux, Bouillie, etc. — Galerie Danton Roy, 15, rue Grégoire (325-57-39). Jusqu'au 30 juillet.

SHEILA HICKS - DANIEL GRAFFIN. — Paris Art Center, 36, rue Fal-

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

CHATEAU DE BRETEUIL. 3 km de CHEVREUSE. JEUDI 14 JUILLET à 17 heures p.e. Valois

FESTIVAL DE L'ILE-DE-FRANCE. Château de Breteuil. RÉCITAL DE PIANO. 14 JUILLET à 17 heures

DUSSAUT. RAMEAU, DEBUSSY



## Musiques

**L**ES aveugles ne sont pas toujours là où l'on croit qu'ils sont. On les imagine dans des sallas noires, perchés sur leurs petites machines à sécher ou pour le moins le papier dans le sens de la lecture, et bien non, ces messieurs et ces dames sont perchés sur une montgolfière, et hument le bon air du Jura. On les imagine déchiffrant péniblement les premières lettres des mots, et bien non, ils gèrent en braille ; et bien non ! ils gèrent sur un cheval, ils font du tandem ou du patin à glace, ils visitent une biscuiterie nantaise ou une centrale thermique, ils goûtent les vins d'une cave des Pyrénées, ils visitent un musée, ils défilent leur propre couloir d'observation, un sentier forestier dans lequel ils trouvent les pièces de leurs herbiers. Classes vertes, classes de neige, échanges linguistiques : les aveugles, les malvoyants, les sourds, ou débrouillés. Ils ont leur club radio amateur, leur groupe de rock, ils écoutent les radios li-

— bres, bien sûr, mais « regarder » Georges-Pompidou, Les mains

« Serge Guillemet amène-  
sion » à la club vidéo ; tous  
les samedis, ils vont louer  
au Vidéo-City des cassettes de films  
bien horribles, *l'Exorciste*,  
le Loup-Garou de Londres, *Mid-  
night Express* (serait-ce  
qui constituent le monde extérieur  
comme celui de l'épouvante ?).  
A Angoulême, au Salon de la  
bande dessinée, ils se font son-  
ner les albums.

Et la peinture, le dessin, la  
photo ? Au siècle dernier, un  
« humaniste » tente de  
construire en relief, grandeur na-  
ture, une réplique de *l'Angelus*  
de Millet ; illisible, et bientôt à la  
casse au musée comme un, non-  
sens juré. Les planisphères  
en relief qu'envoie Air France aux  
classes d'aveugles restent inuti-  
lisées : trop compliquées, ou pas  
assez, comme ces cartes de géo-  
graphie aux saillies trop colorées.  
« Il ne s'agit pas forcément d'effi-  
mer les données visuelles, ex-  
plique le censeur de la région,  
Serge Guillemet, car  
quelqu'un qui garde la vue garde  
des notions de couleur et de lu-  
mière : il peut encore en ressentir  
des sensations. Mais, pour  
l'éveugé complet, l'intérêt pour  
la peinture reste intellectuel. »  
« La peinture et la sculpture sont

« Serge Guillemet amène-  
sion au Musée de l'enfance, aux  
Invalides. Premier problème : la  
cassette refuse de dévider des  
tickets d'entrée, même collec-  
tifs : « Ils ne vont rien voir,  
qu'est-ce qu'on va leur faire  
payer ? » Vexation. Dans les  
salles, les gardiens hurlent des  
qu'on essaie d'ouvrir une vitrine,  
Serge Guillemet écrit une lettre  
de protestation au ministre de la  
défense, qui lui répond : « Ils  
n'ont qu'à toucher les chaises qui  
sont dans la cour. »

Une autre fois, lors d'une  
classe verte, la direction d'un  
musée de province prépare pour  
les élèves une classe spéciale  
qu'elle remplit d'objets inces-  
sables, morceaux de pierre pseudo-  
néolithiques, et dissimule ses ad-  
mirables vases étrusques. Le  
censeur insiste pour qu'ils soient  
mis à la disposition des enfants.  
« Vous croyez vraiment que  
je demande la direction de la classe ?  
On planifie tout. » Entre les mains  
des écoliers les chefs-d'œuvre  
de la Haute Antiquité. Ravisse-  
ment. Et pas une seule casse. On  
avait aussi fait couler les enfants  
pendant deux heures, juste  
avant, pour leur « ôter leurs  
nœuds ».

**C**ES centaines et ces milliers de lignes, innombrées à plat, que vous déchiffrez presque mécaniquement chaque jour, pour votre défense ou pour votre étude, dans les journaux, les magazines, les livres, les aveugles, appellent ça le *texte noir*, celui qui ne se laisse pas toucher, sur qui les doigts glissent sans rien faire. Dites-vous, vous qui êtes en train de lire, que vous déchiffrez à peu près cinq cents mots à la minute. Qu'un aveugle, avec le braille abrégé, qui lui fait gagner 45 % de temps de lecture sur le braille intégral, ne peut déchiffrier qu'entre soixante et deux cents cinquante mots à la minute, pour les meilleurs praticiens. Que la lecture dite rapide, en diagonale, leur est impossible. Qu'un ouvrage de voyant, une fois transcrit en braille, décuple son volume. Qu'il faudrait une brousse pour transporter le plus simple modèle du Petit Larousse. Que la fabrication d'un livre en braille, produit à deux cent cinquante exemplaires, revient à 400 F, sans compter le coût de l'amortissement.

*e Tous les matins, avant d'entrer dans mon bureau et en passant devant sa statue, raconte Serge Guillemet, censeur de l'Institut national*

**T**OUS les aveugles ne sont pas musiciens, dit un aveugle, comme on ne peut pas dire que les aveugles sont gais et qu'ils aiment qu'on les fasse traverser »...

Dans l'Antiquité, on trouve des bas-reliefs avec des rhapsodes aux baguettes et au Moyen Age des bardes celtiques aux baguettes. En Italie, l'organo Landoni donne à l'aveugle un caducée. Mais c'est qu'à partir du Braille que l'enseignement musical s'organise : classes de solfège, d'harmonie, de contrepoint et de piano. Son système de notation musicale permet enfin de lire avec la main gauche la partie basse et la main droite, de la jouer, puis de lire avec la main droite le texte de la main gauche : quand chaque main a bien répété, l'instrumentiste mélange les deux parties, par phrases courtes, sur une moyenne de quatre mesures. Lors de la composition, la partition est entièrement envisagée : le pupitre est vierge.

La classe est vide : presque entiè-

**Louis Braillo.** » Né en 1809, Louis Braille perd la vue à l'âge de trois

ans. De 1828 à 1851, on le retrouvait professeur de mathématiques, pianiste et organiste à l'Institut. C'est lui qui invente un alphabet pour aveugles; transcription du celui des voyants; basé sur six points saillants. Le système permet aussi la notation musicale, car du temps de Haüy on lisait la musique sur des portées en relief, avec cinq fils de fer tendus.

Depuis, les choses se sont compliquées. Chaque aveugle, depuis son enfance, dispose d'une machine à écrire à six touches (remboursée par la Sécurité sociale) qui lui permet de taper plus vite qu'un voyant, il a aussi sa petite tablette d'écriture manuelle à perforage. Le carton des volumes en braille s'use un peu plus à chaque lecture. Un système américain de thermoformage — une sorte de four duplicateur qui peut sortir de trois cents reproductions à l'heure — d'une même matrice — permet de polycopier des textes ou de petits manuels scolaires, de reproduire des cartes géographiques. Des extincteurs de revues thématiques sont placés hors de la bibliothèque, à proximité des classes. Mais les jeunes aveugles disent qu'il n'y a rien à la toucher du plastique.

En décembre 1981, sous la présidence de Georgina Dufoux, un centre de production braille informatisé, le

entre à son tour, allume sa pipe et se penche pour l'écouter.

Le professeur nitre à lui l'élève, l'idée du saur est si étendue, la légèreté, et le palpe aux épaules pour le reconnaître, tandis que Raphaël dit dans une plainte mêlée de comédie :

« J'en ai assez de l'harmonie, c'est trop dur. » « Mets-toi en doigt », dit le professeur. Raphaël prépare le doigt, elle vient, joue, et dit d'eau de la Villo d'Ester, de Liszt, un croix est posée sur sa poitrine, elle vérifie que son petit sac en forme d'ours est bien contre elle. Marie veut enseigner la musique.

« Tu me Jones ton morceau ? » dit le professeur.

« Oui, mais j'ai peur que je n'aie pas oublié que vous m'aviez promis une cassette ? » L'élève frotte ses doigts et souffle dessus. Le professeur échantonne les notes e même temps. « Ce n'est pas mal du tout. » « Je me plante toujours d'un moment mais j'ai l'aine bien vraiment ce morceau. » « Combien j'vous dois pour la cassette ? »

— 38 F. — Qu'est-ce que je bois, le

**ive le braille**

transcriptions fournit des documents à la demande et a produit cette année trois manuels scolaires : biologie, géologie, éducation civique. Le livre de Michel Tournier, *Vendredi ou la vie sauvage*, a été transcrit en braille et tiré à quatre cent cinquante exemplaires. Un informaticien en poste a produit les textes sur ordinateur ; les graphiques, les images, les exercices basés sur des bandes dessinées sont soit supprimés, soit adaptés ; les tableaux linéaires. Une logicienne fait l'ébégé du texte au noir et le stocke sur minidisquette. L'imprimerie débite ensuite le texte en braille, qui sort tout précis en accordon, qui sera massicoté et relié par emboîtement. Trois mois de travail, d'adaptation et d'entrée du texte sont nécessaires pour fabriquer un livre, généralement tiré à cinquante exemplaires.

Alors, que lisent les aveugles ?

« Les petits aiment toujours Enid Blyton et les romans d'aventures. Les plus grands écoutent Bernard Pivot et réclament tout ce qui touche à la psychologie, à l'adolescence, aux phénomènes sociaux, comme le dragueur », explique la documentaliste, M<sup>lle</sup> Mouffé. « Les nouvelles de Maupassant sont toujours demandées ; le Petit Prince, produit par quatre imprimeries différentes, est un succès ; les gros succès, Les Bosses du Médoc, sont systématiquement transcrits ».

les élèves, explique Pascal, qui vient de passer son Bob F. (antique) et qui est élève Conservatoire. On a l'impression que les élèves musiciens se regroupent d'un côté et pénètrent rarement dans l'autre camp. » Actuellement la musique est en très sérieuse diminution de nombre, mais elle va regagner, dit M. Robert, professeur de piano et d'orgue. On rente beaucoup à ce que les élèves passent leur bac et on leur laisse peu de temps pour travailler l'instrument. On ne peut pas dire que les musiciens soient très nombreux, mais on croit que la musique ne donne pas de débouchés, ne soit pas lucrative. »

Sur cent quatre-vingts élèves poursuivant quarante deviendront professionnels de la musique. Ils enseigneront dans les lycées ou les conservatoires, ils seront instrumentistes professionnels, ou encore, comme le dit M. Maude, professeur à l'Institut depuis 1951, est de voir mes élèves trouver un débouché professionnel. Je connais les enfants. J'en ai six

ils sont si anxieux ou si légers devant leur avenir. » Mais plus tard il fera un lapsus : au lieu de « les débouchés s'ouvrent », il dira : « les débouchés souffrent »...

et les porter à des lecteurs, le lecteur représentant souvent l'intermédiaire avec l'extérieur. Ils aiment aussi toucher, ils ont besoin de toucher, ils aiment sentir que ça rampe, il est bon qu'ils frottent, même s'ils reportent sans cesse sur la machine.

Mais le jeune aveugle, comme les jeunes voyants, lit de moins en moins. L'avenir immédiat de sa culture semble se tenir dans une petite machine importée des États-Unis, inventée par un certain M. Parkins, et dénommée en France Versa-Braillon. Il n'y en a que deux en France, alors qu'il y en a dix à Québec on le donne à chaque aveugle. C'est un petit magnéphone à cassette dont chaque frappe provoque un signal magnétique que qu'il s'inscrit sur une mémoire tampon. Quatre cents pages de livre peuvent être emmagasinées en deux minutes, et quatre cent mille caractères sur une cassette d'une heure. Une touche de mise en lecture permet de redonner le texte sur un plateau de vingt lettres, de l'avancer de la reculer. Cette machine coûte actuellement 60 000 F, et son prix ne risque pas de baisser avec le hausse du dollar. Le ministre de la Santé entend de la refusé qu'elle soit considérée comme une prothèse de l'aveugle, et remboursée par la Sécurité sociale. — H.G.

***Vive le braille !***

## EXPOSITIONS

guitre (322-38-97). Jusqu'en 31 juillet.

**THOMAS L'ÉCLAT.** — Galerie A. Broussé, 4, rue Aubry-le-Boncheur (274-66-64). Jusqu'en octobre.

**ŒUVRES SUR PAPIER.** — HÉRI AUSTRAS, 29, rue Camurain (266-15-15). Jusqu'en 10 septembre.

**LES SÉDUCTIONS UTOPIQUES.** — Choix de publicités Mafias. — Galerie Idéologie Duping, 13, rue de l'Abbaye (326-51-05). Jusqu'en 10 septembre.

**LESSEZ BROGOWSKI** *Combustions dans le désastre.* — Galerie A. Oudin, 28 bis, boulevard Sébastopol (271-83-65) jusqu'en 10 septembre.

**JEAN-PIERRE CHAUVET.** Peinture. — Galerie Brézard, 70, rue Bonaparte (326-40-94). Jusqu'en 31 juillet.

**CLAUDE FORBIN.** Galerie d'art international, 12, rue Jean-Ferrandi (548-84-28). Jusqu'en 13 août.

**PATRIEN GACON.** Huiles et pastels. — Galerie Claude-Bonard, 9, rue des Beaux-Arts (274-30-30). Jusqu'en 31 juillet (à partir du 22 septembre au 1<sup>er</sup> octobre).

**MILÉOS.** Sculptures. Galerie J.-P. Lavignes, 15, rue Saint-Lambert (21-63-56-02). Jusqu'en 28 juillet.

**JOAN MIRO.** Œuvres récentes. Sculptures. Galerie A. Mieghe, 46, rue du Bac (222-13-59). Jusqu'en fin juillet.

**TAL-COAT.** — Ex champs africains. Lavie. — Galerie Civiages, 46, rue de l'Université (296-69-57). Jusqu'en 23 juillet.

**VELICKOVIC.** Peintures 1980-1983. — Galerie de France, 52, rue de la Verrerie (274-38-00). Déserte. — Galerie le Dessein, 27, rue Gnégnand (633-04-66). Jusqu'en 23 juillet.

**BOYD WHEAT.** Galerie C. Crouzet, 80, rue Quinquamp (887-60-81). Jusqu'en 23 juillet.

**En région parisienne**  
BREITIGNY. A propos du corps et de son image. — Photographiques. Centre d'Etudes et de Recherches sur l'Image. 1984.

28-30. **Sauz dui**, de lundì, de 10 à 12 h et de 14 à 18 h. Jusqu'à 30 septembre.

**DOURDAN**, Nicolas Vial. - Musée du Château, place du Général-de-Gaulle (459-65-68). **Sauz lundì et mardi**, de 10 h à 18 h. Jusqu'à 22 septembre.

**LA DEFENSE**, Sculptures des artistes 80. Galerie de l'Épiscopalium, jusqu'à 31 août.

**LA FLEUR**, Thèse marse. - Tapissierie contemporaine, Fleurs de Paris, 2, avenue Foch (434-54-00). **Sauz lundì**, jusqu'à 31 août.

**LA FLEUR**, Antony de Saint-Marc, de Cézanne. - Musée, 5, rue du Maréchal-Murier (439-17-91). **Jusqu'à 31 juillet**.

**NEIGEMOURS**, Lohme. - sculptures, 10, rue de la République (428-27-42). **Jusqu'à 25 août**.

**PONTOSSE**, Le visible de Nicot et de l'Invisible. - Musée de la Ville, rue Lamoignon (031-93-09). **Sauz mardi et jours fériés**, de 10 h à 12 h et de 14 à 18 h. **Jusqu'à 6 novembre**.

**RENNES**, Les sculptures de la Ville, novembre. - Musée, 17, rue Chateaux (031-06-75). **Sauz lundì et mardi**, de 14 h à 18 h. **Jusqu'à 2 octobre**.

**SCAUAUX**, Colbert au pavillon de l'Alma. - Musée de la Ville (661-06-19). **Jusqu'à 25 septembre**.

### En province

**Le Monde** daté 30 juin a publié une liste des principales expositions d'été en province. En voici quelques autres :

**AIRAINES.** Jeanes peintres de la République de Chine. — Centre d'art et de culture, Priéret (26-05-05). Jusqu'au 18 septembre.

**ADX-EN-PROVENCE.** Karen Hapson : traces d'ombre. — Musée des tapisseries (21-05-78). Jusqu'au 15 novembre.

**ALLES-FRAN.** Musée Massenet. — Musée municipal du Colomier (86-30-40). Jusqu'à fin août.

**ANGERS.** Tunde Unger. — Musée des beaux-arts, rue des Beaux-Arts (86-65-00). Jusqu'au 18 septembre.

gènes de l'homme : sculptures à boscher. — Musée Pinac. 32 bis, rue Lamoignon (88-94-27). Jusqu'au 11 novembre.

**ANNÉCY.** Alcaïcos et la gravure naïve. — Musée-château (45-29-66). — Musée Pinac. Des Rembrandts à Bayard ; suite des de Maysen Aug. Jusqu'au 31 octobre.

**AUTUN.** Mobilier et objets d'art et collections du musée. Musée Rolin, 3, rue des Bauges (52-09-76). Sd.

**BOULOGNE.** Les peintures de la grande Chanson de Merval. Jusqu'au 24 juillet.

**AUXERRE.** Legs Zavel. — Musée du souvenir. 1-2, quai de la République (55-26-27). Jusqu'au 31 octobre.

**BORDEAUX.** Oskar Kokoschka, 1895-1918. — Musée d'Art Moderne, 20, cours d'Albret (50-91-60). Jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre. Sol LeWitt : sans sujet et structure. — Musée d'Art Moderne, 20, cours d'Albret (50-91-60). Jusqu'au 21 août.

**CAEN.** Johnny Friedlander. Gravures récentes. — Musée des beaux-arts (55-28-63). Jusqu'au 29 août ; Cerdé : naïf rétrospectif : peintures, sculptures, mobilier. — Musée d'Art Moderne (55-28-63). Jusqu'au 29 août.

**CAHORS.** Les nuits yougoslaves. Musée (55-60-33). Juillet-août.

**CAISAS.** Annette Messager : chimères 1962-1963. — Musée des beaux-arts et la Biennale, 25, rue de Solignac (97-01-01). Jusqu'au 29 octobre.

**CHARENTAIS.** Les sculptures de la tour, dessin. Galerie de l'Assommoir pont, 13, boulevard Gambetta. Jusqu'au 29 août.

**CHARENAC.** Jean-Jacques Dessalines, ministre de la Ville. 1890-1982. Malinval. — Musée de la Ville. 1890-1982. Malinval. — Musée de la Ville. 1890-1982. Malinval.

**CASES-DE-VEYRE.** Robert Laugel. — Fondation du château de Jau. Jusqu'au 15 septembre.

**CHALON-SUR-SAONE.** La grotte de Lescaux (reconstitution de la salle des sorcières). Maison de la culture. Jusqu'au 30 septembre.

**CHARENTAIS.** Sex sculptures pour les musées d'Europe. La Roche, Dupuis, Ghese, Rousseau, Varlet. — Musée des Beaux-Arts. Jusqu'au 29 août.

beaux-arts, 29, rue du Cloître-Nord-Dames  
(36-41-39), jusqu'au 3 septembre.

**CHATEAUBOUX.** Regard sur le  
centre - Centre d'art contemporain,  
place Sainte-Françoise (34-98-25) jusqu'au  
6 septembre.

**DION.** Portrait d'un village ; Sainte-  
Colombe-en-Armanç - Musée Perrin de  
Puycaumont, 17, rue Sainte-Anne (30-  
40-30), jusqu'au 30 septembre.

**STYFANOSS.** Le Concorism, 16, rue  
Quentin (30-75-23). Jusqu'au 23 juillet.

**DUNKERQUE.** Gérard Schmiedler,  
Musée d'art moderne et d'art  
contemporain (65-94-00). Jusqu'au 25 septembre.

Les peintures orientalistes, de 1850 à  
1914 - Musée des beaux-arts, place du  
Général-Gaulle (66-21-57). Jusqu'au  
25 septembre.

**EVREUX.** Tat-Cat, parerss 1945-  
1963. Musée, ancien Evêché (30-24-35).  
Jusqu'au 30 août.

**FONTENAY-LE-ABBEY.** Le  
Labyrinthe d'art, société et culturel,  
rue du 30 octobre. Art meret contem-  
porain, art de Flecken. Jusqu'au 30 juillet.

Abbaye de Fontenay (51-73-52).

Le Centre d'art contemporain, 10, rue  
Général-Gaulle (33-99-33). Jusqu'au  
30 septembre.

**GRENOBLE.** Trois destinations au  
musée ; Musée d'art moderne, place  
de Verdun (34-09-82). Jusqu'au 31 sep-  
tembre.

Le Centre des Grenoble, 1240-  
1900. Musée Dauphinois, rue Maurice  
Gignoux (37-66-77). Jusqu'au 19 mars  
1983.

Le Centre d'art contemporain, 10, rue  
Fleuve sous la Révolution et l'Empire -  
Musée Stendhal (41-81-42). J. jusqu'au  
15 septembre.

**LA ROCHELLE.** La nature à l'Amé-  
ricaine (41-38-39). Juillet.

**LYON.** Les Baudin, 1843-1907.  
Musée des beaux-arts, palais Saint-Pierre  
(28-07-66). Jusqu'au octobre - Adama-  
hah, 10, rue de la République (47-73-73).  
La terre. ELAC, centre d'échanges de  
Perrache (44-27-37). Jusqu'au 18 sep-  
tembre.

**MACON-SAINTE-ALBAIN.** Gustave  
Effet sur l'antiquité. Aitroart. A 6.  
Jusqu'au 5 septembre.

**MARSEILLE.** Alfred Hoffmann :  
Hommage à Marseille, Musée Cantini,  
19, rue Grignan (54-77-75). Jusqu'au  
3 septembre.

**MONTPELLIER.** Musée de Saint-Étienne  
(62-21-17). Jusqu'au 30 septembre :  
Transfiguration : Alberola, Barceho,  
Boussard, De Bont, Desnoes, et Auloy.  
61, cours Julien (42-81-01). Jusqu'au  
27 août.

**MENERES.** Henri Mangin, 1874-  
1949. — Galerie Camille Manguin (73-  
31-91). Jusqu'au 30 septembre.

**MONTAUBAN.** Zsa Woe-Ki ou se Ba-  
chou, 1891-1949. — Musée de Montau-  
lagnès, 19, rue de l'Hôtel-de-Ville (63-  
18-04). Jusqu'au 16 octobre.

**MONTPELLIER.** Patrick Raynaud,  
sculpteur. — Musée Fabre, 19, rue Mont-  
pellier (34-77-01). Jusqu'au 22 août.

**MONTSAUCHE.** Plantes méditer-  
ranéennes : les simples, entre nature et société.  
— Maison du Parc, Saint-Martin de  
28 juillet.

**MONTAUBAN.** Salers. Salons des Amma-  
nociades. Illustrations constantes, et Courber-  
et à ses jours. Chapelle des Ammanociades  
(39-15-61). Jusqu'au 15 août.

**RENNES.** Bernard Pégibet. Musée des  
Beaux-Arts (35-24-01). Jusqu'au 20 août.  
Saint-Benoît-de-Sault, 30-87-73.  
Jusqu'au 28 août.

**SAINT-BENOÎT-DE-SAULT.** Jeanne  
Wakstra, Maïrie (47-51-44). Du 16 juillet  
au 20 août.

**SAINT-NAUR-PIED-DE-PORT.** Pré-  
sident de la Société. Galerie de la Chapelle  
38, rue de la Citadelle (48-58-52). Jusqu'au  
soit.

**SAINT-ONER.** Daïf, capitale de la  
Musée Sandellin, 14, rue Camille  
(30-94-94). Jusqu'au 2 octobre.

**STAMBOUL.** Gohar de Roum, 1835-  
1893. Musée d'Art moderne et musée his-  
torique (35-47-27). Jusqu'au 31 août ; Le  
paysan dans l'art et les traditions popu-  
laires d'Alsace. — Musée Alsacien,  
11, rue de la Chapelle (53-55-36).  
Jusqu'au 8 janvier 1948.

**VENICE.** Prof. Deas. Desima, gra-  
vures. Galerie A. Chaw, 13, rue Snam-  
(38-03-45). Jusqu'au 22 juillet.

**VEZELAY.** Legs Versus. Ancien dorlot des moines. Jusqu'au 31 octobre : **Charles Villard.** — Mairie, salle gothique. Jusqu'au 28 juillet.

**VILLENEUVE-LEZ-AVIGNON.** Deux expositions et le temps. Jusqu'au 7 août : **Le Temps** mode d'emploi... de l'histoire et des usages du calendrier. Jusqu'au 30 septembre. — CIRCA, Chartraine (25-05-46).

**Festival de Carpentras**

**VENDREDI 15 ET SAMEDI 16 JUILLET**  
**LES ÉTOILES ET LE BALLET**  
**DE L'OPÉRA DE PARIS**  
**"GISELLE"**  
G. Thomas et M. Denart


**VENDREDI 22 ET LUNDI 25 JUILLET**  
**"LA TOSCA"**  
Geoffroy Jones, Bernardino Prior, Juan Pons

**DIAMANCÉ 24 JUILLET**  
**ALVIN AILEY**  
**AMERICAN DANCE THEATER**

**MARDI 25 JUILLET**  
Yehudi MENUHIN, violon  
Daniel VARSANU, piano  
Philharmonie Südwestdeutsches  
Kammerorchester

**VENDREDI 12 AOÛT**  
**BALLET**  
**JOSEPH RUSSILLO (création)**  
Orchestre  
sur les œuvres de Stravinsky

*Andréasson, Théâtre, Follies, Exposition.*

 **PROGRAMME COMPLET**  
sur simple demande  
BP 112, 84000 Carpentras  
N° 04.92.16.24. Réserve. 9095.05.72



## LA SAISON PROCHAINE

## A L'ATHÉNÉE

Pour la troisième fois sous la direction de Josyane Horville, l'Athénée poursuit sa mission : offrir à des compagnies indépendantes des conditions professionnelles de représentation. La saison s'ouvre le 29 septembre avec *le Pélican*, de Strindberg, par le Théâtre étié d'Ancoeur. Du 24 novembre au 30 décembre, Jean Bouchaud présente *Cet animal étrange*, de Gabriel Arout, avec Marie-Christine Barault et Patrick Chesnais. Du 11 janvier au 11 février, ce sera Anne Delbée avec le cycle Racine, créé en Avignon : *Andromaque*, *Bérénice*, *Phèdre*. Du 1<sup>er</sup> au 31 mars, le Retour, de Pinter, avec Raymond Jourdan et Laurence Roy, puis la compagnie nancéienne « Quatre litres douze » donne son dernier spectacle, *la Guerre de Cent Ans*, première semaine.

Dans la petite salle Christian-Bérard, réservée à des auteurs contemporains : Enzo Corman (*Crédo*), Jean-Michel Ribes et Roland Topor (*Bataille*), Pierre Bourgeade (*Le Passeport*) et Daniel Benichard.

\* Renseignements : Théâtre de l'Athénée, 24, rue Caumartin, 75009 Paris ; téléphone : 742-61-81.

## AUX BOUFFES DU NORD

Du 8 septembre au 31 décembre, l'association Alpha FNAC organise aux Bouffes du Nord une saison musicale avec Areski et Brigitte Fontaine, du 8 septembre au 1<sup>er</sup> octobre ; les Aborigènes d'Australie, pour le Festival d'automne du 5 au 15 octobre ; Hélène Martin les 18, 19 et 20 octobre ; *le Cadeau de l'empereur*, un opéra de Giovanni Marini, en coproduction avec le Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis et le T.N.F., du 22 octobre au 20 novembre ; *Journal intime*, de Luc Ferrari, les 23 et 24 novembre ; *Transsibérien*, d'Antoine Dubamel, d'après Blaise Cendrars, mise en scène de Lucio Melki, du 29 novembre au 10 décembre ; et du 13 au 31 décembre *le Petit Mahagonny*, de Brecht et Kurt Weill (en français), par Hans Peter Cloos et le Skarabéus (qui avait obtenu en 1978, aux Bouffes du Nord déjà, le prix de la critique avec *l'Opéra de quat sous*).

\* Renseignements : FNAC Montparnasse, 36, rue de Rennes ; téléphone : 544-39-12.

## A CAEN

La Comédie de Caen ouvre le 20 octobre avec deux pièces d'Engel O'Neill, *De l'huile et l'Endroit marqué d'une croix*, mises en scène par Claude Yersin, qui monte également *Gavi*, d'Aebterbusch. Ce spectacle sera repris au TEP ainsi que *la Double Inconstance*, de Marivaux, par Michel Dubois.

\* Renseignements : 120, rue Saint-Pierre, 14012 Caen, CEDEX. Téléphone : (31) 36-55-32.

## A MARSEILLE

Le Théâtre national de Marseille propose deux grandes créations au Théâtre de la Cité : les *Journées du père Duchesne*, de Jean-Pierre Faye, et *le Roi Lear*, dans une adaptation de Jean Vautier, deux mises en scène de Marcel Maréchal, qui jouera dans la salle Audubert *Lectures d'une mère à son fils*, mise en scène par Jean-Pierre Grauvail, et créera en mai une pièce qu'il a écrite, *l'Arbre de mai*.

D'autre part, sont annoncées : *Keen*, par Jean-Claude Dronot, l'*Oiseau vert*, par Benno Besson, *l'Esquie-mains des pieds*, par Pierre Ascaride, *l'Ambassade*, par Laurent Terzieff, un spectacle Beckett, par la Compagnie Renaud-Barraut, *le Babil des classes dangereuses*, de Valère Novarina, par Jean Gillibert, *Agatha*, de Marguerite Duras, par Pierre Tabard, *Salle obscure*, de Pierre Philippe, par la compagnie Isabelle Enoi, et *Fréhel* par François Bourgeat.

\* Renseignements : Théâtre national de Marseille, 30, quai de la Rive-Neuve, 13007 Marseille. Téléphone : (91) 54-70-54 et 54-74-54.

## A BOULOGNE-BILLANCOURT

Quatre créations, quatre auteurs : George Bernard Shaw, *le Mariage*, inédit en France, par Michel Esquada ; Louis Calaferte, *le Roi Victor*, avec Pierre Mondy, par Jean-Pierre Miquel ; Victor Hugo : *Alala Deceux présente ses femmes*, *Adèle*, *Juliette*, *Léonie* et les autres, mises en scène par Paul-Emile Deiber ; Shakespeare, avec *les Joyeuses Commères de Windsor*, par et avec Jean Le Poulain.

\* Renseignements : 60, rue de la Belle-Feuille, 92100 Boulogne-Billancourt. Tél. : 603-60-44.

## CINÉMA

## « Stella » de Laurent Heynemann

En 1944 : une juive sauvée de la déportation par l'homme qu'elle aime découvre les compromissions acceptées par celui-ci. Histoire d'amour sur fond historique, fin de l'occupation et défilé des collaborateurs. La mise en scène exprime une dignité humaine et morale plus forte que les sentiments. Non, on ne peut pas tout faire, tout accepter en amour, lorsqu'il faut pacifier avec le « temps des assassins ».

ET AUSSI : *Ludwig*, de Luchino Visconti (les chimères de l'art). *La Trilogie d'Aps*, de Satyajit Ray (le début d'une grande œuvre). *Neuf-front*, de Philip Noyce (des nouvelles de Melbourne). *Le Roi des singes*, de Wan Laiming (poésie animée).

## THÉÂTRE

## Avignon

Racine (s), de Jean-Louis Marigny, à la Chapelle des Pénitents blancs, du 15 au 24 juillet à 19 heures. *Zones*, par le Filledstojester (Danemark), à l'église des Célestins, du 15 au 19 juillet à 19 h 30. *De la représentation*, textes de philosophes sur le théâtre, à la cour de l'Oratoire, du 16 au 22 juillet à partir de 1 heure du matin. *Écritures contemporaines*, lectures de textes inédits, à la

Condition des soies, du 18 au 28 juillet à 16 heures et 18 heures. ET AUSSI : CARPENTRAS : chère, danse, musique du 15 juillet au 12 août, tél. (90) 63-00-78. ALÈS : Rencontres du Jeune Théâtre, du 15 au 30 juillet, tél. (66) 52-56-82. SÈTE : Rencontres avec le Théâtre musical, du 15 juillet au 3 août, tél. (67) 74-66-97.

## MUSIQUE

## Festivals

Le mois de juillet est chaud, déclinant, sous le feu roulant des festivals qui explosent au soleil comme des fruits trop mûrs. A Paris, le Festival d'été propose des concerts tous les soirs du 15 juillet au 20 septembre (rena. tél. : 227-12-68), tandis qu'Air-en-Provence redonne le temple de l'art lyrique avec, pour commencer, *Hippolyte et Aricie* de Rameau (les 15, 18, 22, 27 et 31 juillet), puis *la Cendrillon* de Rossini (les 16, 20, 23, 26, 29 juillet, 1<sup>er</sup> et 3 août), en attendant *Mohr* de Mozart (les 21, 25, 28, 30 juillet et 2 août), et une audacieuse journée Weber, le 30 juillet (rena. tél. : (42) 23-37-81). Le Festival de Saintes poursuit son chemin avec *Pygmalion* de Rameau par les membres de la Chapelle royale, dirigés par P. Herreweghe (rena. tél. : (46) 93-41-35). Le Festival d'Avignon, fondé sur le théâtre musical, prend la route avec les *Vieilles espèces* de Philippe Hersant (les 19, 20, 22, 23 et 26 juillet) et l'Heure musicale du Mont Saint-Michel, à sa façon

contre l'ensemblier par des concerts réguliers du 16 juillet au 26 août (rena. tél. : (33) 58-00-23).

## Africa Fête au Forum des Halles

Dans le cadre des trois semaines consacrées aux musiques africaines, Africa Fête propose chaque soir, du 15 au 23 juillet, des groupes connus et moins connus, qui réinventent tous les mélanges possibles d'instruments et de rythmes qui se pratiquent aujourd'hui en Afrique : du rap au funk en passant par la balle à terre, le makossa, le jazz, etc. Entre autres le groupe Ovo composé de Ghanéna, de Camerounais, d'Antillais et de Sénégalais, qui rendront hommage à Jo Maki ; Rhodessa Jones et Idris Akamori ; Koffiana ; Africana Niama ; Tokoro Ashanti ; les Malopos (d'Afrique du Sud) ; Ernesto Djeje, etc. Du 26 au 30 juillet, le groupe de Pierre Akendengue termine ce grand cycle. (Tous les soirs jusqu'au 30 juillet au Forum des Halles, tél. 297-53-47.)

## EXPOSITIONS

## Max Ernst

## à la Fondation Maeght

La manifestation Max Ernst, à la Fondation Maeght de Saint-Paul-de-Vence, qui ouvre l'été des expositions sur la Côte d'Azur, a la qualité d'une rétrospective de musée. Avec plus de cent quarante peintures et sculptures, elle couvre

l'itinéraire entier du plus charmeur des surréalistes, depuis Brühl où il est né en 1891, à Seillans dans le Var, où il a vécu ses dernières années. On y trouve une bonne part de son œuvre américaine, relativement moins connue en France, avec des tableaux provenant de la collection De Méné (Houston, Texas). Ainsi que l'ensemble de sa sculpture, activité secrète commencée aux années 30, mais affirmée aux années 40-50 avec la maturité de l'artiste. Le peintre surréaliste est un sculpteur méconnu qui doit beaucoup aux idées des sorciers primitifs.

## « Picasso et la Méditerranée » et la sculpture d'Arman au musée d'Antibes

Deux expositions au musée d'Antibes : « Picasso et la Méditerranée » et la sculpture d'Arman, premières rétrospectives qui font le bilan de vingt-huit années d'accumulations d'objets. Commencé dans le courant néo-réaliste, le travail d'Arman glisse avec naturel vers l'effacement de l'objet, cher aux cubistes et aux surréalistes. Les expositions Picasso qui fut d'abord présente à la Villa Maeght de Rome, puis à Athènes, achève son périple à Antibes, dernier grand port de l'artiste dont la peinture est nourrie de mythologie méditerranéenne avant d'en devenir elle-même le symbole.

MAISON DU DANEMARK  
142, Champs-Élysées - Métro : Étoile  
L'ARCHITECTURE DANOISE  
TRADITION ET FORMATION  
A l'occasion du prix remis par l'architecte danois  
J.O. Van Spronsen pour le projet de la « Dan-Defence »  
présentation de la maquette de la Défense  
tél. de 13 h à 18 h, Dim. et Fêtes de 16 h à 18 h  
Entrée libre - jusqu'au 28 septembre

CLAUDE MONET  
au temps de Giverny  
JUSQU'AU 31 JUILLET  
CENTRE CULTUREL DU MARAIS  
28, rue des Frères Bourgeois (à l'Est) - Saint-Paul  
tél. 297-53-47

M. J. C. DE MEAUX  
FILATRES DE PARIS  
Groupe EPIGONE  
TISSA MUROS  
tapisserie contemporaine  
art textile  
MEAUX  
FILATRES DE PARIS  
2, av. Foch, 92 : 434-34-00  
Tous les après-midi, sauf lundi  
JUSQU'AU 31 JUILLET

## VENTES A VERSAILLES

GALERIE DES CHEVAUX-LÉGERS  
61a, av. de Stenot  
DIMANCHE 17 JUILLET 14 h  
Repos : vend. 15-16/17 h, mer.  
16/17-17/18 h, 18-19 h  
TABLEAUX ANCIENS, OBJETS D'ART,  
SÈGES ET MEUBLES D'ÉPOQUE CHARLES X  
OBJETS D'ART, SÈGES ET MEUBLES X  
XIXe et XXe  
HOTEL DES CHEVAUX-LÉGERS  
3, imp. des Chevaux-Légers  
DIMANCHE 17 JUILLET 14 h 15  
Repos : vend. 15-16/17 h, mer.  
16/17-17/18 h, 18-19 h  
TABLEAUX MODERNES  
M. J. MARTIN, D. DESBENOIT  
S.C.P. Commissaires-Priseurs associés,  
3, imp. des Chevaux-Légers - 78000 VERSAILLES  
Tél. : (31) 85-06-06

## SOPHIA ANTIPOLIS

Les Français  
étonnent les Français  
(93) 33-10-10  
Soirées Sophia Antipolis  
06560 Valbonne

## GRAND BAL DU 14 JUILLET

La gare S.N.C.F. de Paris-Est et le Comité des fêtes de la mairie du 10<sup>e</sup> arrondissement organisent un GRAND BAL DU 14 JUILLET dans la cour d'honneur de la gare.  
• NUIT du 13 au 14 juillet : à partir de 18 h, orchestre de l'Union Artistique et tréfilée-tuelle des Chéniers de fer.  
• Le 14 juillet : de 15 h à 20 h, disco avec Dynamite France 1.  
• Animations dans la hall grandes lignes le 13 juillet à partir de 16 h.  
• Illumination de la gare.

## VOTRE TABLE CE SOIR

DINERS	
LE JARDIN DU LOUVRE 261-16-00 2, pl. Palais-Royal, 1 <sup>er</sup> F/Dim, Lundi	Déj. Diner. Soupers jusqu'à 30. Le Spectacle, la Patrie, les Chéniers s'y retrouvent. CUISINE DE FÊTE à LÉGERE. VOITURIER.
LE POTAGER DES HALLES 15, rue du Cygne, 1 <sup>er</sup> 294-83-30	Déj. en dîner 1930, bar américain, mixte et bar au 1 <sup>er</sup> étage. Cuisine traditionnelle. Ouvert de 12 h à 2 h du matin. Ambiance musicale. TERRASSE.
VIENNOIS Angle rue Volney et rue Daumesnil, 2 <sup>e</sup> 297-56-54	GASTRONOMIE INDIENNE. La cuisine des Maharadjahs à Paris dans un décor authentique. AGENCE pour le MINISTÈRE DU TOURISME INDIEN. P.M.R. 120 F. Salle pour réception, cocktail, mariage. Fermé le dimanche.
CHEZ DIEP 22, rue de Valenciennes, 9 <sup>e</sup> 256-23-96	Nouvelles spécialités thaïlandaises, dans le quartier des Champs-Élysées. Gastronomie chinoise, vietnamienne. P.M.R. 90 F.
AUB. DE RAQUEWIHR 770-62-39 12, rue de la République, 9 <sup>e</sup> 161-12-12	De 12 h à 2 h du matin. SPÉCIALITÉS ALSACIENNES. Vins d'Alsace. Sa CARTE DES DESSERTS. Salons de 20 à 80 couverts.
AU PETIT RICHEL 770-62-39 80, rue de Valenciennes, 9 <sup>e</sup> 387-28-57	Son étouffant MENU à 95 F. S.C. Ses vins de Loire. Décor centenaire authentique. Salons de 6 à 50 personnes. Déj., Diner-Soupers de 19 h à 0 h 15. Parking Dronot.
EL PICADOR F/Dim, mardi-jeudi 80, rue de Valenciennes, 9 <sup>e</sup> 387-28-57	Déjeuner, dîner, jusqu'à 22 heures. SPÉCIALITÉS ESPAGNOLES : zarzuela, gambas, localos, calmaros d'été. P.M.R. 120 F. Salons pour banquets.
LE SAINT-SIMON 380-88-68 116, bd Pécroix, 17 <sup>e</sup> F/Dim, midi-dim.	Ses spécialités de poissons. MENU à 110 F. a.a. et CARTE. Propriétaire et chef de cuisine B. FERRAGU. TERRASSES D'ÉTÉ. Parking, 210, rue de Valenciennes.
LE GUILLAUME-TELL 622-28-72 111, av. de Villiers, 17 <sup>e</sup> F/Dim, et dim.	SPECIALITÉS DE POISSONS ET CRUSTACÉS. Sa femme BOULLABARISE et BOURRIDE. TERRASSE D'ÉTÉ. Carte crédit. Park. 210, rue de Valenciennes.
PALAIS DU TROCADERO 727-05-02 avenue d'Eylau, 16 <sup>e</sup> Tous les jours	Gastronomie chinoise raffinée et traditionnelle, dans un décor féerique. Cuisine faite par le patron. Air conditionné. Service et livraison à domicile. Plats à emporter.
CHEZ GEORGES 374-31-00 Fort de la Muette, 273, bd Pécroix F/Dim.	Maison gastronomique. Un bon repas jusqu'à 23 h. Ses plats cuisinés à l'ancienne, traditionnels et servis devant vous. Gigot, train de côte et ses vins de prop. TERRASSE.
LE CAMILLON MONTMARTRE 255-17-26 18, rue de Valenciennes, 18 <sup>e</sup> F/Dim.	Redécouvrez le Café dans son décor d'origine. Déjeuner MENU 80 F. Vin et service compris. Le soir, menu 100 F service compris. Carte originale. Ambiance musicale. TERRASSE D'ÉTÉ.
RIVE GAUCHE	
LA FERME DU PÉRICORD 1, rue des Frères Bourgeois (à l'Est) - Saint-Paul	DÉJEUNERS D'AFFAIRES, DINERS. Côtés de porc jusqu'à 15 minuit. Tél. : 331-69-20. OUVERT TOUS LES JOURS. Parking gratuit.
MARTY 331-39-51 20, avenue des Gobelins (9 <sup>e</sup> )	POISSONS, GIBIERS, MEILLEURS CRUS. OUVERT TOUS LES JOURS. SALONS DE 12 à 100 COUVERTS ET SEMINAIRES.
LE MAHARAJAH 325-12-84 15, rue J. Chaplain, 6 <sup>e</sup> F/mardi.	Jusqu'à 23 h 30. CARREFOUR MONTMARTRE/RASPAIL. Vins d'Alsace. Spéc. de TANDOOR. Égal. 72, bd Saint-Germain, 354-26-07. F/Dim. Spéc. BIRIANI.
Ch. FRANÇOISE 551-87-20/705-49-03 Aérogare des Invalides, 7 <sup>e</sup>	Menu à 90 F. Gde crûs de Bordeaux servis dans une salle de verdure. Amb. musicale. Ouvert dim. en dî. F/Dim, soir et lundi. Parking près rue, sous l'Église, entrée r. Fabry.
TAN DINH 544-04-84 60, rue de Valenciennes, 7 <sup>e</sup> F/Dimanche	Restaurant vietnamien. PRIX MARCO POLO 1979, 600 Grande Crûs, dont 160 Pomerol. Service assuré jusqu'à 23 h 15. Parking : Rue-Montmartre.
SOUPERS APRES MINUIT	
LA CHAMPAGNE 10 h, pl. Clichy Hôtel - Coquillages toute l'année GRANDE BRASSERIE DE LA MER	
WEPLER 14, place Clichy, 18 <sup>e</sup> 322-83-24 Fête des Frères - Pécroix	
LA CLOSERIE DES LILAS TERRASSE EN PLEIN AIR 171, boulevard du Montparnasse 326-70-50 et 354-21-68 Au piano : Yvan MEYER.	
Chez HANSI 3, pl. St-Jean-1940 F. Tour Montparnasse, 13 <sup>e</sup> h. mit. CHOUCRROUTE, FRUITS DE MER.	
AU PETIT RICHEL 25, r. Le Pelotier, 770-66-68/86-90 F/Dim, Serv. sa. j. 0 h 15. Menu 95 F. a.a.	

METROGLORYMAYO  
présente LINE PRODUCTION CARLO PONTI  
UN FILM DE  
**DAVID LEAN**  
d'après l'œuvre de  
BORIS PASTERNAK  
**LE DOCTEUR JIVAGO**  
avec GERALDINE CHAPLIN - JULIE CHRISTIE - TOM COURTENAY - ALEC GUINNESS  
SIORHAN MCKENNA - RALPH RICHARDSON - OMAR SHARIF dans le rôle de JIVAGO  
ROD STEIGER - RITA TUSHINGHAM Scénario de ROBERT BOLT - Adapté de MAURICE JARRE  
MONTAGNE PRODUCTIONS - une production de METROGLORYMAYO - Distribution : METROGLORYMAYO







V.O. : ELYSÉES LINCOLN - LES PARNASSIENS - QUINTEYETTE PATHÉ - GAUMONT HALLES  
V.F. : LUMIÈRE - CAPRI Gds BOULEVARDS - ATHENA  
GAUMONT OUEST Boulogne - LUX Bagneux - TRICYCLE Asnières - ARTEL Nogent.

**Kramer contre Kramer**

5 OSCARS A HOLLYWOOD  
MEILLEUR FILM

Dustin Hoffman - Kramer contre Kramer

Meryl Streep - Jane Alexander - Justin Henry

Produit par Nester Almendro - Révisé par Avery Corman - Scénario de Stanley R. Jaffe - Réalisé par Robert Benigni

GAUMONT COULSEE - GAUMONT BERLITZ - GAUMONT RICHELIEU - GRAND BRETAGNE  
HAUTEVILLE PATHÉ - SAINT GERMAIN HUCHETTE - WEPLER PATHÉ  
MAGIC CONVENTION - GAUMONT SUD - GAUMONT HALLES - GAUMONT GAMBETTA  
3 MURAT - ATHENA - SAINT LAZARE PASQUIER - FAUVETTE PATHÉ

**Stella**

ON PEUT TOUT FAIRE PAR AMOUR

NICOLE GARCIA - THIERRY LHERMITTE - VICTOR LANAUX  
JEAN-CLAUDE BRIALY - CHARLES DENNER - LAURENT HEYNEWMANN

GAUMONT OUEST - EVRY Gaumont - ASNIERES Tricycle - THIAIS Belle Epine - CHAMPIGNY Multiciné Pathé  
ENGHIEN Français - ARGENTREUIL Alpha - MAISONS-ALFORT Club - STE-GENEVIEVE-DES-BOIS Les Ferry  
NOGENT Artel - MARNE LA VALLÉE Artel - VILLENEUVE Artel - SARCELLES Flammes - 3 VINCENNES  
VERSAILLES Cyrano - POISSY Rex - VELIZY 2 - CERGY Pontoise - RUEIL Artel - 9 DEFENSE 4 Temps

# SOIRÉES SOPHIA-ANTIPOLIS

**THÉÂTRE DE LA GARRIGUE (21 h 30)**

**JUILLET**

Samedi 16 **CARMEN** par le Ballet ANTONIO CADES.  
La Compagnie des Claviers présente :  
JEAN-PAUL FARRÉ. Contre-piano pour piano.  
Samedi 23 **PILODIUS DANCE THEATRE**.  
Samedi 27 **ALAM**. Afro Jazz (Séniel).  
Samedi 30 **ANGÉLIQUE IONATOS**  
et **BRENDA WOOTTON**

**AOUT**

Mardi 6 **YCOLOMBAUDIN** (Clowns).  
Samedi 13 **FOOTBARK TRAVELLING COMPANY**.  
King Lear de William Shakespeare.  
Samedi 13 **GRAND BALLET D'AFRIQUE NOIRE**.

**VIDÉO TRANSMISSION AVEC V.T.I.**

**JUILLET**

Lundi 25 (21 h) (CERAM) **DU FESTIVAL D'AVIGNON**.  
Avron Big Band  
de et par Philippe Avron.

Mardi 27 (24 h) (CERAM) **DU FESTIVAL D'AVIGNON**.  
Fête de la Mode.  
Mise en scène de Daniel Meguich.

Vendredi 29 (21 h) (Garrigue) **DU FESTIVAL D'AVIGNON**.  
La Croquerie de Rosini  
avec Tereza Berganza.

**THÉÂTRE DE PLEIN AIR DU CERAM (21 h 30)**

**JUILLET**

Judi 21 **DANSES ET CHANTS D'ARGENTINE**.  
Horacio Molina, Walter Rios et Grupo Malambo.  
Soirée en hommage à Alicia Penalba.

**AOUT**

Mardi 2 **WENDY BONAVENTURA**.  
Danse traditionnelle du ventre.  
FRÈRES MOULIN. Chœurs.  
COMPAGNIE BADEIS. Schafstuf.  
Judi 4 **ADAMA DRABET**. Percussions.  
Judi 11 **FRANCIS BÉBET**. Guitare et chant.

**EXPOSITIONS (GALERIE FONDATION SOPHIA-ANTIPOLIS)**

Juillet-août  
**EUREKA 83**  
100 ANS D'INVENTIONS  
FRANÇAISES  
réalisées avec le concours du Centre  
de création industrielle du Centre  
Groupe-Fondation  
et de l'Institut national  
de la propriété industrielle.  
**LES AFFICHES DU BICENTENAIRE  
DE L'ÉCOLE DES MINES**

**STAGES A SOPHIA-ANTIPOLIS**

18 juillet  
13 août  
**FESTIVAL DU STAGE** (10 disciplines)  
en collaboration avec KIRON.

**VALBONNE VILLAGE (21 h 30)**

**JUILLET**

Mardi 19 **ENSEMBLE POLYPHONIQUE DE FRANCE ORCHESTRE CANNES PROVENCE COTE D'AZUR**.  
Mina, Berio de Mozart.  
Judi 26 **EVA GRAUBIN**. Violon. Pièces pour violon seul.  
Judi 28 **PAUL TARTAGLIA**. Violoncelle (suites de Bach) et Le Chœur de Sophia-Antipolis.  
Soirée donnée au bénéfice de l'Hôpital de Dabou (Côte d'Ivoire).

**PLACE DES ARCADES AOUT**

Vendredi 12 **LE BARRIÈRE DE SEVILLE DE ROSSINI** par le Petit Opéra de France.  
Orchestre de la New Grove Philharmonie Society.  
Chœur du Festival de Martigny. Mise en scène de Pierre Malbos.

**PRÉ DE VALBONNE**  
9 juillet/12 août  
**CIRQUE GRUSS**, cirque national. Spectacle 1983. Répétition publique.  
tous les samedis matin.

## CINEMA

Les films marqués (\*) sont réservés aux salles de moins de 100 places, (\*\*) aux salles de moins de 50 places.

**La Cinéma-thèque**

**CHAILLOT (704-34-24)**  
MERCREDI 13 JUILLET  
15 h, Carte blanche bibliothèque municipale de Luxembourg : la Fille du corsaire, de E. Guzzanti, 19 h, Un homme pas comme les autres, de M. Cariz, 21 h, Madame veut un bébé, de M. Leisen.  
JEUDI 14 JUILLET  
15 h, Carte blanche bibliothèque municipale de Luxembourg : Pêche de poissons, de M. Tourneur, 19 h, Baïa, de R. Fischler, 21 h, Héros, de la table, de M. Leisen.  
VENDREDI 15 JUILLET  
15 h, Carte blanche bibliothèque municipale de Luxembourg : la Fille en France, de M. Soldati, 19 h, The captive city, de R. Wise, 21 h, Singapour, de J. Brakh.  
SAMEDI 16 JUILLET  
15 h, Carte blanche bibliothèque municipale de Luxembourg : l'Éventail, de E. Leiser, 19 h, She gods of the night, de R. Corman, 19 h, The trouble with angels, de L. Lupino, 21 h, Mademoiselle Millard, de A. Capellan.  
DIMANCHE 17 JUILLET  
15 h, Carte blanche bibliothèque municipale de Luxembourg : l'Éventail, de E. Leiser, 19 h, A song in born, de H. Haver, 19 h, Révélés à Dublin, de J. Ford, 21 h, Les bourgeois meurent, de F. Lang.  
LUNDI 18 JUILLET  
Relâche.  
MARDI 19 JUILLET  
15 h, Carte blanche Cinéma-thèque municipale de Luxembourg : l'Éventail, de E. Leiser, 19 h, A song in born, de H. Haver, 19 h, Révélés à Dublin, de J. Ford, 21 h, Les bourgeois meurent, de F. Lang.  
MERCREDI 20 JUILLET  
15 h, Grande classique du cinéma : l'Éventail, de E. Leiser, 19 h, A song in born, de H. Haver, 19 h, Révélés à Dublin, de J. Ford, 21 h, Les bourgeois meurent, de F. Lang.  
JEUDI 21 JUILLET  
15 h, Grande classique du cinéma : l'Éventail, de E. Leiser, 19 h, A song in born, de H. Haver, 19 h, Révélés à Dublin, de J. Ford, 21 h, Les bourgeois meurent, de F. Lang.  
VENDREDI 22 JUILLET  
15 h, Grande classique du cinéma : l'Éventail, de E. Leiser, 19 h, A song in born, de H. Haver, 19 h, Révélés à Dublin, de J. Ford, 21 h, Les bourgeois meurent, de F. Lang.  
SAMEDI 23 JUILLET  
15 h, Grande classique du cinéma : l'Éventail, de E. Leiser, 19 h, A song in born, de H. Haver, 19 h, Révélés à Dublin, de J. Ford, 21 h, Les bourgeois meurent, de F. Lang.  
DIMANCHE 24 JUILLET  
15 h, Grande classique du cinéma : l'Éventail, de E. Leiser, 19 h, A song in born, de H. Haver, 19 h, Révélés à Dublin, de J. Ford, 21 h, Les bourgeois meurent, de F. Lang.

## LES FILMS NOUVEAUX

**ESCORC. MACHÉ ET GIGOLO**, film italien de Bruno Corbucci. V.o. : Studio Médias. 5 (633-25-97). V.F. : Paramount-Maxviva, 5 (633-25-97). M. : Max-Lider, 5 (770-40-04). Paramount-Galaxie, 13 (580-18-03). Paramount-Montparnasse, 14 (329-90-10). Montparnasse, 19 (606-34-25).

**LE JUSTICIER DE MINUIT** (\*\*), film américain de John Lee Thompson. V.o. : Forum, 1 (297-53-74). U.G.C. Danville, 6 (329-42-62). Normandie, 6 (329-42-62). V.F. : Rex, 2 (326-53-93). U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27). Saint-Lazare-Pasquier, 6 (544-14-27). U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59). U.G.C. Belleville, 13 (326-53-93). M. : M. : (651-99-75). P. : (651-99-75). S. : (651-99-75). S. : (651-99-75).

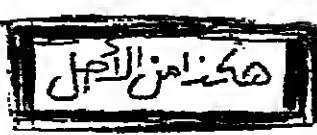
**LES PRÉDATEURS** (\*), film britannique de Tony Scott. V.o. : 1 (297-53-74). Forum, 1 (297-53-74). Saint-Michel, 5 (326-53-93). M. : (651-99-75). M. : (651-99-75). M. : (651-99-75). M. : (651-99-75).

**STELLA**, film français de Laurent Heynemann. V.o. : Berlioz, 2 (742-60-33). Richelieu, 2 (742-60-33). Saint-Germain-Huchette, 2 (742-60-33). Saint-Lazare-Pasquier, 2 (742-60-33). Saint-Michel, 2 (742-60-33). U.G.C. Danville, 2 (742-60-33). U.G.C. Gare de Lyon, 2 (742-60-33). U.G.C. Belleville, 2 (742-60-33). U.G.C. Montparnasse, 2 (742-60-33). U.G.C. Danville, 2 (742-60-33). U.G.C. Gare de Lyon, 2 (742-60-33). U.G.C. Belleville, 2 (742-60-33). U.G.C. Montparnasse, 2 (742-60-33).

**L'HOMME DE LA RIVIERE D'ARGENT** (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36). U.G.C. Danville, 6 (329-42-62). U.G.C. Belleville, 6 (329-42-62). U.G.C. Montparnasse, 6 (329-42-62). U.G.C. Danville, 6 (329-42-62). U.G.C. Belleville, 6 (329-42-62). U.G.C. Montparnasse, 6 (329-42-62).

**LES ENFANTS DU PARADIS** (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36). U.G.C. Danville, 6 (329-42-62). U.G.C. Belleville, 6 (329-42-62). U.G.C. Montparnasse, 6 (329-42-62). U.G.C. Danville, 6 (329-42-62). U.G.C. Belleville, 6 (329-42-62). U.G.C. Montparnasse, 6 (329-42-62).

**LES ENFANTS DU PARADIS** (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36). U.G.C. Danville, 6 (329-42-62). U.G.C. Belleville, 6 (329-42-62). U.G.C. Montparnasse, 6 (329-42-62). U.G.C. Danville, 6 (329-42-62). U.G.C. Belleville, 6 (329-42-62). U.G.C. Montparnasse, 6 (329-42-62).









## COMMUNICATION

VU

## Marilyn, vingt ans de réflexion...

Marilyn avait-elle le talent ? Écrite-elle bonne comédienne ? Question sans réponse - on s'est souvent posé la même au sujet de Bardot - sans réponse autre que très personnelle. Une chose est sûre en tout cas : elle avait le sens inné, le génie, de la publicité. Toute gamine déjà, Norma Jean, c'est ainsi qu'elle s'appela, avait appris à mesurer, à un battement de cil près, son pouvoir de séduction sur tout ce qui portait un pantalon à 20 miles à la ronde. Soldats, « marines », étudiants, flics, ouvriers du bâtiment, c'est avec eux, c'est dans la rue qu'elle a fait ses classes.

C'est sur les murs, ensuite, c'est dans les kiosques qu'elle affirmait la souveraineté d'un sex-appeal si complaisant, si candide, si rassurant, que les hommes en rêvent encore comme d'un cornet de glace à la vanille, pour reprendre l'heureuse comparaison de Norman Mailer. Sa sensualité à fleur de peau, à fleur de nerf, la simplicité tendre et naïve de sa chair s'élevait, en effet, pendant les années 50, sur tout ce qui relevait de la prise de l'imprimé, affiches, quotidiens, magazines, calendriers. Elle était à la fois l'artiste et le modèle. Et personne n'a eu mieux qu'elle à faire caresser des yeux par un appareil de prise de vues quel qu'il soit, photo ou cinéma.

Pourquoi je vous raconte ça ? Parce qu'en suivant, mardi, sur FR 3 la soirée qui lui était consacrée, en voyant la personnalité chargée de nous la raconter jouer les idioties, minauder, prendre le ton, la voix, les expressions d'une débile mentale dans quel but, j'en sais rien - on pouvait se demander si Marilyn n'était pas directement à l'origine de la formidable explosion du Woman's Lib qui allait ébranler de proche en proche, peu de temps après sa mort, le monde occidental.

Cette lancinante image, implacablement martelée par les médias, de la femme fatale, de la femme objet, de la femme enfant, de la femme poupée, cette impitoyable chasse à l'homme à qui se bornait alors l'horizon des brunes et des blondes, Marilyn Monroe, symbole des symboles, avait réussi, mine de rien, à la tourner en ridicule. Moins et dure, tout ensemble, narcissique et complaisante, arrogante au humble, ombre et lumière, elle allait tendre, jusqu'à la faire pêter, entre les pôles opposés de sa double personnalité, les vieux fils de notre destinée.

CLAUDE SARRAUTE.

## CULTURE

## Un entretien avec M. Jean-Pierre Roux

(Suite de la première page)

Le maire, qui semble juger ces effectifs pléthoriques, affirme qu'il n'a seulement mis fin qu'aux contrats de quatre employés chargés du plan d'occupation des sols, dont la tâche était terminée.

En revanche, M. Roux n'a pas pu recruter le directeur de cabinet - actuellement sous-préfet - qu'il souhaitait. M. Deferre, ministre de l'intérieur, s'est en effet opposé au détachement de ce fonctionnaire en écrivant : « C'est en raison du nombre élevé des agents (servant auprès des collectivités locales) qu'il devient très difficile de poursuivre le même rythme la réalisation de ces détachements. La situation des effectifs des principaux corps de mon administration ne le permet plus. »

S'il assure qu'il ne veut rien changer pour le moment à la politique culturelle de la municipalité, M. Roux admet que certains de ses administrés trouvent ces dépenses de prestige bien élevées et suggèrent qu'elles seraient mieux utilisées si elles servaient à la création d'emplois. Avignon souffre en effet d'un chômage particulièrement élevé puisqu'il atteindrait, selon le maire, 12,5 % de la population (contre 7,8 % au niveau national). C'est pour tenter de trouver des solutions que la municipalité organise en Avignon le 14 septembre un colloque sur l'emploi avec les responsables sociaux et les chefs d'entreprise de la ville et de la région. Fin septembre, M. Roux accueillera les parlementaires R.P.R. qui tiendront ici leurs journées d'études.

ANDRÉ PASSERON.

## Mercredi 13 juillet

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Vagabondages. Émission de R. Gicquel, Dirk Sanders. Accordéons et chansons populaires avec Collette Renard, Gérard Blanchard, etc.
- 21 h 35 Danse : Peter Goss Dance Company. Extraits de « Below » et « Above », deux spectacles chorégraphiques enregistrés cette année au Théâtre des Bouffes du Nord. Musique d'A. Amar avec S. Cash, F. Charvaz.
- 22 h 45 Balle de match. Magazine mensuel de tennis.
- 23 h 10 Journal.
- 23 h 30 Un soir, une étoile.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Film : La Kid. Film américain de C. Chaplin (1921), avec C. Chaplin, J. Coogan, E. Purviance, T. Wilson, A. Austin, L. Grey (N. rediffusion).
- 21 h 40 Série : Chaplin inconnu. Mes plus belles années, réal. K. Brown et D. Gill. Première partie de la fameuse trilogie anglaise sur les archives relatives à l'œuvre de Chaplin : un document inestimable, un spectacle éblouissant.
- 22 h 40 Documentaire : le Séducteur. De J.-D. Bona. Mémoire d'un jeune homme pendant la guerre d'Algérie : une œuvre personnelle.
- 23 h Journal.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Spectacle 3 : Jafabule. Fable musicale en trois tableaux, de Ch. Le Guillochet.

## Jeudi 14 juillet

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 9 h 40 Vision plus.
- 10 h 10 Daffilé militaire. En direct des Champs-Élysées.
- 11 h 30 Festival de musique militaire.
- 12 h 30 La bar de l'été.
- 13 h Journal.
- 13 h 45 Film : En compagnie de Max Linder. Film français de Maud Max-Linder (1943), avec M. Linder, A. Allen, B. Peterson, R. McCulloch (N. rediffusion).
- Les tribulations d'un gendarme qui veut se marier et s'attire sept ans de malheur en cassant une glace. Montage de petits films muets tournés par le grand comique français des années 20, aux États-Unis. Pieux hommage de la fille de Max Linder à son père.
- 15 h 10 Alter simple. Dernier train pour le Zambèze (redif.).
- 15 h 30 Tour de France (et à 19 h 45).
- 16 h 50 La France est à vous. La vallée du Lot et la cause de Sauveterre.
- 17 h 20 Accordéon-accordéon.
- 17 h 45 Jack pot.
- 18 h 15 Téléfilm : Une fille dans la montagne. De R. Lecanhard.
- La résistance des montagnards pyrénéens devant les entreprises de destruction des forêts.
- 19 h 40 Jeu : Superdéfi.
- 20 h Journal (et à 22 h 05 et 23 h 20).
- 20 h 35 Téléfilm : Nous te mari-erons. De J. Fancien. Avec G. Mauch, H. Garcia.
- Un car de femmes quitte un village pour aller à une « fête aux célibataires ». Convoité par un animateur-bouteiller, elles vont à la rencontre d'étranges personnes...
- 22 h 15 Caméra festival : Orange est vert. Réal. F. Moreuil (rediffusion).
- La vie quotidienne des pilotes de combat d'une base opérationnelle.
- 23 h 35 Un soir, une étoile.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 ANTOPE. Journal (et à 12 h 45).
- 12 h 10 Platine 45. Avec les Forbans, Peter Tosh, Thierry Pastor...
- 13 h 30 Tour de France.
- 13 h 35 Série : la Virginie.
- 14 h 45 Aujourd'hui la vie. L'accordéon.
- 15 h 45 Sports été. Football : finale de la Coupe d'Angleterre.
- 17 h 30 Revue aérienne. En direct d'Orange.
- 18 h 40 Chantiez-le moi : la Révolution française. Avec C. Cler, P. Souplex, J. Donna...
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Soirée anglaise. Club des télévisions du monde (Channel 4) : les Martres religieuses, téléfilm de J. Gold.
- Un professeur très distingué aux prises avec sa seconde femme et sa secrétaire qui veulent se punir. Un thriller où se mêlent intrigues passionnelles et meurtres.
- 22 h 40 Variétés : The Very Hot Gossip Show. Réal. A. Phillips.
- Les meilleurs danseurs du Dance Center.
- 23 h 30 Journal.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 18 h 55 Tribune libre. Des Français dans la rue à propos du 14 Juillet.
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 35 Pour les jeunes.
- 19 h 50 Dessin animé : Ulysse 31.
- 20 h Les jeux.
- 20 h 35 Ciné-passion, de M.-C. Barraud.
- 20 h 40 Film : le Grand Embouteillage. Film italien de L. Comencini (1979), avec A. Sordi.

## L'affaire de l'Est républicain.

La première chambre de la cour d'appel de Paris, se prononçant en faveur de la demande du *Républicain Lorrain*, a renvoyé mardi 12 juillet au tribunal de grande instance de Nancy - qui s'était initialement déclaré incompétent - l'affaire des cessions d'actions contestées du quotidien *l'Est républicain* (s'élevant à 21 %). Depuis le 8 février, les instances judiciaires se renvoient l'affaire, la dernière en date remontant au 16 mai, la Cour de cassation renvoyant l'affaire à la cour d'appel de Paris, qui vient de trancher en renvoyant à la base et en désignant, comme seule juridiction compétente, le tribunal de grande instance de Nancy.

## Arbitrage au Dauphiné libéré.

Un accord est intervenu, mardi 12 juillet, devant le tribunal de commerce au sujet du *Dauphiné libéré* qui devrait régler le litige entre MM. Paul Dini - ancien actionnaire majoritaire - et Robert Hersant. Au terme de cet arbitrage, rendu par le président Béras, M. Dini devrait être payé de toutes les sommes qui lui sont dues, soit au total 84 millions de francs. Le délai n'a pas été amoné, mais il ne devrait pas dépasser l'automne prochain, sans doute même septembre. Selon M. André Audinot représentant la Sofigep, société majoritaire du groupe de presse, cet accord a été signé « dans un esprit de conservation de l'entreprise », la Comarag

avec la collaboration du peintre C. Verlinda, mise en scène L. Berthomme, avec Ch. Le Guillochet, M. Labheil, A. Stach.

Une cagoule de H.L.M. brusquement propulsée dans le monde du show business : un loup marginal au sein de la société des moutons ; un singe, un lion et un loup réunis en tribunal cherchant un coupable. Imagines !

- 21 h 50 Journal.
- 22 h 10 Court métrage : Nature Bessari. Approche de la vie quotidienne d'une famille bessari au Sénégal, par A. Mora.
- 22 h 40 Film : La Vengeance du Sicilien. Film italien de C. Lizzani (1972), avec B. Spencer, F. Fabian, M. Bazzanti, N. di Bari, D. Santoro, A. Balesiri.
- Un ouvrier sicilien travaillant à Turin est condamné pour un meurtre qu'il n'a pas commis. Trois ans plus tard, son fils découvre des indices impliquant la Mafia et veut faire reconnaître son innocence. D'après un fait divers, un film romanesque, habilement soutenu par des éléments de critique sociale et politique. Lizzani est, dans une large mesure, un cinéaste méconnu.
- 0 h 18 Une minute pour une image, d'Agnès Varda.
- 0 h 20 Prélude à la nuit. Sonate en mi majeur, de J.S. Bach, par James Galway à la flûte.

## FRANCE-CULTURE

- 19 h 30, Qu'est-ce que la sociologie des connaissances ? Pratiques et théories.
- 20 h, Journée Luigi Nono.
- 22 h 30, Nuits magiques : A table.

## FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 Concert (donné à l'hôtel de ville de Bruges le 1<sup>er</sup> août 1982). Festival des Flandres par l'Ensemble Huelgas, dir. P. van Nevel ; P. Cantor, baryton ; J. Dudley, ténor ; N. Long, discant.
- 22 h 30, Fréquence de nuit : « Camille, pourquoi tu ne m'aimes plus ? » ; œuvres de Verdi, Wagner, Puccini.

- A. Girardot, F. Rey, P. Dewaere, A. Molina, M. Mastrotianni.
- Un embouteillage bloqué sur un pan de l'autoroute de Rome une foule d'automobilistes appartenant à divers milieux sociaux. Des destins s'entrecroisent, des caractères se révèlent à nu. Allégorie de la société italienne et vision désabusée et douloureuse de la nature humaine, dans le passage de la comédie au drame. L'univers et le style des personnages de Comencini.
- 22 h 25 Journal.
- 22 h 45 L'Aventure : le Mystère de l'Œil d'or. Émission de F. Rossif.
- La disparition inexplicable d'une foule. Un tueur invisible hante la jungle à la recherche de victimes sans défense. Un reporter allié par le récompense de 100 000 dollars se lance à la recherche d'un sénateur américain.
- 23 h 43 Une minute pour une image, d'Agnès Varda.
- 23 h 45 Prélude à la nuit.
- Chœur de Lune, de Claude Debussy, par J.Y. Thibaudet au piano.

## FRANCE-CULTURE

- 7 h 2, Identités et appartenances.
- 8 h, Les chemins de la connaissance : Les penseurs juifs allemands ; à 8 h 32 : Des champs à l'usine ; à 8 h 50 : Les demeures de l'aube.
- 9 h, Mathématiques de la fin du siècle.
- 10 h 45 Trois lectures remarquables : J. Wroński, apôtre du quart-monde.
- 11 h, Journée du 14 juillet : La fête, de 1789 à aujourd'hui (et à 13 h 30 et 17 h 30).
- 12 h 5, Agora : Maghrébins.
- 12 h 45, Concert (donné le 31 mars 1981 au Grand Auditorium) : Quatuor de Prague.
- 14 h, Sons.
- 14 h 5, Un livre, des voix : « Le Roman de la table ronde », de R. Weingarten.
- 14 h 45, Les après-midi de France-Culture : Itinéraires, à Bergues ; à 15 h 20 : à la fête populaire ; à 16 h : Les femmes agricultrices ; à 17 h : Franchi le beatnik ; Émile Genouvrier, grammairien.
- 18 h 30, Festival de la biologie et de la médecine : les vaccinations.
- 20 h, La Mouette, de Tchekhov. Version française de G. et L. Pitoeff. Avec M. Robinson, J. Spieser, et L. Lonsky (rediffusion).
- 22 h 30, Nuits magiques : A table.

## FRANCE-MUSIQUE

- 6 h 2, Musiques du matin : œuvres de Granados, Britten, Dvorak.
- 7 h 5, Concert : Brahms.
- 7 h 45, Le Journal de musique.
- 8 h 45, Concert (donné le 31 mars 1981 au Grand Auditorium) : Quatuor de Prague.
- 9 h 5, D'une oreille l'autre : œuvres de J.S. Bach, Kodaly, Mozart, Dvorak.
- 12 h, Arts de recherche : Annali Tili.
- 12 h 35, Jazz : Jabbo Smith.
- 13 h, Concours international de guitare : œuvres de J.L. Campaña, C. Chavez.
- 13 h 30, Bosses d'or : œuvres de Cardé, Jansen, Brancas.
- 14 h 4, Musique légère : œuvres de Walberg, Auric, Constant.
- 14 h 30, Musiciens à l'œuvre : Debussy - Edgar Poe : *Pelléas et Mélisande*.
- 17 h 5, Les intégrales : de M. de Falla.
- 18 h, Jazz.
- 18 h 30, Studio-Concert : Jazz : le septuor du saxophoniste Yoichi Seffer.
- 19 h 30, L'imprimé.
- 20 h 30, Concert (donné à Toronto le 13 janvier 1982) : œuvres de J. Sibelius, Ovorak et R. Strauss, par l'Orchestre symphonique de Toronto, dir. : A. Davis ; et : E. Söderström, soprano.
- 22 h 30, Fréquence de nuit : le Roman de la rose ; œuvres de Dufay, Ronsard, Costeley, Schubert, Lully, Rameau...

(de M. Dini) conservant ses relations commerciales avec le *Dauphiné libéré*.

## TRIBUNES ET DÉBATS

## JEUDI 14 JUILLET

Le général Marcel Bigard, député U.D.F. de Meurthe-et-Moselle, est invité à l'émission « Plaidoyer » sur R.M.C. à 8 h 30.

M. François Mitterrand, président de la République, est interviewé au journal de 13 h sur TF1.

## S.A.R.L. Le Monde

## Les comptes du journal en 1982

Le 23 juin 1983, s'est réunie l'assemblée générale des associés de la S.A.R.L. « Le Monde », qui a approuvé les comptes de l'exercice 1982. Ceux-ci se traduisent par une marge d'exploitation déficitaire de 3 309 992,27 francs et un résultat déficitaire de 17 827 382,27 francs, après dotations aux amortissements, provisions et pertes et profits divers de 14 517 390,00 francs.

## BILAN AU 31 DECEMBRE 1982

ACTIF		PASSIF	
Frais d'établissement	15 520 608,98	Capital social	500 000,00
Immobilisations	66 688 424,00	Réserve légale	50 000,00
Installations	92 586 175,33	Réserve générale	6 060 505,23
Matériel	72 400 323,95	Provision	266 224,44
Immobilisations exceptionnelles	2 322 100,00	Réserve spéciale	260 996,09
Immobilisations en cours	1 347 581,33	Écart de réévaluation	18 790 394,37
Participation à la construction	8 346 715,81	Amortissements exceptionnels	30 524 550,82
Valeurs engagées	11 253 384,13	Amortissements industriels	147 880 758,88
Titres de participation	776 222,72	Provisions	12 329 463,84
Stocks et travaux en cours	7 888 082,15	Dettes à long et moyen terme	9 776 495,83
Débiteurs divers	96 467 060,25	Amortissements à servir	46 738 590,17
Disponible	10 011 892,11	Créditeurs divers	130 257 973,36
Résultat de l'exercice	17 827 382,27		
	403 435 953,03		403 435 953,03

## COMPTE D'EXPLOITATION 1982

PRODUITS		CHARGES	
LE MONDE			
Abonnements .....	66 004 794,66	Administration .....	42 670 920,10
Ventes .....	294 243 899,76	Documentation .....	6 992 220,48
Publicité .....	308 351 497,94	Rédaction .....	90 343 683,70
Reproduction		Abonnements .....	27 329 633,57
d'articles .....	1 069 083,22	Ventes .....	156 785 501,18
Vieux papiers .....	981 316,39	Publicité .....	77 172 018,47
Produits divers .....	511 506,81	Imprimerie .....	244 705 323,69
Travaux faits par l'entreprise pour elle-même .....	5 817 888,25		
	676 979 987,03		645 999 301,19
		Frais généraux .....	27 015 419,72
		Frais sociaux .....	10 337 664,23

## AUTRES ACTIVITÉS

Sélection hebdomadaire	5 300 604,91	Sélection hebdomadaire	4 625 539,37
Weekly Selection	292 965,60	Weekly Selection	531 881,12
Monde diplomatique	8 122 175,28	Monde diplomatique	7 993 773,97
Monde des philatélistes	5 986 478,44	Monde des philatélistes	6 541 123,07
Dossiers et documents	11 839 949,26	Dossiers et documents	8 930 269,51
Monde de l'éducation	8 913 200,95	Monde de l'éducation	8 810 739,91
Travaux commerciaux et divers	128 450,60	Travaux commerciaux et divers	88 132,25
Marge d'exploitation déficitaire	3 309 992,27		
	720 873 804,34		720 873 804,34

## COMPTES DE PERTES ET PROFITS 1982

Marge d'exploitation	3 309 992,27	Produits sur exercices antérieurs	293 489,48
Pertes sur exercices antérieurs	143 676,98	Profits exceptionnels	217 450,75
Pertes exceptionnelles	2 560 477,46		
Dotations aux amortissements	7 604 877,52	Déficit de l'exercice	17 827 382,27
Dotations aux provisions	4 719 298,27		
	18 338 322,50		18 338 322,50

La marge brute de l'exercice 1982 est déficitaire d'un peu plus de 3 millions de francs.

En 1982, le chiffre d'affaires réalisé ne s'est accru que de 9 % en francs nominaux.

En effet, la diffusion moyenne du *Monde* contrôlée par l'O.J.D. (Office de Justification de la Diffusion) s'est établie à 400 168 exemplaires, ce qui représente une baisse de 8,87 % par rapport à l'année 1981.

Le lignage publicitaire a été relativement stable puisqu'il n'a progressé que de 0,40 %, pour un chiffre d'affaires en augmentation de 11,35 %.

La diffusion des publications hebdomadaires et mensuelles s'établit comme suit :

- Sélection hebdomadaire, 27 821 exemplaires,
- Le Monde diplomatique, 14 416 exemplaires,
- Le Monde de l'éducation, 71 913 exemplaires,
- Le Monde des philatélistes, 38 876 exemplaires.

Après avoir entendu le rapport des gérants et les rapports de M. Thomas, commissaire aux comptes, l'assemblée générale a approuvé les comptes de l'exercice et l'affectation du résultat déficitaire au compte « report à nouveau ».

Chaque année, à la même époque, le *Monde* publie ses comptes, qu'ils soient favorables ou non. C'est sa manière d'informer ses lecteurs.

Les résultats de 1982 sont négatifs et confirment une tendance amorcée en 1980, marquée en 1981 par la relance due à des événements politiques exceptionnels et qui est appelée à se prolonger en 1983.

Les raisons de cette dégradation sont diverses : elles procèdent de la situation générale de la presse écrite quotidienne, de la crise économique, de l'environnement politique et psychologique, mais aussi du journal lui-même, c'est-à-dire de son contenu et de sa présentation.

Le *Monde* appartient à la plupart de ceux qui le font, journalistes, cadres, employés, et à ceux qui le cautionnent intellectuellement et moralement. S'il lui arrive de prendre parti, il n'est lié à aucune organisation politique, à aucun pouvoir. Pour préserver cette indépendance, il doit vivre par ses propres moyens et retrouver l'équilibre financier. Nous nous y efforçons, avec un plan d'économies déjà mis en œuvre en 1983 et qui se prolongera si c'est nécessaire.

Nous cherchons, parallèlement, à améliorer le contenu et la présentation de toutes nos publications sans remettre en cause la conception de l'information que le *Monde* incarne depuis bientôt quarante ans, et qu'il souhaite partager avec de plus en plus de lecteurs soucieux de s'informer, de se documenter, de réfléchir sur les temps qu'ils vivent.

A. L.



# INFORMATIONS « SERVICES »

## LA MAISON

### Cadeaux d'artisanat

Pour remercier des parents ou amis d'un séjour passé dans leur maison de vacances, un bel objet d'artisanat peut être une idée de cadeau.

Deux nouvelles boutiques proposent, dans des genres différents, des pièces originales. Par une curieuse coïncidence, les jeunes femmes qui les animent sont des Parisiennes d'adoption : l'une vient d'Afrique et l'autre des Caraïbes.

Ariane Nassou est arrivée à Paris à l'âge de quatorze ans, après une enfance passée au Togo. Lors de ses études en histoire de l'art, elle découvre des correspondances entre la tradition chinoise et la tradition togolaise, notamment un culte de la nature transmis par les artisans. Ce sont des objets et des meubles, fabriqués en Chine populaire selon les méthodes anciennes, qu'elle expose dans sa boutique de la rue Campagne-Première, à deux pas du boulevard Raspail.

Les petits meubles chinois sont en bois massif, non laqué, une sellerie en « bois de fer » ornée de fines arabesques découpées (2200 F), une table basse et ronde dont la plateau et son pourtour sont décorés de sculptures inspirées de gravures anciennes. Quatre tabourets triangulaires se glissent sous la table. Un coffre en bois de camphrier est sculpté de scènes de la Chine d'antan, 1600 F.

Des assiettes en porcelaine, aux motifs de couleurs raffinées, sont présentées sur des supports en ébène (120 F l'assiette). Dans le choix des vases proposés par Ariane Nassou, ceux en émail sont d'une grande richesse de coloris (de 390 F à 1950 F pour les plus grands). Sur un vase de forme fuselée, en bois laqué noir, ressort l'éclat d'émaux incrustés en nacre colorée.

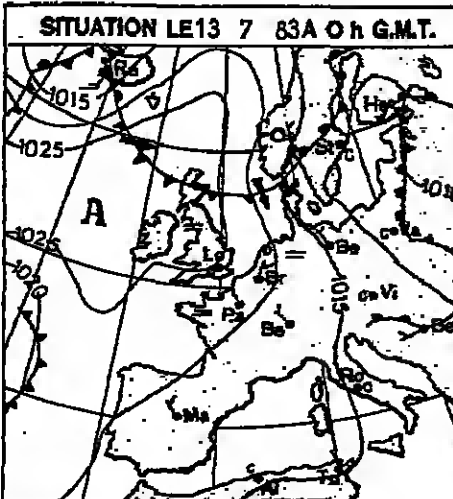
C'est en 1968 que Yolaine Lelasseux quitte Haïti, où elle est née, pour venir à Paris. Après des études en sciences économiques, elle se passionne pour l'art plastique. Ses rencontres avec des artisans d'art lui donnent envie de mieux faire connaître leurs œuvres. Elle les présente dans sa boutique, située tout près de la rue de Rennes.

Pièces uniques, les céramiques de Marius Musarra sont revêtues d'émaux d'un bleu turquoise dégradé, tels ce grand vase ressemblant à une toupie géante et cet autre en forme de grosse boule, 1130 F. La grès est travaillé différemment par deux artisans : Daniel Castel teinte ses pièces avec des cendres de bois pour obtenir des tons bruns, vert bouteille ou rouge sombre. Les grès de Pascal Labrière, si fins qu'ils s'apparentent à la porcelaine, sont en camaïeux grisés : toupies évasées, grande jatte ou haute potiche, 800 F.

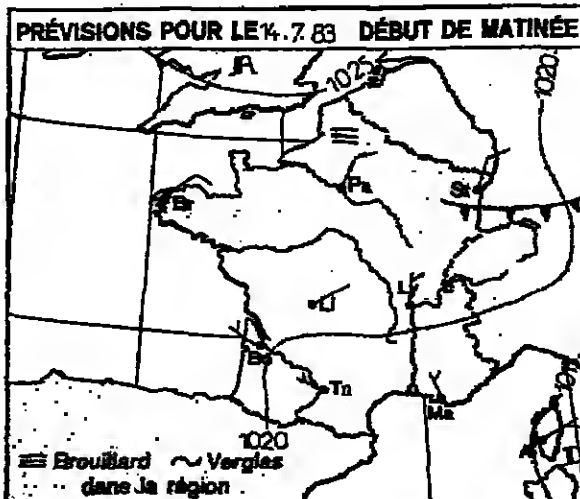
Les vases en verre soufflé de Robert Piérini ont des colorations, soit irisées sur verre translucide, soit oxydées sur noir mat (de 300 F à 1500 F selon la taille et le décor). Ses petites lampes à pied en fer forgé sont coiffées de coupole en verre coloré. L'artisanat haïtien est représenté par divers placés en bois, en particulier de grands pots à épices en ajouai sombre tourné à la main.

**JANY ALJAME.**  
\* Mobilier chinois, 27, rue Campagne-Première, 75014 Paris.  
Yolaine Lelasseux, 12, Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris.

## MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 13 7 83A 0h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 13 7 83 DÉBUT DE MATINÉE

Évolution probable du temps en France entre le mercredi 13 juillet à 0 heure et le jeudi 14 juillet à midi.

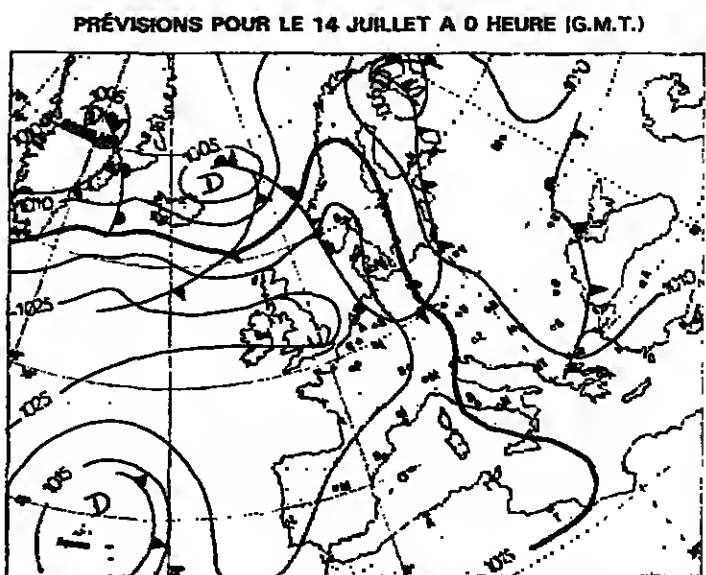
La zone dépressionnaire du proche Atlantique s'élargit vers l'ouest, et de l'air plus frais pénètre dans un flux de nord sur le Nord-Est du pays. Cependant, les hautes pressions nous protègent de l'activité des perturbations qui circulent sur le nord de l'Europe.

Jeudi matin, les bancs de brouillard ou les nuages bas risquent d'être nombreux au nord de la Seine; ils se dissipent au cours de la matinée, excepté près de la Manche orientale, où ils seront plus tenaces. Sur les autres régions, le beau temps sec et ensoleillé prédominera malgré quelques bancs de brouillard le matin sur le sud-ouest de l'Aquitaine. Le régime d'orage est très faible, mais quelques foyers orageux pourront encore être observés sur les massifs de l'Est et près de la Méditerranée. Le vent, faible en général, soufflera subitement du secteur nord sur une moitié nord-est du pays. Les températures, toujours élevées, seront toutefois en baisse de 1 à 2 degrés, et même de plus de 4 degrés sur les régions de l'Est et du Nord-Est, où elles avoisneront 24 à 27°C.

Pression atmosphérique prévue au niveau de la mer à Paris le 13 juillet à 8 heures : 1 022,8 millibars, soit 767,2 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 12 juillet; le second le minimum dans la nuit du 12 juillet au 13 juillet).

Alger, 28 et 17 degrés; Biarritz, 24 et 21; Bordeaux, 30 et 21; Bourges, 34 et 18; Brest, 32 et 17; Caen, 25 et 13; Cherbourg, 25 et 16; Clermont-



PRÉVISIONS POUR LE 14 JUILLET A 0 HEURE (G.M.T.)

Ferrand, 31 et 15; Dijon, 32 et 19; Grenoble, 32 et 16; Lille, 30 et 14; Lyon, 33 et 17; Marseille-Marseille, 32 et 20; Nancy, 32 et 19; Nantes, 33 et 23; Nice-Côte d'Azur, 28 et 21; Paris-La Bourgas, 31 et 16; Pau, 25 et 19; Perpignan, 34 et 25; Rennes, 35 et 18; Strasbourg, 32 et 17; Tours, 33 et 20; Toulouse, 32 et 20; Pointe-à-Pitre, 33 et 26.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 29 et 20 degrés; Amsterdam, 30 et 14; Athènes, 29 et 20; Berlin, 33 et 16; Bonn, 32 et 18; Bruxelles, 30 et 16; Le Caire, 36 et 25; Des Canaries, 25 et 21; Coppenhague, 29 et 17; Dakar, 30 et 26; Djibouti, 32 et 18; Genève, 30 et 17; Jérusalem, 31 et 16; Lisbonne, 27 et 15; Londres, 31 et 18; Luxembourg, 31 et 18; Madrid, 35 et 18; Moscou, 27 et 19; Nairobi, 22 et 11; New-York, 34 et 32; Palma-de-Majorque, 31 et 15; Rome, 31 et 18; Stockholm, 31 et 18; Tazoua, 40 et 26; Tunis, 35 et 18.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 13 juillet :

### DES LOIS

- Interdisant certains appareils de jeux ;
- Réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage et de transport de fonds ;
- Relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;
- Relative aux conditions d'accès au corps des ministres plénipotentiaires ;
- Rendant applicables dans les territoires d'outre-mer les dispositions de la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle.

### UNE LISTE

• D'admissibilité aux écoles du service de santé des armées en 1983.

## PARIS EN VISITES -

### VENREDI 15 JUILLET

- La dernière promenade d'Henri IV, 15 heures, Pont Neuf statue Henri IV (Caisse nationale des monuments historiques).
- Les poupées dans le monde, 15 heures, musée de l'Homme (Approche de l'art).
- L'Opéra, 11 heures, entrée (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
- Hôtels Rhuas-Sonibet, le Marais, 14 h 30, métro Pont-Marie, (Les Flâneries).
- Le Marais illuminé, 21 heures, métro Saint-Paul, M° Haullier.
- Siège du parti communiste, 15 heures, métro Colonel-Fabien, M° Jaurès.
- Salons de l'Hôtel de Ville, 14 h 30, devant l'Hôtel sur la place (Paris et son histoire).
- Illuminations des bords de Seine, 21 heures, fontaine place du Châtelet (Paris antérieurs).
- Hôtels du Marais, 14 h 30, 2, rue de Sévigné, (Le Vieux Paris).

## EXPOSITIONS

**LA DENTELLE DU PUY A L'HONNEUR.** - Le Centre d'initiation à la dentelle organise du 15 juillet au 30 août une exposition de dentelle du Puy du dix-neuvième siècle au Centre Pierre-Cardinal, rue Jules-Verne, au Puy-en-Velay.  
\* 2, rue Daguerres, 43000 Le Puy, tél. (71) 02-01-68.

## CARNET

### Naissances

— M. Alain BOUDINET et M<sup>me</sup> née Brigitte Lardie, ont heureux d'annoncer la naissance de  
**Sandrine,**  
le 9 juillet 1983, Erment (Val-d'Oise).

### Décès

— Simone Benhamou, son épouse, Nicole et Michel Baron, François et Jean-Claude Hassen, ses filles et gendres, Emmanuel, Valentine et Julie Baron, ses petits-enfants, Martine Benhamou, sa sœur, et toute la famille, ont la très grande douleur de faire part de la mort de  
**Albert BENHAMOU,**  
survenue le 7 juillet.  
192 A, rue de Valenciennes, 75015 Paris.

— M. José Manuel Cots, son mari, Isabelle Algrèa Cots, sa fille, M<sup>me</sup> Jacques Seignot, sa mère, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Cots, ses beaux-parents, Pierre et Danielle Seignot, François et Elzabeth Seignot, Madeleine Seignot, Philippe et Sophie Seignot, Claude Seignot, Et Hervé Karleskind, ses frères et sœurs, beau-frère et belles-sœurs, ont la douleur de faire part de la mort de  
**Véronique COTS-SEIGNOT,**  
survenue le 9 juillet 1983.  
La cérémonie religieuse a lieu le mercredi 13 juillet, à 16 heures, en l'église de Veneux-les-Sablons (Seine-et-Marne).  
12, place du Général-de-Gaulle, 77850 Hérisy.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M<sup>me</sup> Marie-Rose Delaporte et ses enfants, ont la douleur de faire part de décès de  
**Edmond DELAPORTE,**  
architecte, peintre, sculpteur, survenu à Saint-Jeannet, le 6 juillet.

**ROBLLOT S. A.**  
522-27-22  
ORGANISATION D'OBSEQUES

— M. Pierre Dugès, Le docteur et M<sup>me</sup> Henry-Elie Dugès, Le docteur Catherine Dugès, M. et M<sup>me</sup> Nicolas Pierre Bordes, leurs enfants et petits-enfants, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Alain Rivayrol et leur fille Joëlle, M<sup>me</sup> Françoise Rivayrol, M. et M<sup>me</sup> Daniel Dugès et leur fils Nicolas, M<sup>me</sup> Raoul Dugès, Les familles Mercadier, Prévost-de-Saint-Cyr, de Séverno-Decombe, Tillot, Muvet, Maurel, Aspe, de Farnas-Labrosse, de Rigaud de Vaudruil, ont l'immense douleur de faire part du décès de  
**M<sup>me</sup> Frédrik HALLBERG,**  
née Desmaris.

survenue le 9 juillet 1983, à l'âge de soixante-seize ans.  
Les obsèques ont eu lieu le mercredi 13 juillet au cimetière de Montrouge. Cet avis tient lieu de faire-part.

— Eric, France, Karin-Elisabeth Hallberg, Robert et Ariane Nida et leurs enfants Nathalie, Jean-Marie et Edward, François et Christine Varin, ont la douleur de faire part du décès de leur mère et grand-mère.  
**M<sup>me</sup> Frédrik HALLBERG,**  
née Desmaris.

survenue le 9 juillet 1983 à son domicile, au Vésinet.  
Que les parents et amis en Suède et aux Etats-Unis s'associent à leur douleur.  
Les obsèques ont eu lieu le mardi 12 juillet, au Vésinet, dans la plus stricte intimité.

— Lucrèce MISTRAL, de l'Opéra, est décédée, à Paris, le 7 juillet 1983. Sa fille et son gendre, Michèle et Roger Perrot, Sa petite-fille, Catherine Vincent, Ses proches amis, rendent ici un hommage public à sa personne et à son talent. Ils la rappellent au souvenir de tous ceux qui l'ont aimée et admirée.  
6, rue Damesme, 75013 Paris.

— M. Philippe de Rouilhac et son fils Antoine, M. Maurice Delorme, M. Claude Cabanes, M. et M<sup>me</sup> Jean-François Dubard, M<sup>me</sup> Isabelle Dubard, ont la douleur de faire part de la mort de  
**M<sup>me</sup> Philippe de ROUILHAC,**  
née Hélène Dubard, survenue, le 2 juillet 1983, à Paris.

La cérémonie d'inhumation a eu lieu, le 11 juillet, à Fleurance (Gers).  
— On sous prie d'annoncer le décès du  
**commandant Jean-Pierre VAULTON,**  
survenu à Paris le 6 juillet 1983. De la part de M<sup>me</sup> Huguette Vaulton, son épouse, Isabelle, Alain, Gilles, Christine et Sophie, ses enfants, Et de toute la famille. La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité le mardi 12 juillet 1983.  
10, avenue Daniel-Lesueur, 75007 Paris.

— M<sup>me</sup> Elsa Vulta, son épouse, Marie-Hélène, Marc, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de  
**M. S. VULTA,**  
survenu à Paris le 9 juillet 1983 dans sa soixante-seizième année.

Les obsèques ont eu lieu le 13 juillet 1983, à 14 h 15, au cimetière de Bagneux. Ni fleurs ni couronnes.  
M<sup>me</sup> Vulta, 102 bis, avenue du général-Michel-Bizot, 75012 Paris.

**Remerciements**  
— M<sup>me</sup> Jean-Marie Veyssi et ses enfants, parents et amis, profondément touchés par les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de  
**Jean-Marie VEYSSI,**  
remercient toutes les personnes qui, par leur présence, leurs messages et leur envoi de fleurs, se sont associées à leur peine et les prient de bien vouloir trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements.

— M<sup>me</sup> René Collamarini, très touchée par les marques de sympathie qui lui ont été témoignées lors du décès de  
**M. René COLLAMARINI,**  
survenu à Saint-Mandé (94) le 18 juin 1983, remercie tous ceux qui, par leurs messages et leurs pensées, ont partagé sa peine.

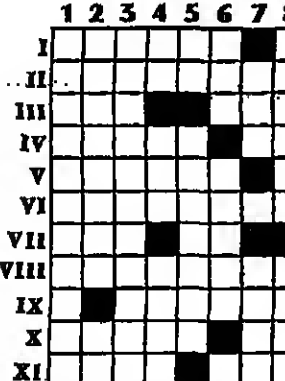
**Anniversaires**  
— Le 14 juillet 1977  
**Maurice FEFER**  
nous quitte.  
Pour le sixième anniversaire de sa disparition, une pensée est demandée à ceux qui ont gardé son souvenir.  
93260 Les Lilas.

— Pour le cinquième anniversaire de la mort de  
**M. Félix NAGGAR,**  
une pensée fidèle est demandée à ceux qui se souviennent.  
Edité par la S.A.R.L. Le Monde Girant : André Laurens, directeur de la publication Anciens directeurs Hubert Bouve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982)

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration. Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437. ISSN : 0395 - 2037.

## MOTS CROISÉS

### PROBLÈME N° 3492



### HORIZONTELEMENT

1. S'efface avant de passer. Tête d'affiche. — II. Malgré son nom, ce liquide ne saurait enchanter un palais. — III. Premier mot d'un refrain patriotique. Ecueil coupant souvent la voie du bac. — IV. Ancienne capitale du Frioul. Capital qui s'enrichit en dormant. — V. Son tournage donne de l'avancement à la vedette. Extrait de Voltaire qu'on peut trouver dans « Zaire ». — VI. Femme qui ne rechigne pas quand il s'agit de prendre le manche à balai. — VII. Sur les Côtes-du-Nord, jamais sur la côte du Nord. Jaune ou noir, le monde en est esclave. — VIII. Chateaubriand l'appelait « l'homme qui osa déposer ses cœurs dans le nid de l'Aigle ». — IX. Se

font écraser avant de donner la piqûette. — X. Sa Chârité est célébrée ainsi que celle d'un de ses enfants. Clément Marot lui consacra une épître. — XI. Qui ne manque pas d'adresse. Son double vaut cinq, pour Alphonse Allais.

### VERTICALEMENT

1. Après avoir épousé la « veuve », sa veuve connut d'impérieuses épreuves. — 2. Esprit fort. Note. — 3. Ne sont pas sans intérêt pour le principal. — 4. On a trouvé des pièces de valeur dans ses fouilles. Contesta. Munit du nécessaire ou de superflu. — 5. Personnel. Dérèglement dans une « économie » entraînant une opération de bourse. — 6. Trous, pour le fils de Vesprien. — 7. Nom d'une dame Jeanne. Jamais gras dans une société guidée. — 8. Fut à l'Italie ce qu'Artilla fut à la Gaule. Antiope sud-africaine. — 9. Ce sont parfois des étoiles annonçant une fin prochaine. Bas de cadran.

### Solution du problème n° 3491

**Horizontalement**  
I. Divisible. — II. Enamourés. — III. Se. Pût. — IV. Ombres. — V. Dodos. S.P.A. — VI. Ol. Gel. — VII. Ripper. In. — VIII. Ivette. Ni. — IX. Sinusité. — X. Eta. L'éché. — XI. Sellerie.

**Verticalement**  
1. Dégodérisé. — 2. Inémotivité. — 3. Va. BD. Pénal. — 4. Imprimptu. — 5. Saies. Etale. — 6. Jule. Grécor. — 7. Brosse. Ici. — 8. Let. Plinthe. — 9. Eta. Sa. Niées.

GUY BROUTY.

## BREF

### LOISIRS

**LE 14 JUILLET DES CYCLISTES.** — Le Mouvement Défense de la bicyclette organise le 14 juillet, de 14 heures à 17 heures, la « prise de la Bastille par les cyclistes ». Au programme de cette animation : la sécurité des cyclistes, les bandes vertes, les points noirs du cycliste, etc. Le rendez-vous est fixé côté ancienne gare de la Bastille. A 17 heures, une sortie surprise est prévue en pleine nature.

\* M.D.E., 31, rue d'Enghien, 75010 Paris, Tél. 246-86-75 ou 206-40-93.

### VIVRE A PARIS

**RECTIFICATIF : LES OUVERTS OU FERMÉS DU 14 JUILLET.** — Pour obtenir une sélection des loisirs à Paris en langue anglaise, il faut appeler le numéro 720-88-98 à l'Office du tourisme de Paris et non le 720-88-88 comme nous l'avons indiqué par erreur dans nos éditions du 13 juillet.

**Le Monde**  
Service des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75422 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. Paris 4207-23  
ABONNEMENTS  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois  
FRANCE  
341 F 554 F 767 F 988 F  
TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
601 F 1 074 F 1 547 F 2 020 F  
ÉTRANGER  
(par mandat postal)  
I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
381 F 634 F 857 F 1 140 F  
II. - SUISSE, TUNISIE  
454 F 775 F 1 105 F 1 430 F  
Par voie aérienne  
Tarif sur demande.  
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.  
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.  
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.  
Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



## Ile-de-France : c'est la fête !

### Les joyeux saltimbanques de Marne-la-Vallée

Bartabas-le-Furieux, les frères Confettis la famille Vermandel, le génial Ritacalfoul, l'extravagant Cimbale, les percuteurs internationaux de Maurice Houvion, tels sont les nouveaux citoyens de Marne-la-Vallée. La ville nouvelle vivra jusqu'à la fin de l'automne au rythme de ces saltimbanques. Une façon comme une autre de se consoler de n'avoir pas été retenue comme lieu de l'Expo universelle.

C'est avec le printemps que la fête a débarqué ici, dans ce « Far East » de l'agglomération parisienne qui s'étend sur vingt kilomètres de long entre les bandes parallèles de trois voies de chemin de fer, d'une autoroute et de la Marne... Pas facile de s'amuser dans cette banlieue qui grignote les champs de betteraves et s'étend d'année en année sans parvenir à trouver une unité, un centre de vie.

Alors, il a fallu envoyer là-bas une sorte de commanda d'amuseurs publics. On a grimpé cela en association baptisée « Lieux publics ». En jargon administratif cela se dénomme un « centre de rencontre et de création de pratique artistiques dans les lieux publics et les espaces libres ». Tout simplement. Mais lorsqu'on porte un nom comme ça, on a droit à l'appui du ministère de la culture et à la considération des élus locaux.

Au terme de quoi les banlieusards orientaux voient défiler dans leurs

• **Sports à Paris.** - La direction départementale temps libre, jeunesse et sports de Paris organise un large éventail d'activités sportives, telles que badminton, danse, voile, yoga, golf, natation, équitation, tennis, etc.

Le programme détaillé des activités (lieux, jours et heures) peut être réclamé à la direction départementale temps libre, jeunesse et sports, 25, rue de Pontbieu, 75008 Paris, tél. : 359-01-69.

rués des musiciens, des conteurs, des chanteurs, des acrobates. C'est le cirque permanent, en plein air, au pied des H.L.M., et même dans les champs puisqu'un an encore un pied dans le monde rural.

Le quotidien un peu raplapla de Marne-la-Tranquille s'en trouve bouleversé de fantastique. Début juillet par exemple, comme le rapporte notre correspondant Kim Larouss, des ébapiteaux avaient été dressés sur les pelouses du parc de Noisel. Une prairie entourée de grands arbres qui descendent vers la Marne, le décor millénaire et un peu ennuyeux de l'Ile-de-France. Près de quatre mille personnes sont allées s'amuser tout un week-end des créations foisonnantes de la bande à Michel Crépiau, le fondeur et l'animateur de « Lieux Publics ».

Celui-ci a installé son P.C. dans le seul endroit possible : l'ancienne ferme du Buisson, une austère forteresse qui se défend vaillamment derrière ses hauts murs contre l'assaut des constructions de béton.

### A la polonaise

Ils étaient tous là, le 3 juillet, ces Polonais exilés, venus comme en pèlerinage de tous les coins de France dans le parc du collège Saint-Stanislas d'Osny, petite bourgade de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise. Chaque année, depuis vingt-cinq ans, fâchés au rassemblement voulu par les fondateurs du collège - parmi lesquels l'abbé Thadée Tomaszewski, directeur d'une imprimerie ottomane au collège - les Polonais de France viennent assister à la messe en plein air. Puis la ker-

messe commence, dans le cloître pendant l'après-midi les danses folkloriques.

Cette année dix mille visiteurs, auxquels se joignent régulièrement les habitants de la région, ont arpenté le parc Stanislas. Et, bien entendu, on a évoqué la fête de 1976. Cette année-là, l'invité de marque était un cardinal, venu tout droit de Pologne, il s'appelait Karol Wojtyla, le futur Jean-Paul II...

J.M.

L'Ile-de-France n'attend pas le 14 juillet et les départs en vacances pour faire la fête. Dès le printemps, comme autrefois, les rassemblements et réjouissances collectives fleurissent ici et là.

C'est pourquoi les villes nouvelles s'efforcent, elles aussi, pour tenter de se trouver une âme, de créer leurs propres festivités, non sans mal comme le constatent leurs organisateurs.

### A CERGY-PONTOISE

### Majorettes et harengs salés

Samedi soir : retraite aux flambeaux avec fanfare et majorettes. Dimanche, messe à 10 heures, bénédiction de la foule puis kermesse, défilé, concert vespéral et feux d'artifice sur les bords de l'Oise. Cergy-Village, deux mille habitants, célèbre ainsi depuis des décennies la Saint-Christophe, fête du patron de la commune. Cette petite fête autrefois paroissiale est devenue communale, mais elle attire toujours autant de monde. Des villageois surtout ; fort peu les habitants de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise, pourtant toute proche.

Ceux-là participent plutôt à leur « fête du printemps », qui se déroule en juin, au seuil de l'été, histoire d'avoir la météo de son côté. Une quarantaine d'associations, parmi les quatre cents que compte la ville nouvelle et ses cent vingt mille âmes, sont à l'origine de cette manifestation vieille de quatre ans à peine. Une tradition est-elle en train de naître ?

Pour l'instant, seuls les mouvements sportifs et culturels - dont l'intérêt est d'augmenter le nombre de leurs adhérents - répondent à l'invitation. Les associations de quartier se font trer l'oreille. Visiblement, elles préfèrent s'amuser dans leur coin. « Au fil des ans, disent les organisateurs, l'enthousiasme s'émousse. La participation est de plus en plus difficile à obtenir. »

Ce n'est pourtant pas la faute des animateurs, qui, avec un budget de 200 000 F en 1982, s'achèvent à démarcher le secteur. La fête, elle, a trouvé son espace : le bois de Cergy et la base de loisirs. Matchs de volley, démonstration d'aéromodélisme, courses de canoë-kayak, concert, compétition de voile, soirée de gala, buffet campegnard et puis musique, musique, musique...

Pour les comités, « la fête de printemps » est le point fort de l'année. L'association sportive de l'agglomération nouvelle, par exemple, s'y prépare toute l'année. Et peut-être la ville nouvelle, qui, depuis sa création, au début des années 70, se cherche une âme, finira-t-elle par la trouver.

### Tradition

N'est-ce pas grâce à la Saint-Martin qui se célèbre à Pontoise, sans faillir, chaque année, depuis 1170, que ce gros bourg est devenu une petite ville ? Commerçants, artisans, agriculteurs, corps de métiers, associations, offices municipaux, presse locale, toutes les institutions participent à cette fête qui est aujourd'hui la vitrine de l'activité régionale. Le commissaire de la République l'inaugure aux côtés du maire.

Autrefois installée sur le parvis de la cathédrale Saint-Maclou, au centre de la ville, elle a par la suite été repoussée, en raison de son expansion, vers le plateau Saint-Martin, entre Pontoise et les nouveaux quartiers de

Cergy-Pontoise. Comme un trait d'union entre le passé et le futur.

La tradition reste le moteur de la fête Saint-Martin même si aujourd'hui la mécanique a remplacé le bétail et la blue-jean le blouse des paysans. Une tradition qui passe par la dégustation solennelle du ginglet et du hareng, le vin et le poisson qu'en 1983 encore il est de bon ton de manger avec les doigts.

Le ginglet, c'est ce vin un peu piquant récolté sur les coteaux de Cergy et de l'Haut et dont se régalaient, dit-on, les monarques. Quant au hareng, on le doit aux moines de l'abbaye Saint-Martin de Pontoise, qui, à partir de 1370, percevaient chaque année au Tréport cinq mille harengs frais en vertu d'un legs de Jean, comte d'Eu. Ces poissons étaient alors distribués gratuitement par les moines aux visiteurs qui se pressaient à Pontoise pour la foire Saint-Martin. Le ginglet se fait rare, et le hareng se vend dans les grandes surfaces. Qu'importe, la tradition est sauve.

En 1982, cette foire, qui a fait bouger vingt-trois mille visiteurs, comptait cent cinquante exposants. Le chapiteau au sol de terre battue a fait place cette année à un hall polyvalent de 6 000 mètres carrés. Et l'on parle même de rouvrir une foire aux bestiaux comme jadis. En tout cas, on s'attache toujours la reine de la fête et ses demoiselles d'honneur. Elles règnent pendant un an sur « la commune libre de Saint-Martin ». Une autre tradition qui n'est pas prête de se perdre à Pontoise.

Ainsi vont les fêtes en Val-d'Oise. Encore nouvelles ou vigoureusement ancrées dans le terroir, mais s'essayant toutes à briser un avenir...

JACQUELINE MEILLON.

### En marge de l'affaire Orsoni

### M. DE ROCCA-SERRA EST INTERVENU DANS UN DOSSIER IMMOBILIER EN FAVEUR DE JEAN ALFONSI

Le député de la Corse du sud, M. Jean-Paul de Rocca-Serra (R.P.R.) est intervenu dans une affaire immobilière en faveur de Jean Alfonsi dit « Jeannot-le-long », le 22 juin, soit à la veille de l'arrestation de ce dernier dans l'affaire de l'enlèvement et de la disparition de Guy Orsoni, indique le *Canard enchaîné* dans son édition datée du mercredi 13 juillet.

Le 22 juin, M. de Rocca-Serra, accompagné du maire de Propriano, M. Emile Mocchi (R.P.R.), a été reçu par le secrétaire général de la préfecture à Ajaccio pour obtenir un permis de construire en faveur de Jean Alfonsi qui souhaitait bâtir l'intention de son fils Jean-Charles une discothèque à Propriano. Jean Alfonsi avait accompagné les deux élus à bord d'un avion privé jusqu'à Ajaccio, mais il n'avait pas assisté à l'entretien avec le secrétaire général de la préfecture, indique l'hebdomadaire.

La discothèque devait être édifée dans une zone non constructible plus tard. Il ne restait plus qu'à obtenir le permis de construire. M. de Rocca-Serra nous a indiqué qu'il se trouvait à Ajaccio quand M. Mocchi lui a demandé de l'accompagner à la préfecture afin de savoir pourquoi le permis de construire avait été retiré de l'ordre du jour de la commission d'urbanisme. « C'était tout simplement parce qu'il n'y avait non conformité aux règles de sécurité, nous a-t-il précisé. Ce n'était pas une démarche politique. J'ai accompagné un maire qui est un ami politique dans une démarche tout à fait légitime puisqu'il avait avis favorable du maire et du directeur de l'équipement. »

# Téléétel.

## La puissance de l'informatique.

## La simplicité du téléphone.

Voici Télétel : tout un monde de services en direct.

Télétel va donner une nouvelle dimension à votre vie professionnelle, à votre entreprise, quelles que soient sa taille et son activité, et vous ouvrir l'accès à des ressources informatiques de toutes natures et de toutes puissances.

### Télétel, informez-vous en direct.

Chacun peut, de son poste de travail, interroger des banques de données professionnelles ou des services d'information pratique.

Sans intermédiaire, sans connaissances spéciales, sans contrainte d'horaire.

Télétel, communiquez en direct. En concevant des services internes (boîtes à lettres électroniques, journal d'entreprise...) vous optimisez les circuits de communication dans votre entreprise, sans modifier vos structures, sans bousculer vos habitudes.

Télétel, agissez en direct. Vous dynamisez votre force de vente, vous resserrer vos liens avec vos distributeurs, vos clients, vos fournisseurs, grâce à des services de

consultation (catalogues, stocks, tarifs) et de commande en direct.

Bientôt vous pourrez même proposer directement vos services ou vos produits au grand public (3 millions de terminaux seront installés par les PTT d'ici 1986).

Voici Télétel, un nouvel outil de compétitivité, une nouvelle liberté pour travailler et entreprendre.

Simple, pratique, économique : le terminal MINITEL 1 coûte 70F par mois en location entretien, la communication coûte 0,30F la minute, indépendamment de la distance.

Télétel est maintenant disponible pour toutes les professions, partout en France. Pour recevoir un dossier "Spécial Entreprises", écrivez à DGT/Télétel - BP 111 - 75722 Paris Cedex 15 ou téléphonez ou

NUMERO VERIT 14.05.10.20.10



UNE NOUVELLE LIBERTÉ

PTT Télécommunications



Le Minitel 1 est le terminal télématique le plus simple : un écran, un clavier, une petite téléphonie et des touches de commandes en français.

مكتبة النسخ







ANGERS, 14, 15 ET 16 JUILLET  
LE RASSEMBLEMENT NATIONAL DU M.R.J.C.

## « Les jeunes ruraux acteurs d'un autre développement »

« Les jeunes ruraux acteurs d'un autre développement. » Sur ce thème, mille cinq cents délégués du Mouvement rural de la jeunesse chrétienne se réunissent les 14, 15 et 16 juillet à Angers. Héritier de la J.A.C. Jeunesse agricole chrétienne, qui fut l'école de formation des cadres paysans d'aujourd'hui - de Michel Debré, ancien secrétaire d'État de M. Giscard d'Estaing, à Bernard Lambert, une des figures du mouvement des paysans-travailleurs, - le M.R.J.C. a élargi son champ d'opé-

ration puisqu'il rassemble les apprentis, les élèves et les jeunes qui suivent une formation agricole.

Acteurs d'un autre développement, qu'est-ce à dire ? Il s'agit, d'abord, de définir la place de la jeunesse dans le développement de la société, puis de la M.R.J.C. est un mouvement de jeunes ; ensuite de tenter de maîtriser le développement rural, en cette partie du territoire national attirant aujourd'hui les regards

urbains. Enfin, le M.R.J.C., qui est aussi un mouvement d'Église, veut apporter une contribution chrétienne à la dynamique sociale. Mais ainsi on définit plutôt le mouvement lui-même que « l'autre développement » qu'il entend promouvoir. S'agit-il de lancer des solutions marginales pour « boucher les trous » provoqués par la crise ? On pourrait le croire, car les expériences de développement diffèrent se rencontrent surtout dans les zones les plus désertées. Mais, pour le M.R.J.C., il ne semble pas qu'il soit question de tomber dans le piège de l'activisme et d'entretenir une vie économique factice sans que soit remise en cause le mode de développement qui a provoqué la crise, le chômage et le dépeuplement des zones rurales.

Dans les régions dites « intégrées » - en gros, le nord de la Loire - il est plus difficile de promouvoir des activités à taille humaine permettant de se former et

de travailler au pays. Les roulements compresseurs des organismes de développement sont passés par là.

Les réalisations, dont on donne ici quelques illustrations, sont autant d'expériences concrètes qui ne se juxtaposent pas mais dont les leçons communes seront tirées pendant ce rassemblement d'Angers. On aperçoit les verrous législatifs, psychologiques, politiques, qu'il faut faire sauter, au niveau de la région et de l'État, pour qu'un autre développement soit possible.

On aura compris que le M.R.J.C., même s'il n'utilise pas le mot, se situe dans ce que l'on appelle « la mouvance autogestionnaire » à la suite de ceux pour lesquels vivre et travailler au pays n'est pas complètement une utopie. Surtout avec un gouvernement de gauche, même si cette gauche, tellement hybride, accorde parfois toutes ses priorités au cen-

tralisme, à l'industrie, voire à la fabrication de biens fastueux baptisés industries de pointe.

Normaliser les relations de travail des saisonniers dans la filière tout en s'interrogeant sur la notion même de « saison touristique », créer son entreprise en cherchant l'équilibre entre qualité de la vie et temps de travail, suggérer des formations adaptées, au niveau du « pays », aux débouchés locaux pour les lycéens et les apprentis, créer un centre de soins préventifs branché sur les troubles psychologiques des communes-dortoirs... autant de réalisations qui valent bien des intentions prospectives ou des rapports prospectifs dont on fait grand cas. Le rassemblement d'Angers se conclura par une fête, réunissant cinq mille personnes. Autogestionnaires et tertiaires, ces jeunes ont tous les défauts nécessaires pour construire une économie... différente.

JACQUES GRALL.

### • « LES OUVRIERS DU BOCAGE » (VENDEEN) :

## Comment grandir sans se renier ?

La Roche-sur-Yon. - En 1979, cinq militants du M.R.J.C. créent « Les Ouvriers du bocage », une SCOP pluri-branchée qui regroupe trois branches : menuiserie, tilerie et imprimerie. Aujourd'hui, après quelques incidents de parcoureurs de jeunesse, les onze salariés de l'entreprise sont à un tournant de leur histoire. Comment assurer le nécessaire développement et la rentabilité de leurs activités sans dénaturer le projet initial : fonctionnement autogéré, égalité des salaires, diminution de la durée du travail plutôt qu'augmentation de la rémunération ?

Ils possèdent tous les atouts dans leur manche pour privilégier, un jour, un jeu collectif. En 1979, ils avaient déjà acquis une bonne expérience chez les artisans de la région, ils étaient du même âge (vingt-six ans) et n'avaient aucune envie de quitter leur Vendée natale. Enfin, qu'il s'agisse d'engagement syndical et d'analyse politique, ils se retrouvaient sur la même longueur d'ondes : militants du M.R.J.C. et de la C.F.D.T., désireux de prendre eux-mêmes en charge leur travail et de régler les problèmes en commun.

Il aura fallu deux ans de réflexion pour affiner le projet, assurer le montage juridique de l'opération en Société coopérative ouvrière de production, trouver les financements nécessaires à l'achat du matériel et des bâtiments (230 000 F dont 100 000 F par prêt bancaire), réaliser une étude de marché sommaire.

Le démarrage effectif date d'avril 1979, avec quatre travailleurs pour trois ateliers : la menuiserie est située à Saint-Sulpice-le-Verdon ; quelques kilomètres plus loin, aux Lucs-sur-Boulogne, sont installées l'imprimerie et la tilerie.

### Correspondance

Une petite équipe expérimente alors le fonctionnement autogéré... Tous perçoivent le même salaire : 2 800 F. Privilège est donné aux avantages sociaux, pour une meilleure qualité de vie (cinquième semaine de congés payés, horaires à la carte hebdomadaire...).

Sans publicité, mais en développant le réseau des relations (associations, syndicats pour l'imprimerie, en faisant de la sous-traitance pour les carrossiers de la région (tilerie), en travaillant avec les entreprises du bâtiment (menuiserie), la SCOP remplit en un an son carnet de commandes, atteignant un volume d'activités nettement supérieur aux prévisions.

La fin de l'année 1980 marque une première évolution. Les salariés procèdent à trois embauches supplémentaires, quittent leurs anciens locaux pour des bâtiments plus spacieux. « Paradoxalement, les difficultés ont commencé à cette époque. Nous maîtrisons mal notre gestion et n'envisageons que le court terme ; nous avons continué à fonctionner de la même façon, sans tenir compte des capacités et du manque d'expérience des nouveaux embauchés, par exemple », explique Noël Sautier, menuisier.

Le secteur imprimerie, bénéficiaire, permet encore de tirer un bilan tout juste équilibré. C'est en 1982 que le point critique est atteint.

Cette fois, se contenter d'un constat des « erreurs de jeunesse » ne suffit plus. « Pas question d'invoquer une conjoncture économique désastreuse, on croulait sous les commandes ! Nous ne pouvions

nous en prendre qu'à nous-mêmes, à nos analyses trop floues et à notre attitude un peu inconsciente », constate Alain Gaspard, tiler. Parce que la survie du projet leur tient à cœur, les sociétaires s'imposent un plan de rigueur draconien : blocage des salaires à 2 200 F, organisation plus rationnelle des postes de travail dans les ateliers, horaires hebdomadaires à 41 h 30.

### Les moyens de la réussite

Cette mauvaise passe en forme d'avertissement permet aujourd'hui d'envisager l'avenir de manière différente.

Leur inscription récente (et tant attendue) au registre de la chambre des métiers de Vendée leur permet d'obtenir des prêts bancaires à des taux plus avantageux : 10 % au lieu de 15 %. « Nous allons donc commencer à nous matérialiser, pour réaliser des brochures, des livres et améliorer la qualité du service. Il faudra peut-être embaucher une ou deux personnes supplémentaires. Mais, en comptant les apprentis, nous sommes déjà onze salariés. À partir de quelle limite devons-nous freiner notre développement ? » s'interroge Roger Gaboriau, imprimeur.

En attendant, la SCOP va aussi innover en tentant de trouver de nouveaux marchés. « Nous ne créons pas un secteur publicitaire, mais nous optons pour une attitude plus active dans ce domaine. Trop de gens nous disent : « Si on vous avait vu avant, on aurait fait appel à vous ! ». Avez-vous fait ça quand même mal au cœur ! ».

COLETTE DAVID.

### • A RENNES :

## Un mouvement d'Église pour les exclus de la parole

Rennes. - « Dans le secteur rural, seul le M.R.J.C. regroupe les apprentis, les scolaires et les jeunes en formation agricole. » Pour Jean-Michel, vingt-quatre ans, l'un des six permanents du Mouvement rural de la jeunesse chrétienne en Bre-

### De notre correspondant

gne, cette spécificité implique d'autant plus de responsabilités qu'il reste beaucoup à faire pour permettre aux jeunes ruraux de se prendre eux-mêmes en charge dans la vie de

tous les jours. L'un des thèmes retenus pour cette année en Bretagne a été celui de l'apprentissage.

Un cahier de propositions sera transmis aux responsables de la formation des apprentis. « Dans le Sud-Finistère, explique Daniel, vingt-sept ans, le quart seulement des apprentis ayant obtenu un C.A.P. travaillent effectivement dans le métier préparé. Pour les autres, l'avenir est O.S. ou chômeur. » L'un de nos objectifs, souligne Daniel, est de permettre à ceux qui étaient exclus de la parole de la prendre ; nous voulons être un courant d'Église permettant aux jeunes de trouver une place dans la société et de participer activement à l'évolution de cette société.

Cela passe par l'organisation, au niveau du canton ou de la commune, de soirées-débat, la réalisation de plaquettes et d'enquêtes comme celle sur l'apprentissage mais aussi par la participation sur le terrain à des actions encadrées. Ainsi, à Quimper (Finistère), le M.R.J.C. vient de permettre l'installation d'un couple de jeunes agriculteurs. Ceux-ci, ouvriers dans un abattoir industriel, ne pouvaient faute de moyens suffisants, acquiescer une ferme, d'où l'idée aujourd'hui réalisée de créer un groupement foncier agricole (G.F.A.) dans lequel commerçants, artisans, professions libérales, salariés et agriculteurs de la commune, ont souscrit des parts de 2 000 F chacune. Au-delà de ce cas précis, une réflexion plus large a été entreprise sur la question de l'installation des jeunes agriculteurs, avec l'établissement d'une liste de candidats à l'installation et d'une enquête d'agriculteurs sur le point de quitter leur ferme.

« La présence, les questions et les revendications de notre mouvement, qui est un mouvement d'Église, montrent que l'Église est aussi un lieu où l'on peut se remettre en cause », conclut Jean-Michel.

CHRISTIAN TUAL.

### • DANS LA BANLIEUE DE BLOIS :

## Réussir ou gâcher sa santé

### De notre correspondant

Mouvement chrétien, le M.R.J.C. ajoute à l'appui de son analyse : « Qu'a fait le Christ pendant les trois années de sa vie publique, sinon se consacrer à rétablir la santé physique et mentale des gens et à réhabiliter socialement ceux qui avaient été exclus ? »

Le centre de soins pluridisciplinaire (infirmières, travailleurs sociaux) apparaît dès lors comme l'objectif à atteindre. Mais le potentiel de population représenté par cinq ou six communes rurales dispersées ne permettait guère d'associer le projet sur des bases viables.

Aussi la rencontre avec d'autres associations travaillant en milieu urbain fut-elle déterminante. Dans la ZUP de Blois toute proche, la C.S.C.V., Confédération syndicale du cadre de vie, la C.F.D.T. santé et le Planning familial avaient abouti aux mêmes conclusions, sans parvenir pour autant à mettre au point un projet concret.

« Le changement de gouvernement nous a bien aidés », reconnaissent aujourd'hui les animateurs du centre de soins. L'appui du nouveau député socialiste, maire de l'une des communes rurales, celui des deux conseillers généraux, également P.S., élus aux cantonales de 1982 dans les cantons de Blois concernés par le projet, ont été d'un grand secours pour l'aboutissement des démarches administratives, notamment pour l'attribution d'un local au rez-de-chaussée d'un immeuble H.L.M. de la ZUP bloisote.

Mais, pour le financement, la nouvelle association Mirabeau-Santé (du nom du quartier), constituée des partenaires fondateurs, a dû faire appel à ses propres ressources. Les cotisations des adhérents et des prêts consentis par certains d'entre eux ont permis de réunir un budget de départ de 20 000 francs. Le salaire de l'une des trois infirmières embauchées (dont deux appartenant au M.R.J.C.) est assuré par

une subvention pour la création d'emploi d'initiative locale.

Ouvert le 14 mars dernier, le centre s'est fait connaître à coups de tracts dans les boîtes aux lettres. Les militants des associations fondatrices ont fait aussi du porte à porte. Dès la fin de cette année, le centre espère équilibrer son budget grâce au remboursement des actes. Bien entendu, des conventions ont été passées avec les mutuelles et les caisses de Sécurité sociale afin de pratiquer systématiquement le tiers payant.

### Thème : le mal au dos

En attendant de pouvoir s'offrir les services d'un secrétaire à mi-temps, ce sont les administrateurs du centre qui assurent sa gestion à titre bénévole.

Mais, si les soins dispensés au centre et à domicile à titre lucratif sont une chose, Mirabeau-Santé entend bien dégager du temps et des moyens pour mettre l'accent sur la prévention, sa véritable raison d'être.

Déjà, plusieurs réunions d'information ont été organisées dans les communes, avec le concours de l'Association départementale d'éducation pour la santé et d'un groupe de vulgarisation agricole. Thèmes : le mal au dos, la pharmacie familiale. « L'Idéal serait, dit-on au centre, qu'une infirmière puisse consacrer le quart de son temps à la prévention. »

En attendant, le centre a déjà permis d'établir un contact différent avec les malades. Des diabétiques s'y rencontrent et parlent de leurs problèmes. « Il faut prendre le temps de discuter avec les gens, faire en sorte que le malade ne soit pas un consommateur de soins passif, l'amener à se prendre en charge, à diriger l'acteur principal de sa guérison. C'est à chaque instant de sa vie quotidienne que l'individu réussit ou gâche sa santé. »

JEAN-LOUIS BOISSONNEAU.

### • A BREST :

## Sale temps pour les saisonniers

### De notre correspondant

Brest. - « Sale temps pour saisonniers. Horaires interminables. Salaires misérables. Ambiance exécrable. Luttons ensemble pour le respect des travailleurs. » Cette affiche collée à un des murs de la permanence brestoise du M.R.J.C. du Nord-Finistère, à l'ancien séminaire de Keraudren, témoigne d'une des actions que mènent les militants dans le Léon et une partie du Trégor. « Nous voulons, explique Mar-

cel, employée à la mairie de Brest, dénoncer tous les abus que subissent les saisonniers, surtout dans la restauration et l'hôtellerie. Nous faisons depuis l'an passé une campagne par voie d'affiches et de tracts et nous avons fait une enquête pour connaître l'ampleur du phénomène. Eh bien ! la plupart du temps les saisonniers n'ont ni bulletin de salaire ni congés payés. Ils font en outre beaucoup trop d'heures dans des conditions de travail difficiles. »

C'est ce qui a ennuiné le M.R.J.C. à ouvrir une permanence d'été en plein Léon à Lesneven, afin de renseigner les jeunes sur leurs droits. Cette saison, il en sera de même à Lesneven toujours et à Saint-Renan, deux petites cités touristiques de la côte nord. Les jeunes militants ne cachent pas que cela a provoqué quelques remous car ils se sont « attaqués » entre autres à une petite institution : l'Association des loisirs par le travail, qui en été, répartit, depuis Lesneven, quatre cents gars dans le ramassage des poubelles de terre dans les exploitations agricoles des environs. Certes, dans le Léon, nul ne conteste l'existence de l'association en question : elle fournit une excellente main-

(C.S.F.) et la J.O.C. Il estime que « l'apprentissage débouche plus sûrement sur un boulot que le bac », mais que, en revanche, cela manque de « contrôle » et de « suivi ». C'est pourquoi il demande que les parents soient admis dans les conseils de perfectionnement, et que les organisations syndicales de salariés soient effectivement présentes. Le M.R.J.C. souhaite, en outre, que les apprentis aient droit à la parole en participant aux réunions et en les préparant. En ce qui concerne le C.A.P., les propositions vont dans le sens d'une plus grande liberté : « Il faudrait pouvoir passer le C.A.P. en un, deux ou trois ans, suivant les horaires ; que ce ne soit pas le tout ou rien, c'est-à-dire que la pratique reste acquise avec une possibilité réelle et des facilités pour repasser la partie théorique l'année suivante. » La notion d'emploi est aussi la finalité de l'action dans les lycées. Yveline vient d'être reçue en seconde année de B.T.S., gestion agricole. Mais elle a dû suivre des cours par correspondance car l'école se trouve à Rennes. Militante au M.R.J.C. depuis 1976, elle estime que la formation n'est pas adaptée aux besoins locaux. Ainsi n'existe-t-il pas dans le Finistère ni dans les Côtes-du-Nord et le Morbihan d'ailleurs, de filière pour apprendre la gestion agricole. Le M.R.J.C. relance la question d'un enseignement agricole à Landerneau, mais il ne cache pas qu'il se sent un peu dépassé. Cela nécessite, en effet, trop de moyens et d'appuis en haut lieu. Au fond, l'équipe nord-finistérienne souhaite avant tout qu'on puisse enfin « se former et travailler au pays ».

GABRIEL SIMON.

### • AU PAYS BASQUE :

## Des canards et des chômeurs

### De notre correspondant

Biarritz. - Dans la vitrine des expériences régionales, l'Aquitaine est représentée par le M.R.J.C. du Pays basque, dénommé Euzakaldun Gazteak (Jeunes Basques), qui vient de mettre en place dans le canton de Saint-Etienne-de-Baigorri un atelier de production de canards par de jeunes chômeurs.

Une région de montagne dont les six mille habitants vivent essentiellement de l'élevage (production de fromages) et qui a perdu en vingt ans près d'un quart de sa population. Mais cet exode vers les villes de la côte atlantique tend à s'inverser de par la volonté des jeunes de vivre au pays, une volonté bien plus culturelle qu'économique.

Symbola de ce renversement de tendance : l'organisation à la rentrée prochaine d'un stage de formation à l'élevage de canards, couronné par un brevet professionnel agricole. A l'origine : l'expérience tentée en 1981, sur quatre mois, par quatre jeunes chômeurs et un aide familial, qui consistait à élever des canards pour les vendre ensuite directement aux particuliers. La commercialisation de ces volatiles avait permis de rétribuer au SMIC les cinq producteurs, et ce malgré une importante mortalité due

à une méconnaissance de la prophylaxie. Cette mésaventure a révélé la besoin d'une formation appropriée pour continuer l'expérience.

La section locale du M.R.J.C. s'est alors adressée à l'Association pour le développement des Pyrénées par la formation (ADEPFO), un organisme créé en 1981 et financé par le Fonds social européen et par le Fonds interministériel pour le développement et l'aménagement rural (FIDAR).

Au mois d'octobre prochain, l'ADEPFO organisera donc un stage de cinq mois, auquel sont déjà inscrits onze jeunes, principalement des chômeurs. Pour ce qui est de la commercialisation de la production future, le chambre de commerce et d'industrie de Bayonne s'est proposée pour effectuer une étude approfondie du marché. Les producteurs, qui seront autonomes, ont dès à présent décidé de grouper achats et ventes afin de réduire les coûts, et pour éviter une concurrence inutile. Enfin, l'élevage de canards à rétro sera étendu au gavage pour la production de foie gras.

PHILIPPE ETCHEVERRY.







## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le collège exerçant les pouvoirs de l'assemblée générale des actionnaires de la société centrale Union des Assurances de Paris et des trois sociétés d'assurances et de capitalisation constituant le groupe l'Union des Assurances de Paris s'est réuni en assemblée générale ordinaire le 23 juin 1983 sous la présidence de M. Gibert, conseiller d'Etat.

M. Yves Chassagné, président du groupe l'Union des Assurances de Paris, a présenté au nom du conseil d'administration les comptes de l'exercice 1982.

Les éléments caractéristiques de ces comptes ont été (en millions de francs) les suivants :

	CHIFFRE D'AFFAIRES		Diff. 1982/1981 %
	1981	1982	
L.A.R.D. ....	10 836,1	12 111,4	+ 11,8
Vie ..... Capitalisation .....	4 543,5 2 168,2	5 150,6 2 674	+ 13,4 + 23,3
Total .....	17 547,8	19 936	+ 13,6

	RÉSULTATS (après dotation des réserves réglementées)	
	1981	1982
L.A.R.D. ....	90,1	44,4
Vie ..... Capitalisation .....	362,1 68,9	437,1 70,9
Total .....	521,1	463,6

Après avoir examiné et approuvé les comptes de l'exercice 1982, le collège a décidé, en application de la loi du 30 juillet 1982, d'attribuer aux actions une somme de 53 088 000 F qui conduit à la distribution d'un dividende de 31,60 F par action, soit, compte tenu d'un avoir fiscal de 15,80 F, à un revenu global de 47,40 F.

## COMPTES CONSOLIDÉS

Parmi les modifications importantes, par rapport à 1981, figurent la prise de contrôle aux Pays-Bas des sociétés d'assurances du groupe Providentia et la cession à la Banque nationale de Paris du contrôle des sociétés du groupe du Crédit universel.

Dans sa séance du 23 juin 1983, le conseil d'administration de l'U.A.P. a pris connaissance des comptes consolidés du groupe, les principales données étant les suivantes :

	CHIFFRE D'AFFAIRES			Diff.
	1981	1982	1982/1981	%
L.A.R.D. ....	12 261,6	14 339,1	+ 16,9	
Vie - Capitalisation .....	7 143,9	8 347,9	+ 16,9	
Total .....	19 405,5	22 687	+ 16,9	

	RÉSULTATS (avant dotation des réserves réglementées)		
Part du groupe .....	735,6	1 220,2	
Part des intérêts du groupe .....	18,2	14,8	
Total .....	753,8	1 235	

La progression importante de ce résultat est due pour l'essentiel à la « zillmétrisation » décidée par la loi de finances pour 1983 : en effet, le bénéfice exceptionnel de 2 193,4 millions de francs, déposé à ce titre, a été réparti entre les fonds de participation aux assurés, dotés de 1 438 millions de francs, et les fonds propres du groupe auxquels 479,3 millions de francs ont été affectés, après un prélèvement fiscal de 276,1 millions de francs.

## La Passion porte ses fruits

Rechercher, innover, améliorer sans cesse la qualité de nos produits et de nos services...

Telle est la passion qui nous anime. Une passion dont nous partageons les fruits avec vous.

Pour cela, nos trois marques vous donnent rendez-vous :



Dans le tout nouveau catalogue 83/84, disponible dès le retour



Dans la petite professionnelle, pour le lancement de nouveaux produits.



A Jambac, sur notre Stand E1, de la 25 au 28 Septembre. Porte de Versailles - Paris.

Soyez présent à ces rendez-vous. Nous, nous y serons.

Société Phocéenne de Matières Plastiques  
7, traverse du Portugal, 13010 Marseille  
Tél. (91) 79.90.97 - Téléc. 430.291

## Votre implantation aux U.S.A...

## Woodlands, Texas: le centre technologique avancé de l'Amérique de demain.

Tout proche de Houston, Woodlands, Texas bénéficie des liaisons routières, maritimes et aériennes de la 5<sup>e</sup> ville des Etats-Unis, 1<sup>er</sup> taux de croissance du pays depuis 1970.

Loin de l'agitation urbaine, Woodlands offre des implantations industrielles, tertiaires et commerciales tournées vers les activités et les technologies de l'avenir, dans un cadre de vie et de loisirs privilégié.

Woodlands, Texas: une porte ouverte sur le monde de demain.

Commercialisation exclusive pour la France:  
**Bourdais International**  
160-166 bd. Haussmann 75008 Paris. Tél.: (1) 562.11.88 (-). Téléc. 660 976 F

## CONJONCTURE

## La reprise semble désormais en bonne voie, estime l'O.C.D.E.

« La reprise économique est en marche, mais sa réussite passe par un redressement de l'investissement », a déclaré Mme Sylvia Austri, directrice du département économique de l'O.C.D.E., en présentant mardi 12 juillet à la presse, le rapport bi-annuel de conjoncture de l'O.C.D.E. (1).

« La reprise longtemps attendue semble désormais en bonne voie. (...) C'est aux Etats-Unis qu'elle se manifeste le plus clairement », écrit l'O.C.D.E. dans son analyse.

L'indice mensuel de la production industrielle, qui a augmenté six fois de suite depuis novembre - à un rythme de 8 % l'an, montre que l'activité est répartie entre l'Amérique, l'Europe et le Japon. L'O.C.D.E. prévoit une progression de 6 % de la croissance économique au second semestre par rapport au premier. Au premier semestre 1983, la croissance serait encore de 4,5 % par rapport au deuxième semestre 1982.

L'O.C.D.E. s'attend à ce que qu'au 1<sup>er</sup> semestre 1983, la croissance soit de 4,5 %, la croissance sera encore de 4,5 % par rapport au deuxième semestre 1982.

« C'est pour l'Europe que l'incertitude reste la plus grande, souligne les experts de l'O.C.D.E. On devrait très probablement y enregistrer un lent redressement qui portera la croissance à un taux modeste, de l'ordre de 1 à 2 %, mais on ne saurait être catégorique là-dessus. Par suite de cette évolution de la production, l'emploi devrait commencer à augmenter assez fortement aux Etats-Unis, et il continuerait de progresser légèrement au Japon. En Europe, par contre, que

l'on considère l'ensemble de cette région ou la plupart des pays pris individuellement, l'emploi devrait encore baisser et le chômage augmenter, du moins tant au long de cette année, la tendance pourrait même se poursuivre dans les premiers mois de 1984.

« L'inflation devrait rester nettement au-dessous de son taux de 1982, les écarts entre pays demeurant toutefois importants. Le solde

des salaires horaires devrait se ralentir en 1983 revenant à 9 % environ, contre 15,5 % en 1982. Cette décelération se poursuivrait en 1984, mais de façon plus modérée. »

« Toutes les composantes de la demande intérieure devraient être touchées. Le revenu disponible réel des ménages pourrait diminuer d'environ 0,7 % en 1983, entraînant une contraction de la consommation privée de 1 % en taux annuel au second semestre de l'année. »

L'O.C.D.E. donne les prévisions suivantes :

EMPLI: « La chômage pourrait s'accroître sensiblement à partir de la mi-83 pour atteindre environ 10,2 % de la population active au second semestre 1984. »

INFLATION: « Elle devrait se ralentir quelque peu au second semestre (...). En 1984 l'inflation pourrait être progressivement ramenée à 6,7 % environ au second semestre, dans le cadre de la politique de modération des prix et des revenus mise en œuvre depuis octobre 1982. Sous l'influence de la politique des revenus et du niveau de chômage, la progres-

de la balance des opérations courantes de la zone de l'O.C.D.E. considérée dans son ensemble ne devrait guère varier au cours des douze à dix-huit prochains mois ; dans cette perspective globale, cependant, on prévoit que le déficit des Etats-Unis se creusera en 1984 pour atteindre 35 à 40 milliards de dollars environ, reflet d'une croissance relativement vigoureuse et de la détérioration de la position concurrentielle vis-à-vis de l'étran-

## FRANCE : rééquilibrage des comptes extérieurs et montée du chômage

« Commerce extérieur : Compte tenu du réajustement progressif des coûts unitaires de main-d'œuvre, la compétitivité [des prix français] ne devrait pas se dégrader. Cela, conjugué à la faiblesse de la demande intérieure, devrait entraîner des perspectives d'exportation relativement bonnes. Cependant, la capacité du secteur productif à répondre à la demande extérieure est encore incertaine, en particulier lorsqu'on considère la faible niveau de l'investissement au cours des dernières années. Au total, la croissance des exportations de biens et services pourrait être de 2,5 % en 1983 et s'accroître progressivement en 1984 pour atteindre près de 4 % en moyenne. »

« Le déficit de la balance commerciale pourrait diminuer de 7 milliards de dollars [soit 52,5 milliards de francs sur la base d'un dollar à 7,50 F] entre 1982 et 1983. En 1984, sur la base des hypothèses

habituelles concernant les taux de change et les prix pétroliers et compte tenu des perspectives internationales, le déficit commercial pourrait être ramené aux alentours de 4 milliards de dollars [soit 30 milliards de francs]. En 1983, le déficit de la balance courante pourrait s'élever à 9,3 milliards de dollars environ en 1983 (170 milliards de francs), soit 1,7 % du PIB pour tomber à 4 milliards de dollars (30 milliards de francs) en 1984. »

(1) L'O.C.D.E. publie deux fois par an (en juillet et en décembre) son analyse de la situation économique dans les pays industrialisés.

## DEUX ANNÉES DE STAGNATION

	1983	1984
P.I.B.	- 0,5	+ 0,5
Importations	- 0,5	+ 2
Consommation privée	0	+ 0,2
Investissement des entreprises	- 1,5	0
Exportations	+ 2,2	+ 4
Prix à la consommation (en glissement)	+ 9,2	+ 7,2
Revenu disponible des ménages	- 0,7	+ 0,2

## AUTOMOBILE

## Les licenciements au groupe Peugeot

(Suite de la première page.)

Les banques commencent à renâcler, la famille Peugeot n'est plus à même de jouer pleinement son rôle de principal actionnaire tant les besoins de financement sont élevés, et Michelin - autre actionnaire du groupe - ne peut être d'aucune aide actuellement puisqu'il se débat avec des difficultés du même ordre et des pertes importantes. L'amélioration de la productivité passe donc notamment par une réduction des effectifs.

La concurrence dans son ensemble a d'ailleurs pris de l'avance. Pour ne prendre que deux exemples - un aux Etats-Unis, l'autre en Europe - Chrysler et Fiat ont procédé à des coupes sombres dans leur personnel. Chrysler, qui était au bord de la faillite il y a trois ans, a mis au chômage 40 000 de ses 85 000 salariés, obtiens de réduire les salaires de plus de 10 % et les caisses d'une semaine. Conséquence : la firme américaine a réalisé des bénéfices en 1982, commencé à rembourser et doit annoncer le 13 juillet le remboursement des derniers 800 millions de dollars (environ de 6 milliards de francs) empruntés dans la période difficile. Fiat, elle aussi, a fait un redressement spectaculaire en réduisant ses effectifs de 10 % et en mettant en outre au chômage technique quarante mille ouvriers. Dans ce système (la Cassa Integratore, l'Etat continue de verser les salaires aux chômeurs techniques, et la Fiat les charges sociales. Avec les bénéfices annoncés pour 1982, M. Giovanni Agnelli a fait savoir qu'il reprendrait peut-être deux mille cinq cents de ces chômeurs cette année...

Mais, au-delà de justifications économiques, il y a sans doute des raisons sociales. Voilà des mois que l'on murmure que la direction du groupe aimerait fermer Poissy, l'usine « à problème » de Talbot, longtemps le champ clos des activités bien peu syndicales de la C.S.L., qui a été supplantée maintenant par la C.G.T. Profiter de cette restructuration pour commencer à résoudre la question des immigrés, quitte à empoisonner la production automobile française depuis un an, est une tentation à laquelle d'a pas su résister la direction du groupe. Et c'est ce qu'il y a de choquant dans cette annonce : nulle proposition de reclassement ou de mesures d'accompagnement souhaitées par les pouvoirs publics. On met à la retraite à cinquante-cinq ans ou on licencie. Tel va sans doute être le débat des semaines à venir avec un gouvernement forcément mal à l'aise. Empêcher Peugeot d'agir, c'est risquer de mettre en difficulté le second constructeur national et le laisser être relégué à moyen terme au rang des sociétés de deuxième ordre ; ce que le pouvoir ne veut surtout pas laisser faire, c'est, à une

periode particulièrement difficile, ouvrir une brèche qui risque fort de s'élargir rapidement.

Voilà pourquoi les syndicats se mobilisent, en ordre dispersé. La C.G.T. parle d'attitude « injustifiée et inacceptable », la C.S.L. accuse la C.G.T. et la direction et réclame une « table ronde ». La C.F.D.T. donne son accord aux départs en pré-retraite dans le cadre du Fonds national pour l'emploi mais refuse tout licenciement, la C.F.T.C. « s'élève du maintien des pouvoirs publics » et l'O.M. demande « des mesures urgentes et adaptées au travers de la formation permanente ». Mais il n'est pas sûr que cette absence d'unité syndicale soit un atout pour la direction comme pour les pouvoirs publics. Les surenchères syndicales de l'automne dernier ont montré que la démission compliquait souvent la solution de problèmes difficiles.

BRUNO DETHOMAS.

## Les mauvais coups de l'été

La direction du groupe P.S.A. montre une fois de plus le caractère sélectif de sa stratégie sociale. Comme par hasard, c'est l'établissement de Poissy qui est visé, avec un personnel de 13 733 ouvriers, dont plus de 52 % d'immigrés, sur quelque 17 000 salariés. Vieux bastion du syndicalisme « indépendant », aux mains d'une direction dure qui savait aussi bien manier le carotte que le bâton, l'usine Talbot de Poissy, comme celle de Citroën à Aulnay, avait vu s'effondrer, il y a un an, ce système autoritaire et paternaliste. La grande grève de l'été 1982 avait coûté à la firme vingt-cinq mille voitures et l'annulation de 200 millions de francs de commandes, mais elle s'était conclue par un accord sur la base des recommandations du médiateur, M. Dupeyron.

Comme chez Citroën, les c Talbot » avaient voulu « changer la vie » : ils obtenaient des augmentations de salaires, mais aussi des élections libres, une plus grande démocratie dans les relations du travail, la « dignité ». On avait beaucoup parlé, à l'époque, d'une sorte de mai 68 des usines.

Depuis lors, cependant, la lutte des O.S. s'était poursuivie sporadiquement, plus ou moins contrôlée par la C.G.T., et pour le respect du rapport Dupeyron ». En fait, le pacte social, à Poissy, prenait la aussi l'allure d'une guerre de position entre un patronat résolu à frapper une évolution qui lui fut imposée, et des salariés étrangers fortement sensibilisés au climat de crise et d'inquiétude qui les environne. Depuis plus d'un an, la direction refusait des négociations sur les contrats de solidarité, sur l'abaissement des horaires.

Ce lourd passif social - à quoi s'ajoutent une trentaine de journées de chômage technique depuis le 1<sup>er</sup> janvier dernier - suffit, à lui seul, à rendre suspectes les raisons d'ordre économique et conjoncturel invoquées par le groupe P.S.A.

L'annonce de ces mesures, quoi qu'il en soit, ne sera pas de nature à renforcer les rapports de solidarité entre travailleurs français et étrangers à l'heure où semblent s'exacerber le racisme et l'incompréhension. A ce titre, les décisions du groupe P.S.A. sont à ranger parmi les mauvais coups de l'été.

J. B.

« Automobile : mise en garde de M. Donald Regan aux Japonais. - Le secrétaire américain au Trésor, M. Donald Regan, a mis sévèrement en garde mardi la Japon contre un non-renouvellement à l'automne par Tokyo de l'accord avec les Etats-Unis sur la limitation des exportations d'automobiles.

Dans une interview accordée au quotidien le Figaro, M. Regan affirme que « le Japon ferait bien de peser les conséquences d'une telle mesure », avant de noter que « de nombreuses organisations réclament le vote d'une loi qui obligerait que les voitures vendues aux Etats-Unis soient à 90 % de fabrication américaine ».

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	+ base + haut	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
SE-U.	7,7830 7,7875	+ 150 + 200	+ 290 + 360	+ 720 + 870
SE-DM	6,2195 6,2220	+ 140 + 195	+ 285 + 355	+ 700 + 850
DM (100)	3,2280 3,2305	+ 155 + 185	+ 310 + 385	+ 915 + 1090
DM	3,0675 3,0690	+ 125 + 215	+ 355 + 400	+ 1020 + 1100
Fluor	2,6880 2,6895	+ 150 + 180	+ 295 + 345	+ 835 + 945
F.R. (100)	15,0232 15,0325	+ 490 + 560	+ 890 + 1030	+ 2100 + 2465
F.S.	3,6710 3,6745	+ 225 + 260	+ 460 + 510	+ 1360 + 1465
L. (1 000)	5,8820 5,8852	+ 215 + 160	+ 425 + 390	+ 1525 + 1360
F. franc	11,9405 11,9485	+ 275 + 365	+ 520 + 640	+ 1280 + 1530

## TAUX DES EURO-MONNAIES

	9 1/16	9 1/16	9 3/4	9 7/8	9 15/16	10 1/16	10 1/2	10 5/8
SE-U.	4 5/8	4 3/4	4 13/16	4 15/16	5	5 1/8	5 7/16	5 9/16
Fluor	5 1/2	5 1/2	5 3/8	5 1/2	5 7/16	5 9/16	6	6 1/4
F.R. (100)	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2
F.S.	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4
L. (1 000)	15	16	16	16	16	16	16	16
F. franc	8 1/2	8 3/4	8 3/8	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

مكتبة النخيل







## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. LA RÉPUBLIQUE : « La gauche à mal au cœur », par X.Y.Z. ; « Le risque de la pulvérisation », par Maurice Le Lanou.
11. L'Univers politique des classes moyennes.

### ÉTRANGER

3. AFRIQUE
  3. AMÉRIQUES
  - CHILI : troisième journée de protestation.
  3. EUROPE
  4. DIPLOMATIE
  5. ASIE
- Ouverture à Pékin de la « deuxième phase » des conversations sur l'avenir de Hongkong.

### POLITIQUE

6. Les négociations sur le nouveau statut de la Nouvelle-Calédonie : le gouvernement s'engage à « favoriser la démarche vers l'autonomie du peuple calédonien ».

### SOCIÉTÉ

7. Musulmans en France (III), par Jean-Pierre Péron-Hugot.
8. JUSTICE : le médiocre chantage d'un « passiviste existentiel ».
- SPORTS : le Tour de France cyclisme.
16. COMMUNICATION
- Les comptes du « Monde » en 1982.

### LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

9. La Napoléon d'Abel Gance à Paris, par Michelle La Bardonnie ; le musée de Villeneuve, par Geneviève Brerette.
- 10-11. Les jeunes aveugles et la culture, par Hervé Guibert.
12. La saison prochaine au théâtre : Une sélection.
- 13-15. Programmes des spectacles.

### RÉGIONS

18. La fête en Ile-de-France.

### ÉCONOMIE

20. AGRICULTURE : le rassemblement national du M.R.J.C.
21. SOCIAL
- MARCHÉ COMMUN
22. CONJONCTURE : la reprise semble désormais en bonne voie, estime l'O.C.D.E.

**RADIO-TÉLÉVISION (16)**  
**INFORMATIONS**  
**SERVICES (17) :**  
La Maison : « Journal officiel » ; Météorologie ; Mors croisés.  
Annonces classées (19) : Carnet (17) ; Programmes des spectacles (13 à 15) ; Marchés financiers (23).

Le numéro du « Monde » daté 13 juillet 1983 a été tiré à 460 901 exemplaires

## LE REPORT DE LA VISITE DE M. ARAFAT A MOSCOU

### L'U.R.S.S. paraît avoir renoncé à s'interposer entre les Palestiniens et les Syriens

M. Yasser Arafat a reporté sine die la visite qu'il devait entreprendre à Moscou, dès le vendredi 15 juillet, en réponse à une invitation pressante que lui avait adressée le Kremlin la semaine dernière.

C'est le directeur du département politique de l'O.L.P., M. Farouk Kaddoumi, qui, à sa place, dirige la délégation du comité exécutif de la centrale des fedayin, laquelle a engagé des conversations, mardi soir, 12 juillet, avec M. Andreï Gromyko, le chef de la diplomatie soviétique.

M. Yasser Arafat n'a avancé aucune raison pour expliquer sa défection. Attend-il les résultats des entretiens de Moscou pour déterminer si son propre déplacement mériterait la peine ? Ou a-t-il d'ores et déjà décidé que l'U.R.S.S. n'a, en tout cas, rien à lui offrir de palpable pour le soutenir dans son conflit avec la Syrie ?

Le principal objectif de la visite projetée paraît sérieusement compromis : les dirigeants de l'U.R.S.S., disait-on à Moscou, seraient disposés à jouer les arbitres « à toutes les parties concernées ».

Or, à en juger par le comportement de la Syrie, celle-ci paraît avoir rejeté le principe d'une médiation. Dès que la nouvelle faisant état de la prochaine arrivée du chef de l'O.L.P. a été connue, Damas a déclenché une campagne d'une rare violence contre Yasser Arafat, signifiant ainsi implicitement qu'une réconciliation était impossible.

« Nous », traitant « paritaires des accords de Camp David », les accusations lancées contre le chef des fedayin ont été formulées non seulement dans la presse baasiste mais aussi — ce qui est encore plus significatif — dans des communiqués diffusés à Moscou mais par l'ambassade de Syrie.

Fidèle à sa tactique habituelle, M. Yasser Arafat joue du bâton et de la carotte. Dans une déclaration à Radio-Monte-Carlo, il tend en quelque sorte la perche au président Assad en l'invitant à intervenir personnellement pour mettre un terme au soutien que « certains de ses services » fournissent aux dissidents du Fatah. Mais, simultanément, il laisse planer une menace implicite : si un accord avec la Syrie se révélait impossible, affirme-t-il, eh bien ! il retournerait tous les fedayin « loyalistes » de la vallée de la Bekaa (contrôlée par les troupes de Damas) pour les redéployer dans le nord du Liban, notamment à Tripoli, où ses partisans sont nombreux et puissants. Les Syriens — qui n'ont pas que des amis dans cette partie du pays — devront alors affronter une armée homogène de guérilleros palestiniens, alliés à diverses milices libanaises hostiles à leur présence.

Vain chantage ? On peut se poser la question en effet de savoir comment Yasser Arafat s'y prendrait pour délivrer ses hommes, actuellement assiégés par les troupes du président Assad.

tion de Moscou en réaffirmant dernièrement que le conflit ne concernait que M. Yasser Arafat et les « patriotes palestiniens » qui s'opposent à sa « trahison ».

Le président de l'O.L.P., sans aller jusqu'à rompre avec l'Union soviétique, a peut-être tiré les conclusions qui s'imposent. A quoi bon se rendre à Moscou si ce n'est que pour s'entendre dire que « l'unité des pays arabes est indispensable pour résister à l'hégémonie américano-Israélienne », comme ne cesse de le répéter l'agence Tass ? Autant prendre les devants et revenir auprès des chefs d'Etat arabes pour leur demander de faire pression sur le président Assad. C'est ce qu'il compte faire, en se rendant prochainement dans les pays du Golfe, et notamment en Arabie Saoudite, principaux bailleurs de fonds de la Syrie. Il cherchera, entre autres, à faire convoquer un sommet arabe qui arbitrerait le conflit.

Fidèle à sa tactique habituelle, M. Yasser Arafat joue du bâton et de la carotte. Dans une déclaration à Radio-Monte-Carlo, il tend en quelque sorte la perche au président Assad en l'invitant à intervenir personnellement pour mettre un terme au soutien que « certains de ses services » fournissent aux dissidents du Fatah. Mais, simultanément, il laisse planer une menace implicite : si un accord avec la Syrie se révélait impossible, affirme-t-il, eh bien ! il retournerait tous les fedayin « loyalistes » de la vallée de la Bekaa (contrôlée par les troupes de Damas) pour les redéployer dans le nord du Liban, notamment à Tripoli, où ses partisans sont nombreux et puissants. Les Syriens — qui n'ont pas que des amis dans cette partie du pays — devront alors affronter une armée homogène de guérilleros palestiniens, alliés à diverses milices libanaises hostiles à leur présence.

Vain chantage ? On peut se poser la question en effet de savoir comment Yasser Arafat s'y prendrait pour délivrer ses hommes, actuellement assiégés par les troupes du président Assad.

ERIC ROULEAU.

## TROIS MILITANTS NATIONALISTES CORSES SONT INTERPELLÉS

De notre correspondant

Bastia. — MM. Leo Battesti, Jean Giambelli et Yves Stella, responsables de la Consulte des comités nationalistes, mouvement indépendantiste proche de l'Ex-F.L.N.C., ont été interpellés, mercredi 13 juillet, à Bastia, pour être présentés dans l'après-midi au juge d'instruction d'Ajaccio, M. Breton. Celui-ci doit les interroger sur leurs responsabilités dans « la divulgation de fausses nouvelles tendant à troubler l'ordre public » et dans « la reconstruction de la ligue dissoute ». Dans les milieux politiques, on estime que ces interpellations font suite à la manifestation de dimanche dernier à Vico, en Corse-du-Sud, au cours de laquelle un commando de membres du F.L.N.C. — dissous au mois de janvier — avait assisté à l'inauguration d'une plaque à la mémoire du militant nationaliste Guy Orsoni, disparu le 17 juin dernier. Sur cette plaque, le nom de Guy Orsoni était suivi de ces mots : « Assassiné par l'Etat français ».

Le professeur Jean-Pierre Changoux vient d'être élu président du conseil scientifique de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM). Agé de quarante-sept ans, M. Changoux est professeur au Collège de France et chef de l'unité de neurobiologie moléculaire à l'Institut Pasteur. De son côté, le docteur Michel Cohen-Solal, trente-neuf ans, maître de recherche à l'INSERM, dont les travaux portent sur la chimie des protéines et les enzymes, est élu vice-président du même conseil.

Premier cas de SIDA au Japon. — Un hémophile âgé d'une cinquantaine d'années présentant certains symptômes du SIDA (syndrome immuno-déficitaire acquis) est mort au début du mois de juillet à Tokyo. Cette nouvelle a suscité la crainte que le Japon ne soit atteint à son tour par la mystérieuse maladie dont, si le diagnostic est confirmé, cet homme serait la première victime. Traité depuis 1955 pour une hémophilie de type B, le malade aurait pu contracter le SIDA à la suite des très nombreuses transfusions de sang importé qu'il a subies. (A.F.P.).

Trois soldats britanniques ont été tués, et plusieurs autres blessés, mercredi matin 13 juillet par l'explosion d'une mine non loin de Belfast.

## Les administrateurs de la Compagnie Boussac approuvent le compromis intervenu avec MM. Willot

Le conseil d'administration de la Compagnie Boussac-Saint Frères (C.B.S.F.), qui était réuni le mardi 12 juillet à Paris, a approuvé l'accord conclu avec MM. Willot et qui, à terme, aboutira à la réunification des sociétés du groupe.

Après cinq heures de discussions sérieuses (dont une suspension de séance de deux heures), les administrateurs ont voté à l'unanimité moins une voix le second protocole d'accord signé le 10 juillet avec MM. Willot (le Monde du 12 juillet).

Le texte diffère du précédent (le Monde du 6 juillet) en ce qu'il comporte essentiellement deux garanties supplémentaires, selon M. René Mayer, président de la Compagnie. D'une part, il prévoit la mise sous

L'accord prévoit, pour l'essentiel, la cession par MM. Willot des titres qu'ils possèdent (42 %) dans la Société foncière et financière Agache-Willot (S.F.F.A.W.) — le cœur du groupe avec ses filiales Dior, Conforma, Bon Marché — puis la fusion avec la C.B.S.F. ; celle-ci a obtenu, il y a un an, la location-gérance de la partie textile de l'entreprise.

MM. Willot abandonnent tous leurs droits d'intervention dans la gestion du nouveau groupe. En compensation et à terme, ils doivent recevoir 15 % du capital de ce groupe.

Une partie des parts détenues par MM. Willot sera donnée à la filiale spécialisée de la Compagnie — AUFINEC — chargée de favoriser la restructuration industrielle dans les régions où se trouvent des usines de la firme dont on a réduit ou supprimé l'activité.

Un ralliement inopiné

C'est cette société AUFINEC qui a donné lieu à l'essentiel des discussions et des réticences des administrateurs. MM. Willot lui ont apporté, selon le compromis intervenu, 20 % de leurs titres, en toute propriété et sans droit de usufruit.

Ainsi AUFINEC va-t-elle recevoir en partage 2 millions de francs. Elle sera presque l'égal en capital de la C.B.S.F. Afin d'en limiter le poids à l'intérieur du groupe, le conseil a l'intention de faire limiter le droit de vote des administrateurs d'AUFINEC, et il envisage de se donner un droit de préemption en cas de vente d'actions de cette société. Les administrateurs de la C.B.S.F. sont convenus mardi, avant de se séparer, de se retrouver le

27 juillet à Paris afin de mettre un point final à ce dossier.

L'acquiescement par le conseil d'administration de la Compagnie Boussac-Saint Frères d'un tel rapprochement d'avance et, jusqu'à un bout, il y a eu incertitude. La question était simple : le conseil d'administration de la Compagnie Boussac-Saint Frères accepterait-il ou non le compromis intervenu en deux temps entre la direction de la Compagnie et MM. Willot ? A la fin de la séance de mardi, la réponse était négative : les administrateurs voulaient, en effet, se donner un délai — quinze jours, un mois ? — avant de se prononcer. Le projet d'accord leur paraissait être juridiquement compliqué, financièrement lourd d'incertitudes. D'ailleurs, le plus grand nombre d'entre eux n'avaient reçu le texte du compromis que quelques heures avant la réunion du conseil ; enfin — tant de bruit avait été fait autour de cette affaire — ils ne voulaient pas s'en laisser imposer.

Les administrateurs de la C.B.S.F. sont des représentants des activités industrielles et bancaires contrôlés par la puissance publique : 51 % du capital de la Compagnie appartiennent à l'Institut de développement industriel (IDI) et 49 % sont dans le portefeuille des banques. Or l'entente n'a jamais paru parfaite entre la direction de la C.B.S.F. et son conseil. Ainsi a-t-on relevé, à la fin de juin, que M. Jean-Paul Elkann (représentant de l'IDI) et, d'autre part, P.-D. G. de Christian-Dior, qui appartient au groupe Willot, avait résigné ses responsabilités d'administrateur. Il n'avait pas été informé, dit-on, des

pourparlers entrepris avec MM. Willot.

Mardi, les représentants des banques ont demandé le report de la séance à la fin de juillet. Il a été passé outre. Qui dira quel des deux camps a finalement convaincu les administrateurs qu'il n'était plus temps d'attendre, alors que, sept heures auparavant, dans les milieux proches de certains d'entre eux, on disait que rien ne pressait plus ?

Plus généralement, c'est une nouvelle histoire qui commence pour Boussac, et au-delà du groupe pour toutes les firmes qui gravitent autour de lui.

La direction de la firme qui va naître de la fusion de la S.F.F.A.W. et de la C.B.S.F. va avoir des possibilités classiques de gestion, puisque elle va retrouver des actifs (de l'ordre du milliard de francs) et qu'elle pourra rembourser ses dettes à terme. Mais un sérieux travail d'assainissement de la partie industrielle de la firme reste à faire.

M. Mayer — il a la réputation de « savoir parler » à son personnel — saura-t-il convaincre les salariés que tout est loin d'être gagné, et que tout n'est pas possible ? Du moins les syndicats ouvriers semblent avoir accepté — le cœur gros — le retour de MM. Willot dans la firme, où ils occuperont des responsabilités en dehors de la hiérarchie.

De toute façon, on peut compter sur la vigilance des administrateurs de l'IDI pour faire en sorte qu'aucun écart ne soit fait.

ALPHONSE THELIER.

## Après la démission de M. Michel May

Alors que la démission du P.-D.G. de TF 1, M. Michel May, venait à peine d'être annoncée (le Monde du 13 juillet), la Haute Autorité de la communication audiovisuelle affirmait avoir déjà commencé, mardi 12 juillet, ses consultations en vue de la désignation du futur président de la chaîne. Plusieurs candidats ont donc été reçus ou vont l'être dans les prochaines heures, parmi lesquels figurent notamment M. Jean-Claude Hébert, directeur général de R.M.-C., Jacques Ponsot, P.-D.G. de l'INA, Henri Rouger, P.-D.G. de Radio-France International, Jean-Marie Drol, l'un des pionniers de la télévision, et Yves Jaigu, directeur de France-Culture.

### TF 1 l'ingouvernable

Cette chaîne est-elle donc à ce point ingouvernable qu'elle use en l'espace de deux ans ses deux nouveaux P.-D.G. ? Est-elle si ingouvernable qu'elle brûle tous ceux qui ont osé à l'attrait du pouvoir et que le personnel, blasé, voit un jour déchaîner, blessés, meurtris et probablement écorchés ?

Pourquoi cette impression de désordre, de malaise, de folie presque, devant ce dernier coup porté à la chaîne, même si on l'attendait ? Justement parce qu'on l'attendait. Inévitable ? On se refuse à le croire, mais force est de reconnaître que l'histoire de la chaîne, depuis ses débuts, a été une succession de révolutions, de changements de régime ou, plus simplement, de réformes de l'audiovisuel en non.

Haut fonctionnaire nommé par le gouvernement en juillet 1981 à la tête de TF 1, affable et ouvert, M. Jacques Boutet ne connaissait rien à la télévision. Il encaissa les coups, essaya les critiques, navigua à vue, puis, patient, assura que des qu'il était nommé, la Haute Autorité allait le délivrer.

Ce qu'elle fit. Le nom du successeur ne fut pas une surprise. La rumeur, depuis belle lurette, l'avait rendu « présidentiable » et on lui avait fait de la chaîne un fief de hauts fonctionnaires. Et les craintes, hélas, s'étaient confirmées : M. Michel May ne serait jamais un homme de télévision. D'un naturel timide et réservé, il n'était guère à l'aise dans son costume de P.-D.G. qui faisait de lui la cible désignée des critiques et l'obligait à côtoyer un milieu que, sans doute, il n'aimait jamais.

Et il commet des erreurs : sur les hommes, sur la stratégie. S'il s'employa à ouvrir des placards et à remettre dans le circuit quelques professionnels qui en semblaient exclus (Roger Gicquel, Annick Brachet, Julien Bessac), il se força, très vite, à redistribuer les cartes, faisant peu cas de ceux qui, au an auparavant, symbolisaient le changement : André Harris, Olivier Barrot, Anne Sinclair, Alain de Soudouy, l'école des Buttes-Chaumont, en revanche, fut promue.

Fâché des pressions multiples dont il était l'objet, incapable en même temps de maîtriser les crises et secousses qui l'ont jamais cessé d'agiter TF 1, de doter la société d'un projet mobilisateur et de rétablir l'image d'une chaîne en perte d'identité, M. Michel May, vingt fois, avait failli présenter sa démission. La Haute Autorité, cette fois, l'a acceptée à l'unanimité.

Beaucoup, sans doute, se sentent soulagés — M. Michel May peut-être le premier — mais il n'empêche, l'échec de M. May rejette sur la chaîne qu'il a administrée, la Haute Autorité qui l'avait nommé et le système tout entier qui l'a fait succomber.

M. Michel May voyait dans le service public — la forme la plus élevée de gestion dans l'intérêt général (le Monde du 2 mars). N'est-ce pas plutôt de sa faillite qu'il est question aujourd'hui ?

ANNICK COJEAN.

« M. Jean-Pierre Guérin, ancien directeur délégué à l'information de TF 1 — démis de ses fonctions le 1<sup>er</sup> juillet, — a accueilli la nouvelle du départ de M. May « sans s'en réjouir », mais non sans voir un éventuel « désaveu de la décision qu'il a prise à mon égard ».

**C'est déroutant**

... c'est dans le guide bleu France

**guides Hachette**

LE SENS DU VOYAGE

A B C D F G H

**TOUT CE QUI SE TRANSFORME EN LIT S'ACHÈTE CHEZ CAPELOU**

GRAND CHOIX DE MEUBLES LITS 1 ou 2 places, toutes essences de bois

**CAPELOU**

37, Avenue de la République 75011 PARIS - Métro Pannelevé TEL. : 357.48.35

**C'est dépayant**

... c'est dans le guide bleu Périgord

**guides Hachette**

LE SENS DU VOYAGE